# ANALYSE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC 1987

Commission
de la construction
du Québec

89-02287/

# Analyse de l'industrie de la construction au Québec en 1987

La reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée à la condition d'en citer la source.

Dépôt légal–3e trimestre 1988

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-18178-6
ISSN 0317-5901

Cette publication a été imprimé en 1500 exemplaires sur les presses de la CCQ.

# Analyse de l'industrie de la construction au Québec en 1987

Commission de la construction du Québec

SERVICE RECHERCHE & ORGANISATION

AOÛT 1988

## Avant-propos

La Commission de la construction du Québec présente l'*Analyse annuelle de l'industrie québécoise de la construction*. Cette publication vise, comme par les années passées, à renseigner ceux qui s'intéressent au milieu de la construction.

En vertu des divers mandats qui lui sont confiés, la CCQ possède des informations uniques touchant les salariés et les employeurs oeuvrant sur les chantiers de construction. L'analyse de ces informations nous permet d'en tracer un portrait précis. De même, les données contenues dans ce document posent un diagnostic sur l'état général de l'industrie de la construction en 1987 dans l'ensemble du Québec et chacune des régions.

Le premier chapitre présente les principaux indicateurs économiques de l'industrie ainsi que les faits saillants survenus au cours de 1987 en matière de relations du travail. Les principales implications de la Loi 89 sur la main-d'oeuvre de l'industrie sont analysées. Par ailleurs, pour une quatrième année consécutive, les heures travaillées au Québec sur les chantiers de construction ont connu une progression. En effet, les heures travaillées par les salariés assujettis enregistrent une hausse de 19,3 % et s'établissent à 104,9 millions en 1987. Cette croissance importante résulte d'une activité soutenue dans tous les secteurs de l'industrie. Il faut noter, toutefois, la performance exceptionnelle du secteur résidentiel qui a atteint en 1987 un niveau sans précédent. De même, le secteur du bâtiment non résidentiel a connu une excellente année.

Le deuxième chapitre de l'analyse étudie les principales caractéristiques des employeurs. Si depuis 1982 le nombre d'employeurs de l'industrie n'a cessé de croître, l'année 1987 voit leur nombre augmenter de près de 13 % et s'établir à 16 508. La répartition par catégorie d'employeurs fait preuve, quant à elle, de stabilité.

Le troisième chapitre est consacré aux salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction. En 1987, on enregistre 105 066 individus ayant effectué au moins une heure de travail sur un chantier. Ce nombre constitue une croissance de plus de 13 % en comparaison avec 1986.

Le nombre d'heures travaillées ayant crû plus rapidement que le nombre de salariés, la moyenne annuelle des heures passe de 986 à 998. Malgré une activité intense, cette progression modérée de la moyenne des heures travaillées résulte de l'entrée importante de nouveaux travailleurs. En effet, les apprentis ont largement profité de la conjoncture favorable, leurs effectifs augmentant de plus de 50 % et leur moyenne d'heures travaillées de 2,5 %. L'entrée d'apprentis a permis une augmentation des jeunes travailleurs. À cet égard, l'âge moyen des salariés s'établit à 37,1 ans en 1987.

Enfin, les quatre annexes qui complètent ce document fournissent, non seulement certaines définitions nécessaires à sa précision, mais aussi près de quarante (40) tableaux statistiques complémentaires à ceux inclus dans le texte.

Cette Analyse a été réalisée par la Section recherche. Diane Lachance est responsable de la rédaction alors que Louise C. Rodier a compilé les tableaux statistiques. Le secrétariat a été assuré par Josée Giroux. Louise Charette a assumé la coordination de l'ensemble du travail.

Nous espérons que cette Analyse de l'industrie de la construction continuera d'être appréciée par les partenaires de l'industrie. Quant aux personnes intéressées à ce secteur d'activité, elles devraient y trouver les éléments nécessaires à une familiarisation. La Section recherche demeure disponible à ceux désirant obtenir des informations sur l'industrie québécoise de la construction. Les personnes intéressées à suivre l'activité trimestriellement sont invitées à consulter *La Revue de l'activité dans l'industrie de la construction* publiée par la CCQ.

Jean-Luc Pilon
Directeur
Service recherche et organisation

## Table des matières 6

## Liste des tableaux 7

## Liste des graphiques 7


## Bilan de l'activité de construction 9

L'économie québécoise et le secteur de la construction en 1987 11

Sommaire de l'activité de construction 13

Activité régionale 14

Perspectives 1988 16

Les relations du travail et le contexte législatif 17

## Les employeurs 21

Environnement législatif 23

Contexte de travail 24

Les types d'entreprises 24

Caractéristiques des entreprises 25

Statut juridique 27

Mobilité interrégionale 28

## Les salariés 29

Les caractéristiques du marché de l'emploi 31

Les indicateurs d'activité: emploi et heures travaillées 31

Statut professionnel des salariés de la construction 32

L'âge des salariés 33

Durée du travail 34

- Le chômage saisonnier 37
- Le roulement des salariés 37
- Le chômage interchantier 40

Mobilité de la main-d'oeuvre 41

- Mobilité interemployeur 41
- Mobilité géographique 41

Salaires 43

Avantages sociaux 45

- Congés annuels et jours fériés chômés 45
- Régime d'assurance collective 46
- Régime supplémentaire de rentes 46

## Annexes 49

I Sources et définitions 51

II Description des régions et sous-régions de domicile 57

III Tableaux statistiques 58

IV Liste des 100 plus gros employeurs en 1987 selon les heures enregistrées à la CCQ 98

## Liste des tableaux


1-1 Indicateurs économiques de l'industrie de la construction, 1978-1987 **11**

1-2 Indicateurs de l'activité de l'industrie de la construction, 1978-1987 **12**

1-3 Variations annuelles des heures travaillées par les salariés de la construction selon la région de travail, 1986-1985 et 1987-1986 **14**

1-4 Résultats du vote d'adhésion syndicale, novembre 1987 **19**

1-5 Représentation syndicale, novembre 1985 et 1987 **19**

2-1 Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre moyen de salariés, 1987 **25**

2-2 Répartition des employeurs selon le nombre d'employés, les heures travaillées et la masse salariale versée, 1987 **26**

2-3 Répartition des entreprises de construction selon la masse salariale versée, 1987 **26**

2-4 Répartition des entreprises de construction selon le statut juridique, 1987 **27**

2-5 Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre de régions travaillées, 1987 **27**

3-1 Répartition des salariés actifs selon la région de domicile et le statut professionnel, 1987 **32**

3-2 Répartition des salariés qualifiés selon le métier et le statut professionnel, 1987 **33**

3-3 Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le niveau d'heures travaillées dans la construction, 1985, 1986, 1987 **34**

3-4 Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail dans l'industrie de la construction, 1987 **36**

3-5 Répartition des heures travaillées selon le mois, 1986-1987 **36**

3-6 Mouvement des salariés de la construction, 1978-1987 **37**

3-7 Répartition des salariés actifs en 1987, selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction depuis 1971 **38**

3-8 Répartition des abandons en 1987 selon le niveau d'heures travaillées et le statut professionnel en 1986 **38**

3-9 Répartition des nouveaux salariés de la construction en 1987 (adhésions) selon le niveau d'heures travaillées et le statut professionnel **39**

3-10 Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987 **40**

3-11 Répartition des salariés actifs et du salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le lieu de travail, 1987 **42**

3-12 Répartition des salariés actifs et du salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction, 1987 **43**

3-13 Salaire annuel moyen des salariés actifs dans la construction selon l'âge et le statut professionnel, 1987 **44**

3-14 Montant et nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1986 et 1987 **46**

3-15 Montant des réclamations pour les divers types d'assurance en 1986 et 1987 (régime de base) **46**

3-16 Montant et nombre de réclamations relatifs au régime supplémentaire de rentes, 1986 et 1987 (régime de base) **47**


## Liste des graphiques


1-1 Heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction, 1978-1987 **13**

3-1 Moyenne des heures travaillées dans l'industrie de la construction, 1978-1987 **35**

# Bilan de l'activité de construction

Le premier chapitre vise à tracer le bilan de l'activité de construction pour l'année 1987. Pour ce faire nous examinerons, dans un premier temps, l'évolution de la conjoncture économique québécoise en accentuant les variables reliées au secteur de la construction. Cette analyse nous permettra d'étudier la performance des principaux indicateurs économiques de l'industrie de la construction ainsi que celle du secteur assujetti de l'industrie. L'activité de construction sera ensuite étudiée d'un point de vue régional et nous verrons brièvement les perspectives économiques pour 1988.

Enfin, la dernière section de ce chapitre traitera des événements relatifs au régime des relations du travail et au contexte législatif de l'industrie de la construction du Québec. Précisons pour l'instant, que cette section revêt un caractère particulier cette année compte tenu des modifications législatives importantes survenues au début de 1987.

## L'économie québécoise et le secteur de la construction en 1987

L'activité économique a marqué une reprise au début de l'année 1987 suite à une croissance nulle au deuxième semestre de l'année précédente. En effet, le Québec a connu une croissance économique réelle très forte avec une progression de 4,8 %. Contrairement à l'année dernière, le produit intérieur brut réel québécois a progressé plus rapidement que le PIB réel canadien (3,9 %). Soulignons que la croissance économique québécoise fut nettement supérieure à celle de 1986 alors que l'avancement du PIB réel était de 2,9 %.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la bonne performance économique de 1987. D'abord, les dépenses réelles des consommateurs québécois, facteur déterminant de la santé économique, ont progressé de 4,5 % comparativement à un taux de 3,4 % pour l'année précédente. Non seulement les consommateurs ont-ils vu leur revenu disponible augmenter de 6,6 %, mais en plus, ils ont largement puisé dans leurs épargnes pour financer leurs achats. Cela dit, le taux d'épargne des Québécois a connu une baisse, passant de 9,9 % en 1986, à 7,6 % en 1987, taux d'ailleurs inférieur à celui du Canada (9,3 %). Au chapitre des achats, les Québécois ont démontré leur préférence pour les véhicules automobiles, les meubles, les appareils électro-ménagers et divers autres biens durables.

Les Québécois ont également profité de la situation favorable de l'emploi. En 1987, l'emploi a progressé plus rapidement au Québec (3,5 %) qu'en Ontario (3,3 %) ou qu'au Canada (2,9 %). Le Québec pouvait compter 100 100 nouveaux emplois au cours de l'année, soit une première depuis les 125 000 en 1973. Malheureusement, le taux de chômage est resté très élevé, soit 10,3 %, comparativement à 8,9 % pour l'ensemble du pays. Ceci s'explique en partie par le fait que, plus qu'ailleurs, les gens sans emploi ont désiré réintégrer le marché du travail.

Tableau 1-1

**Indicateurs économiques de l'industrie de la construction, 1978-1987**

| | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur des travaux de construction[1]** | 8 810,5 | 8 601,1 | 7 762,2 | 7 591,3 | 6 922,0 | 7 522,1 | 7 615,6 | 9 795,8 | 10 273,9 | 11 265,3 |
| Valeur des contrats accordés | | | | | | | | | | |
| Travaux de génie* | 730 | 695 | 637 | 1 032 | 1 422 | 1 172 | 1 669 | 1 483 | 1 196 | 2 112 |
| Valeur des contrats accordés dans le bâtiment non résidentiel* | 537 | 681 | 696 | 1 669 | 1 028 | 1 037 | 1 699 | 1 889 | 2 254 | 2 723 |
| Nombre de mises en chantier de logements | 43 671 | 41 730 | 29 186 | 29 645 | 23 492 | 40 318 | 41 902 | 48 031 | 60 348 | 74 179 |

* en millions de dollars constants de 1987

** en millions de dollars constants de 1981

1. travaux de construction exécutés par l'ensemble des secteurs économiques et non pas seulement par la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Source: Canadata, compilation par la CCQ, sauf pour les données sur la valeur de travaux de construction qui proviennent du catalogue 61-205 de Statistique Canada, compilation CCQ, et des mises en chantier qui proviennent de la SCHL.

Les entreprises, pour leur part, assistent à l'augmentation de leur bénéfice par rapport à l'année précédente et investissent fortement dans la construction d'usines et dans l'achat d'équipement et de matériel. De plus, plusieurs entreprises fonctionnent presque à pleine capacité de production et doivent investir dans l'expansion de leurs installations. De fait, en 1987, les investissements des entreprises s'élèvent à 23,2 milliards $, soit une augmentation réelle de près de 13 %. À ce chapitre, le Québec connaît une progression plus rapide que l'ensemble du pays qui affiche une hausse réelle de 9,7 %. Toutefois, la croissance n'est pas aussi favorable du côté des investissements des administrations publiques québécoises. On note en effet, une baisse réelle de 9,3 % en raison des programmes de restrictions budgétaires à plusieurs niveaux de l'administration publique. Précisons cependant, que les investissements des administrations publiques ne représentent que 10,5 % de l'ensemble des investissements et, de ce fait, la baisse enregistrée n'a pas un effet trop négatif sur la performance globale.

La vigueur de l'industrie de la construction contribue, sans contredit, à la croissance économique du Québec. Plusieurs facteurs sous-tendent la performance exceptionnelle de ce secteur. Notons d'abord que l'année 1987 connaît les taux hypothécaires les plus bas depuis la récession de 1982, phénomène qui se traduit en une demande de prêts extrêmenent forte. Ces bons taux hypothécaires jumelés à une situation favorable au niveau de l'emploi et une bonne performance économique en général sont autant de facteurs qui contribuent à raffermir la confiance du consommateur dans le marché. De plus, le report d'activités de construction depuis 1986, vu des pénuries de matériaux et de main-d'oeuvre, influence le niveau d'activité pour 1987. Enfin, nous pouvons mentionner la demande refoulée du début des années 1980 et la spéculation en raison de la croissance rapide des prix sur les marchés comme autres facteurs moteurs d'activité.

Cela dit, le secteur résidentiel affiche des résultats assez spectaculaires. En effet, la valeur globale des travaux de construction dans le secteur résidentiel s'élève à 9,4 milliards $, soit une augmentation de près de 23 %. Même en tenant compte de l'inflation, ce secteur affiche une bonne progression. De fait, la valeur totale des immobilisations[1], exprimée en dollars de 1981, est de 5,8 milliards $, ce qui représente une croissance réelle de près de 11 %. Le nombre de mises en chantier de logements passe de 60 348 en 1986 à 74 179 en 1987 (Tableau 1-1). Le niveau des mises en chantier permet au Québec de maintenir sa part de 30,2 % dans le total des mises en chantier canadiennes.

Le secteur de la construction du bâtiment non résidentiel affiche également une bonne performance avec une valeur des immobilisations de 2,7 milliards $, exprimée en dollars constants de 1981, soit une augmentation réelle de près de 6 % par rapport à 1986. L'augmentation des dépenses dans ce secteur s'explique en partie par le redressement des prix des ressources naturelles en 1987 par rapport aux bas niveaux de 1986. Enfin, le secteur des travaux de génie connaît une hausse réelle de 11,1 %, soit sa meilleure progression enregistrée depuis 1977. La valeur des immobilisations s'élève à 2,8 milliards $.

(1) La valeur des immobilisations comprend la valeur des travaux neufs de construction incluant la rénovation, mais excluant les travaux de réparation ainsi que l'outillage et la machinerie.

Tableau 1-2

**Indicateurs de l'activité de l'industrie de la construction, 1978-1987**

| | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de salariés[1] | 123 867 | 105 128 | 97 319 | 95 244 | 78 360 | 74 037 | 76 429 | 83 224 | 89 142 | 105 066 |
| Heures travaillées* | 124,8 | 112,5 | 100,1 | 101,5 | 74,0 | 67,8 | 74,1 | 84,2 | 87,9 | 104,9 |
| (Heures supplémentaires)[2] | (8,8) | (7,5) | (6,4) | (6,4) | (3,3) | (2,6) | (2,8) | (3,0) | (3,0) | (3,8) |
| Moyenne annuelle des heures travaillées | 1 008 | 1 070 | 1 028 | 1 065 | 944 | 916 | 970 | 1 012 | 986 | 998 |
| Salaire annuel moyen ($) | 11 345 | 12 685 | 13 616 | 15 522 | 14 956 | 16 020 | 17 356 | 18 422 | 17 949 | 18 580 |
| Masse salariale[3]* ($) | 1 405 | 1 334 | 1 325 | 1 478 | 1 172 | 1 187 | 1 326 | 1 533 | 1 600 | 1 952 |

* en millions

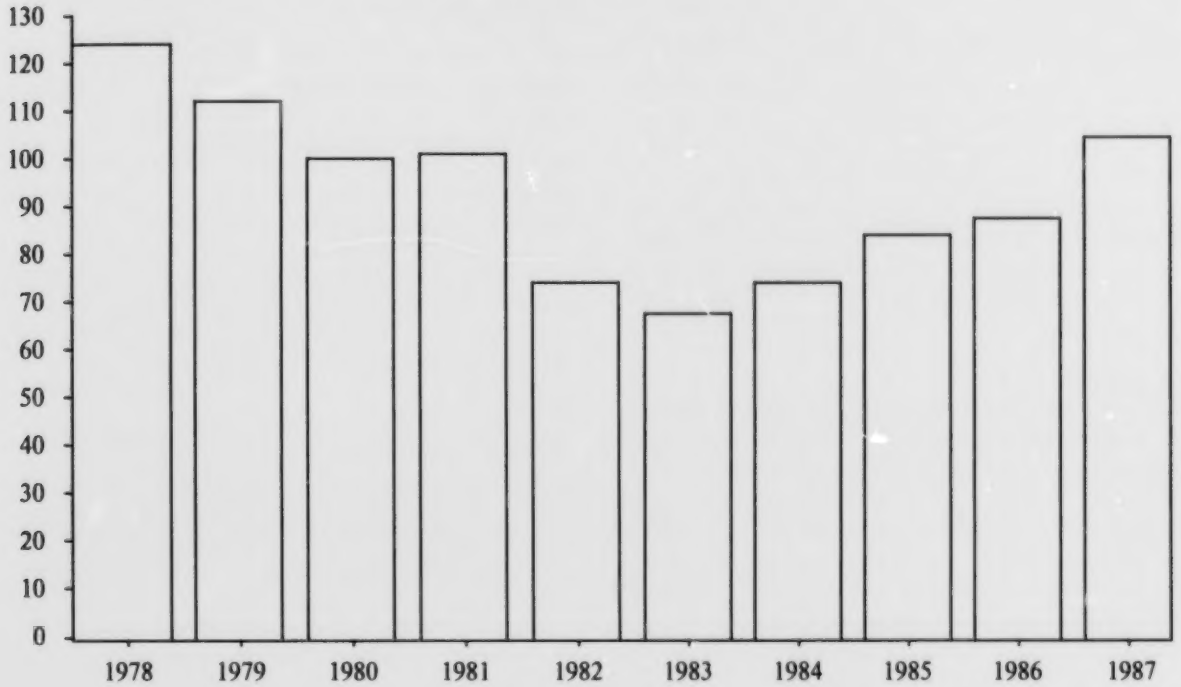
Notes

1. Salariés régis par le décret de l'industrie de la construction et ayant travaillé au moins une heure dans l'année.
2. Sont incluses dans le total des heures travaillées.
3. Salaires incluant les indemnités de congés fériés, de même que les différentes primes, à l'exception des frais de déplacement.

Source: CCQ, mai 1988

Graphique 1-1

**Heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction, 1978-1987**
(en millions)




Source CCQ, mai 1987

D'un point de vue plus général, la valeur des travaux de construction s'élève à 18,1 milliards $ en 1987. Ceci représente une croissance de 16,4 % par rapport à l'année précédente. La valeur totale des immobilisations en construction, en dollars de 1981, enregistre pour sa part une croissance de près de 10 %.

## Sommaire de l'activité de construction

La vigueur de l'industrie de la construction au Québec s'est traduite par des gains marqués de l'emploi dans l'ensemble du secteur. En effet, l'industrie québécoise de la construction connaît une progression de 13,5 % de son nombre d'emplois alors que la croissance totale de l'emploi au Québec ne s'élève qu'à 3,5 %. Pour sa part, le secteur assujetti de l'industrie de la construction voit son nombre de salariés passer de 89 142 en 1986 à 105 066 en 1987, soit une augmentation de près de 18 % (Tableau 1-2).

Les heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction connaissent également une bonne performance avec une progression de 19,3 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, les heures totales travaillées sont passées de 87,9 millions en 1986 à 104,9 millions en 1987. Soulignons que ce niveau d'heures enregistrées en 1987 est le plus élevé de la décennie. Le nombre d'heures travaillées ayant crû plus rapidement que le nombre de salariés, la moyenne annuelle des heures travaillées s'inscrit à la hausse avec 998 heures. Notons également que le salaire annuel moyen passe de 17 949 $ en 1986 à 18 580 $ en 1987.

Ces progressions importantes aux niveaux de l'emploi, des heures travaillées et du salaire sont attribuables, entre autres, à un secteur résidentiel qui a connu, comme nous venons de voir, une année exceptionnelle. Les mises en chantier de logements ont atteint 74 179 unités, ce qui représente une croissance de près de 23 % par rapport à 1986. Ce niveau de mises en chantier représente un record de tous les temps. Il a été atteint après cinq années consécutives de croissance, soit la plus longue période d'expansion enregistrée dans ce secteur. La construction unifamiliale est responsable pour 42,4 % des mises en chantier du secteur résidentiel alors que les 57,6 % restants représentent la construction de logements multifamiliaux. Ce dernier type de construction a manifesté des signes de surproduction au cours du deuxième semestre avec des taux d'inoccupation atteignant deux fois le niveau normal.

Une autre partie de l'activité résidentielle provient des travaux exécutés pour la rénovation et la réparation des unités d'habitations existantes. Il est toutefois difficile, voir impossible jusqu'à maintenant, d'évaluer l'apport des travaux de rénovation et de réparation à l'activité totale. Deux problèmes majeurs sont à la source de cette lacune. En premier lieu, ces types de travaux sont souvent exécutés par des artisans ou des entrepreneurs spécialisés sans aide rémunérée. Ainsi, ils n'apparaissent pas dans les statistiques de la Commission. En second lieu, les estimations produites par Statistique Canada quant à la valeur des dépenses de réparation, rénovation et transformation comportent divers problèmes qui originent en partie des méthodes d'estimation utilisées et qui sont aggravés par l'imprécision des définitions utilisées. En fait, il n'existe pas de normes précises et claires permettant d'attribuer les travaux effectués à l'une ou l'autre des catégories. En conséquence, l'utilisation des séries sur la valeur de ces travaux, en tant qu'indicateur d'activité assujettie, s'avère très complexe.

Le secteur non résidentiel a également bénéficié du contexte économique favorable et a ainsi contribué à la bonne performance des principaux indicateurs, tels l'emploi et les heures travaillées. Ce secteur, comme nous avons vu ci-haut, nous permet de cerner l'activité sur les chantiers du bâtiment non résidentiel et des travaux de génie. Notons cependant, que cet indicateur est avancé puisque les dépenses, et donc les travaux associés à ces contrats, se répartissent sur plusieurs trimestres, voir même plusieurs années.

Du côté du bâtiment non résidentiel, la valeur des contrats accordés, exprimée en dollars constants de 1987, est en hausse constante depuis 1982 et s'établit à 2,7 milliards $ en 1987. Ceci représente une croissance de près de 21 % par rapport à 1986. La vigueur de ce secteur est particulièrement attribuable au sous-secteur industriel puisqu'il est responsable pour près de 95 % de la hausse de la valeur des contrats dans le bâtiment non résidentiel.

Le secteur des travaux de génie enregistre, pour sa part, une augmentation de 77 % de la valeur des contrats pour s'établir à 2,1 milliards $, en dollars constants de 1987, valeur jamais vue dans l'industrie. Cette croissance importante est attribuable au sous-secteur électricité, en particulier aux contrats reliés à la centrale LG2A et aux lignes de transport.

## Activité régionale

L'étude de l'activité selon une perspective régionale révèle que presque la totalité de la province a profité de la situation économique favorable. C'est ce que l'on constate suite à l'examen du tableau 1-3 sur les variations annuelles des heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de travail. Les données de la variation 1987/1986 sont indéniablement plus encourageantes que celles de 1986/1985. En effet, toutes les régions, sauf celles de l'Est-du-Québec et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, affichent une progression de leur taux d'activité.

Précisons que la distribution de l'activité est fonction de la nature même des divers travaux. En général, les projets de type industriel jouissent d'une meilleure répartition régionale contrairement aux projets commerciaux qui se concentrent principalement dans les grands centres urbains. Or, en 1987, le sous-secteur industriel est responsable, en grande partie, de la croissance du secteur de la construction non résidentielle et permet à plusieurs régions de profiter des projets de développement de diverses compagnies. De plus, plusieurs régions connaissent une progression au niveau du secteur résidentiel, l'expansion de ce dernier n'étant pas nécessairement réservé aux grands centres urbains. Les différentes régions sont, tour à tour, présentées ci-après.

Tableau 1-3

**Variations annuelles des heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de travail, 1986/1985 et 1987/1986**

(Pourcentage)

| Région | 1986/1985 | 1987/1986 |
|---|---|---|
| Est-du-Québec | - 16,7 | – |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | - 2,8 | - 2,9 |
| Québec | + 0,8 | + 17,8 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | - 6,8 | + 3,6 |
| Estrie | + 41,4 | + 36,6 |
| Montréal métropolitain | + 5,3 | + 14,9 |
| Sud-de-Montréal | + 17,0 | + 48,4 |
| Nord-de-Montréal | + 23,8 | + 55,8 |
| (Grand Montréal)* | + (8,5) | +(23,2) |
| Outaouais | - 14,3 | + 8,3 |
| Nord-Ouest québécois | - 18,7 | + 23,1 |
| Baie-James | - 42,9 | + 75,0 |
| Côte-Nord | - 22,2 | + 7,1 |
| **Ensemble du Québec** | **+ 4,4** | **+ 19,3** |

* comprend les régions du Montréal métropolitain, du Sud-de-Montréal et du Nord-de-Montréal.

Source: CCQ, mai 1988

### *Baie-James*

La région de la Baie-James affiche, sans contredit, la plus grande variation de l'activité puisque les heures ont progressé de 75 % par rapport à l'année précédente. Ceci représente tout un revirement par rapport à 1986 où l'on notait une diminution de près de 43 % des heures travaillées. La reprise de l'activité en 1987 est principalement attribuable aux travaux liés à l'exploitation de LG2A, aux travaux du poste de Radisson ainsi qu'aux travaux de lignes de transport. L'ensemble de ces travaux influencera également le taux d'activité au cours de 1988.

### *Grand Montréal*

La région du Grand Montréal, quant à elle, affiche une bonne progression de l'activité avec une croissance de 23,2 % des heures travaillées. Soulignons surtout l'excellente performance des régions du Nord et du Sud de Montréal qui connaissent des augmentations de 55,8 % et de 48,4 %, respectivement, de leur taux d'activité. La vigueur dans ces deux régions vient surtout des secteurs résidentiel et industriel. Notons à titre d'exemple pour ce dernier secteur, la construction des usines de Lanofor à Saint-Michel-des-Saints et de Reichhold à Sainte- Thérèse. Enfin, la région du Montréal métropolitain assiste à une progression de 14,9 % des heures travaillées. Les Cours Mont-Royal, l'immeuble des Coopérants, la Place Montréal Trust et le mât olympique comptent parmi les projets majeurs de cette dernière région.

### *Estrie*

La région de l'Estrie, autre région à présenter une excellente performance, connaît une progression de près de 37 % des heures travaillées. Du côté de la construction non résidentielle, on note le chantier de l'usine Domtar à Windsor alors que le secteur résidentiel compte 2 590 mises en chantier de logements dans la région, dépassant par plus de 11 % le record établi en 1986.

### *Nord-Ouest québécois*

Autre région qui a réussi à détourner la tendance à la baisse amorcée depuis quelques années est la région du Nord-Ouest québécois. En effet, cette région connaît une hausse de 23,1 % des heures travaillées par rapport à 1986. Cette augmentation découle principalement des travaux de type industriel, tels les chantiers des usines métallurgiques Inco Golden Pond, Mines Horne et Mines Sigma. On note également la construction de l'usine de dépollution de la Société Noranda ainsi que les travaux de type hydro-électrique. Soulignons, enfin, un secteur résidentiel assez vigoureux tout au long de l'année.

### *Québec*

La région de Québec, pour sa part, dévoile sa meilleure performance, en termes d'heures travaillées depuis 1981. En fait, les heures travaillées augmentent de 17,8 % comparativement à 1986. Des projets importants dans le secteur de la construction résidentielle et le sous-secteur commercial sont responsables pour la hausse d'activité. Notons que la sous-région Chaudière affiche la croissance des heures travaillées la plus importante avec une progression de 31 %.

### *Outaouais*

La région de l'Outaouais a réussi à augmenter de 8,3 % le nombre d'heures travaillées par rapport à l'année précédente. Quoique toujours sous la moyenne provinciale de 19,3 %, ceci représente une nette amélioration puisqu'en 1986 on notait une baisse de 14,3 % de l'activité. L'activité en 1987 provient de la construction de bâtiments de type commercial, du chantier industriel de la compagnie Erco Industries Ltée, du chantier de la Société de construction des Musées du Canada et des travaux de génie sur l'autoroute 5.

### *Côte-Nord*

La région de la Côte-Nord affiche, en 1987, une hausse de 7,1 % des heures travaillées. Le taux d'activité met fin à la tendance décroissante enregistrée au cours des dernières années. On note surtout le secteur des travaux de génie comme étant responsable de cette reprise. Dans ce domaine, on compte les travaux de type hydro-électrique à Manic 5 et à Bersimis I et II. Le centre de détention à Port-Cartier et les travaux d'assainissement des eaux à Baie Comeau représentent également des projets générateurs d'activité.

### *Mauricie-Centre-du-Québec*

La région de Mauricie-Centre-du-Québec parvient, elle aussi, à hausser son taux d'activité puisque les heures travaillées augmentent de 3,6 %. Ce sont surtout les sous-secteurs industriel et commercial qui génèrent cette activité. Mentionnons l'usine de Norsk Hydro à Bécancour, l'agrandissement et la modernisation de l'usine de Consolidated Bathurst à Shawinigan, l'usine d'oxysynthèse à Bécancour et le centre commercial Westcliff à Drummondville. De plus, on note plusieurs chantiers reliés à l'assainissement des eaux.

### *Est-du-Québec*

L'Est-du-Québec est la seule région à connaître une stabilité des heures travaillées par les salariés de la construction. Les projets d'assainissement des eaux et le projet d'agrandissement de l'usine de F.F. Soucy aident à soutenir le taux d'activité.

### *Saguenay-Lac-Saint-Jean*

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, contrairement aux autres régions, affichent une diminution des heures travaillées de l'ordre de 2,9 %. Cette décroissance découle principalement du parachèvement de plusieurs projets au cours des mois de juillet, août et septembre 1987.

## Perspectives 1988

Après une performance exceptionnelle en 1987, l'économie québécoise connaîtra un certain ralentissement de son activité au cours de 1988. La progression du produit intérieur brut réel se situera au-dessus de 3 % et sera, encore une fois, supérieure au rythme de croissance de l'économie canadienne. L'année 1988 profitera des répercussions de la vigueur de l'activité enregistrée en 1987 ainsi que d'une bonne progression des investissements des entreprises.

Le ralentissement économique, quoique relativement modeste, sera principalement attribuable à la croissance plus modérée des dépenses des ménages et à la fin du cycle haussier de la construction domiciliaire. D'abord, en raison d'un endettement plus élevé suite aux achats importants de biens durables au cours des dernières années, les ménages québécois limiteront la progression de leurs achats de biens et services. Toutefois, un revenu disponible supérieur (réforme fiscale) et une bonne confiance générale amenuisera la diminution des dépenses. Plusieurs consommateurs, ayant grugé une bonne partie de leurs épargnes afin de financer leurs achats, verront à reconstituer leurs épargnes. L'incitatif à l'épargne sera d'autant plus fort à mesure que s'installera les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt compte tenu des menaces inflationnistes. Il en résultera, à la fin de l'année, une hausse du taux d'épargne et une diminution des dépenses de consommation.

Le secteur de la construction résidentielle connaîtra, quant à lui, une diminution de son activité. La valeur totale des immobilisations dans ce secteur diminuera de 11 % pour s'établir à une valeur réelle de 5,1 milliards $. Le nombre de mises en chantier sera de 50 000, représentant une diminution de 32 %. Soulignons, que ce revirement d'activité fait suite à cinq années consécutives de croissance, soit la plus longue période de croissance ininterrompue.

La diminution des mises en chantier proviendra principalement de la baisse de la production de logements multifamiliaux. Celle-ci s'explique surtout en raison de la surproduction de ce type de logements au cours des dernières années, des taux d'inoccupation à la hausse et des pressions à la baisse au niveau de la profitabilité de ce type d'investissement vu la faible croissance des loyers. Une diminution de 41,5 % est prévue sur ce plan, pour un total de 25 000 mises en chantier. Du côté de la construction unifamiliale, la grande disponibilité des logements locatifs et la forte hausse des prix des maisons au cours des dernières années, se traduiront par une baisse de 20,5 % du nombre de mises en chantier pour s'établir également à 25 000. Notons que les taux d'intérêt relativement bas et la formation de nouveaux ménages devraient atténuer la baisse au niveau de ce sous-secteur.

Le secteur de la construction du bâtiment non résidentiel connaîtra, pour sa part, une hausse réelle de la valeur des immobilisations de 5,3 % pour s'établir, en dollars de 1981, à 2,8 milliards $. Cette progression sera attribuable, en grande partie, à l'activité du sous-secteur industriel. Les facteurs favorisant cette croissance sont d'une part, les prix soutenus des pâtes et papiers et des métaux primaires et, d'autre part, les investissements des entreprises afin d'augmenter les capacités de production. Soulignons, en plus, que les contrats accordés en 1987 dans ce secteur laissent entrevoir un niveau d'activité particulièrement intéressant pour 1988. Parmi les projets majeurs prévus, on compte les usines Kemtec et Soligaz à Montréal, le chantier d'Alcan à Laterrière, la scierie des Outardes sur la Côte-Nord et fort probablement la papeterie Donohue à Matane.

Le sous-secteur commercial assistera, de son côté, à une croissance assez modeste des immobilisations pour s'établir à une valeur réelle des travaux de 1,6 milliards $ en 1988. L'année sera néanmoins très satisfaisante puisque le fait même de maintenir un taux d'activité déjà assez intense est très acceptable. Ajoutons que le taux d'inoccupation demeurera faible même en tenant compte des nouveaux immeubles de 1988.

Finalement, on attribue d'excellentes perspectives au secteur des travaux de génie. Les contrats accordés dans ce secteur ayant crû de près de 77 % en 1987, l'année 1988 affichera un taux d'activité des plus intéressant. On prévoit des immobilisations de l'ordre de 3 milliards $, exprimé en dollars de 1981, soit une augmentation réelle de 8,5 %. Le sous-secteur électricité et barrages sera le principal moteur de la croissance. Les projets hydro-électriques à Manic 5A et LG2A ainsi que la ligne à courant

continu Radisson-Nicolet-Des-Cantons, porteront la valeur des immobilisations de ce sous-secteur à une progression de 15 %. Le sous-secteur routes et ponts connaîtra également une bonne croissance de la valeur de ses immobilisations (11 %) vu les chantiers importants touchant les routes 20, 132, 73, 13, 5, 138 et le boulevard métropolitain à Montréal.

Dans l'ensemble, la valeur totale des immobilisations en construction affichera une baisse réelle de 2,3 % pour un total de 10,9 milliards $; la croissance des secteurs non résidentiel et des travaux de génie n'étant pas assez forte pour contrebalancer la décroissance du secteur résidentiel. La baisse d'activité entraînera une diminution de 4,5 % des heures travaillées pour un total de 101,6 millions d'heures. Signalons, toutefois, que ces heures demeurent supérieures à ce qu'a connu l'industrie de la construction durant la période 1982-1986.

## Les relations du travail et le contexte législatif

L'événement marquant de 1987 en matière législative est certes l'entrée en vigueur de la Loi 89. Nous nous y attardons longuement. De plus, cette année a vu l'extension du Décret de l'industrie de la construction jusqu'en 1989. Nous en relatons les circonstances.

### *La Loi 89*

Le Projet de loi 119 modifiant la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction* fut sanctionné le 17 décembre 1986. Dorénavant, cette Loi porte le nom de *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction*. La nouvelle législation remet aux intervenants de l'industrie la responsabilité de la formation professionnelle de la main-d'oeuvre. Plus précisément, la Loi 89 comprend les dispositions suivantes:

- L'Office de la construction du Québec (OCQ) est remplacé par la Commission de la construction du Québec (CCQ). La Commission conserve les responsabilités de veiller à l'application du décret de la construction, d'administrer les régimes d'avantages sociaux, d'organiser le vote d'adhésion syndicale et de veiller à l'application de la Loi et des règlements se rapportant au placement, à l'embauche et à la mobilité de la main-d'oeuvre. De plus, la Commission se voit confier un nouveau mandat, soit celui de coordonner la mise en place d'un nouveau régime de formation professionnelle dans l'industrie de la construction et de voir à l'application des programmes en découlant.

  En raison de ce nouveau mandat, la CCQ voit son conseil d'administration s'élargir. Il se compose de représentants des associations patronales et syndicales de la construction et de représentants gouvernementaux. De plus, la Loi prévoit la formation d'un Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (C.F.P.I.C.), composé paritairement de représentants de l'industrie, dont le mandat est de donner des avis à la CCQ sur toute question relative à la formation de la main-d'oeuvre en tenant compte des besoins qualitatifs et quantitatifs.

  Toutefois, les poursuites pénales en application de la Loi sont transférées de la CCQ au Procureur général et les fonctions du commissaire au placement sont abolies.
- *Le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (r.3) relève dorénavant du c.R-20 et non plus de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre* (c.F-5).
- La Loi fait en sorte que le critère de compétence remplace, à compter du 1er janvier 1987, celui du nombre d'heures travaillées pour déterminer l'accès des travailleurs aux chantiers de construction. Ainsi, le certificat de classification disparaît pour faire place à de nouveaux mécanismes d'accès à l'industrie par la voie de la compétence. Il est remplacé par un certificat de compétence.

  La Loi 89 prévoit la reconnaissance des acquis des travailleurs. Les salariés détenteurs d'un certificat de classification au 31 décembre 1986 et ayant oeuvré dans l'industrie au cours des 2 dernières années se voient émettre un certificat de compétence.

  La nouvelle législation permet à quiconque possède la compétence requise d'avoir accès à l'industrie. Ainsi tout détenteur d'un certificat de qualification d'un métier régi par le r.3 peut, sur demande, obtenir un certificat de compétence-compagnon. De même, la Commission émet un certificat de compétence-apprenti à tout détenteur d'un certificat d'études secondaires, accordé pour un des métiers de l'industrie, qui en fait la demande.
- La Loi précise le partage des responsabilités en matière de formation professionnelle dans l'industrie entre le ministre de l'Éducation, le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la CCQ.

Le défi à relever par l'industrie, suite à l'adoption de la Loi 89, est la mise en place d'un nouveau régime de formation et de qualification professionnelles de la main-d'oeuvre. La CCQ, aidée du Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, n'a pas tardé à entreprendre l'élaboration de ce nouveau régime de formation. À cette fin, la Commission a donc adopté, le 27 avril 1987, les orientations générales du nouveau régime de formation et de qualification professionnelles. Ces orientations prévoient une formation par modules, chacun d'eux comportant une partie en institution scolaire et l'autre sur les chantiers.

Pour l'aider dans son action, le C.F.P.I.C. a mis sur pied des sous-comités professionnels (S.C.P.) et des sous-comités régionaux (S.C.R.). Les S.C.P. sont chargés de rédiger les devis de formation et de participer à l'élaboration des nouveaux programmes de formation. Quant aux S.C.R., ils ont comme mandat d'étudier le marché du travail de leur région et recommander les besoins de formation pour les années futures afin d'éviter les pénuries régionales. Ils remplacent les C.C.R.-Construction (Comités consultatifs régionaux) qui siègeaient aux Commissions de formation professionnelle.

Toutefois, de sorte à assurer l'efficacité de l'implantation du nouveau régime, le C.F.P.I.C. a priorisé la création de dix des vingt-trois S.C.P. en 1987. Il s'agit des métiers de briqueteur-maçon, carreleur, charpentier-menuisier, cimentier-applicateur, couvreur, électricien, peintre, plâtrier, poseur de systèmes intérieurs et tuyauteur. Ce premier groupe de métiers pourra intégrer le nouveau programme de formation dès septembre 1988. Quant aux treize autres sous-comités, ils seront constitués l'an prochain.

Le sous-comité professionnel des occupations a siégé en 1987. Le programme de formation a été établi et les cours débuteront en juin 1988.

### *La clause 23.15 du Décret*

Le 11 juin 1987, la Cour d'appel rend un jugement stipulant que la clause 23.15 du décret de l'industrie ne s'applique plus désormais aux travailleurs de la construction industrielle, à l'exception de ceux exerçant les métiers de tuyauteur, d'électricien et de chaudronnier. Suite à cette décision, l'A.E.C.Q. (Association des entrepreneurs en construction du Québec) demande aux entrepreneurs concernés de ne plus payer la prime de transport, équivalent à une demi-heure de salaire, versée aux salariés oeuvrant sur les chantiers industriels depuis les négociations de 1982.

Cette situation suscite immédiatement des arrêts de travail de la part de certains travailleurs. L'A.E.C.Q. obtient peu après une injonction provisoire de la Cour supérieure de Trois-Rivières, ordonnant aux syndicats de cesser toute activité de grève illégale ou de ralentissement de travail sur les chantiers de Norsk Hydro et Hydrogénal à Bécancour. Toutefois, l'injonction n'est pas respectée; on observe toujours des arrêts de travail sur les chantiers majeurs de Bécancour. L'A.E.C.Q. retourne en justice et obtient cette fois-ci, une injonction s'appliquant à tous les chantiers du Québec. Le 19 août, plus de 7 000 travailleurs défient l'injonction. Peu après, le ministre Paradis nomme un médiateur pour tenter de résoudre le différend.

En fin de compte, la clarification de la clause 23.15 a fait partie des négociations lors de la prolongation du décret et la prime de transport a été payée aux salariés des chantiers industriels à partir du 15 novembre 1987.

### *L'extension du décret*

Au début de l'automne 1987, l'A.E.C.Q., la FTQ-Construction et le Conseil provincial du Québec des métiers de la Construction-International (C.P.Q.M.C.) se réunissent pour signer un protocole d'entente sur la prolongation du décret. Compte tenu de l'excellente santé de l'industrie de la construction au Québec, les parties désirent assurer la stabilité des relations du travail pour l'année qui vient. L'entente prévoit prolonger le décret d'un an, soit jusqu'au 30 avril 1989, tout en y apportant certaines modifications: une hausse des salaires de 5 %, la clarification de la clause 23.15, une hausse de 15 cents/heure de la cotisation patronale aux avantages sociaux à compter de novembre 1988, la négociation par secteur de métiers et la création d'un comité d'étude pour la répartition et la réduction des heures de travail. L'entente est signée officiellement le 15 novembre 1987.

La CSN-Construction s'oppose à l'entente et affirme que l'article 42.1 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* a été violée. Cet article stipule qu'une association représentative à un degré de 15 % ou plus a le droit d'être présente lors des séances de négociations et de soumettre des demandes relatives au contenu de la convention collective. Or, la CSN-Construction soutient qu'elle a été tenue à l'écart des négociations, bien qu'elle représente près de 19 % des travailleurs de l'industrie, et estime que l'augmentation salariale de 5 % consentie par l'entente n'est pas satisfaisante.

Malgré cette opposition de la CSN-Construction, l'entente est valable puisqu'elle est signée par des associations représentatives de plus de 50 % des salariés. Le ministre du Travail doit, en conséquence, amender la *Loi sur les relations du travail, la*

Tableau 1-4
**Résultats du vote d'adhésion syndicale, novembre 1987**

| Association | C.S.D. | C.S.N. | S.C.N. | C.P.Q.M.C. | F.T.Q. | Total | Gain (perte) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C.S.D. | 158 | 79 | 14 | 165 | 197 | 613 | 541 |
| C.S.N. | 371 | 300 | 35 | 485 | 501 | 1 692 | (847) |
| S.C.N. | 16 | 28 | 8 | 34 | 49 | 135 | 0 |
| C.P.Q.M.C. | 222 | 159 | 33 | 528 | 680 | 1 622 | 1 394 |
| F.T.Q. | 387 | 279 | 45 | 1 804 | 657 | 3 172 | (1 088) |
| **Total** | **1 154** | **845** | **135** | **3 016** | **2 084** | **7 234** | **0** |

Source: CCQ, mai 1988

*formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* afin de permettre le renouvellement du décret.

## Le vote d'adhésion syndicale

Le vote d'allégeance syndicale détermine laquelle des associations syndicales aura le droit de négocier avec l'association patronale, l'A.E.C.Q., pour renouveler la convention collective pour l'ensemble des travailleurs. L'association obtenant plus de 50 % d'allégeance hérite de ce droit. Si aucune association est majoritaire, les associations représentatives peuvent se regrouper à un degré de plus de 50 % et participer aux négociations.

Seuls les travailleurs qui désirent changer d'organisation syndicale doivent se présenter aux urnes. Les autres sont présumés vouloir conserver leur accréditation auprès de l'organisation qui les représente. Le tableau 1-5 sur la représentativité syndicale, indique les résultats du vote de changement d'allégeance tenu du 4 au 8 novembre 1987. La CSN-Construction subit la baisse de représentativité la plus importante (10 %) passant de 18,5 % en 1985 à 16,7 % en 1987. La FTQ-Construction affiche une diminution de 3 %. La perte de 1 088 adhérents mène cette association à un taux de représentativité de 40,9 %. A l'inverse, la CSD-Construction assiste à un gain marqué de 10 % pour s'établir à un taux de 9,6 %. Le C.P.Q.M.C. pour sa part, gagne 1 394 membres et voit sa représentativité grimper à 31,3 %. Finalement, le Syndicat de la Côte-Nord représente 1,2 % des salariés, soit une hausse de 9 % par rapport à 1985. Encore une fois, le vote d'allégeance ne crée aucune association majoritaire.

Soulignons, en terminant, que compte tenu de l'entente signée par les parties afin de prolonger le décret jusqu'au 30 avril 1989, le vote d'allégeance syndicale tenu en novembre 1987 sera valable pour les négociations de 1989.

Tableau 1-5
**Représentativité syndicale, novembre 1985 et 1987**

| | 1985 | 1987 | |
|---|---|---|---|
| C.S.D. | 8,7 % | 9,6 % | + 10 % |
| C.S.N. | 18,5 % | 16,7 % | - 10 % |
| S.C.N | 1,1 % | 1,2 % | + 9 % |
| C.P.Q.M.C. | 29,6 % | 31,3 % | + 6 % |
| F.T.Q. | 42,1 % | 40,9 % | - 3 % |
| **Total** | **100,0 %** | **100,0 %** | – |

Source: CCQ, mai 1988

# Les employeurs

Le deuxième chapitre examine la situation des employeurs de l'industrie de la construction au Québec. Spécifions que pour les fins de cet ouvrage, ceci signifie l'étude des entrepreneurs ayant eu à leur emploi un salarié assujetti au décret de l'industrie de la construction. Les données qui seront analysées ne comprennent donc pas les entrepreneurs qui travaillent seuls, même si ceux-ci oeuvrent sur un chantier assujetti. De plus, elles excluent tous les entrepreneurs ayant oeuvré exclusivement sur des chantiers non assujettis. Notre échantillon est toutefois très représentatif de l'activité de construction puisque l'ensemble des entrepreneurs enregistrés à la CCQ représente plus de 75 % du total recensé par Statistique Canada.

L'industrie de la construction présente certaines caractéristiques qui la différencient des autres grands secteurs de l'économie. Comme nous le verrons, cette nature particulière de l'industrie n'est pas sans influencer l'organisation, la taille et la nature même des entreprises de construction.

## Environnement législatif

Le régime des relations du travail dans l'industrie se distingue par l'application obligatoire, à toute l'industrie, de la convention collective négociée entre les représentants des employeurs et ceux des syndicats.

Tout entrepreneur en construction doit obligatoirement appartenir à l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (A.E.C.Q.). La principale fonction de l'A.E.C.Q. est liée aux relations du travail dans l'industrie de la construction. Légalement, l'Association est l'unique agent patronal pour les fins de négociation et de signature de la convention collective avec la partie syndicale.

Depuis la création de l'A.E.C.Q. en 1975, les six associations traditionnelles d'employeurs de la construction soit, l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec (A.P.C.H.Q.), l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (A.C.R.G.T.Q.), l'Association de la construction de Montréal et du Québec (A.C.M.Q.), la Corporation des Maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (C.M.M.T.Q.), la Corporation des Maîtres électriciens du Québec (C.M.E.Q.) et la Fédération de la construction du Québec (F.C.Q.) avaient toujours été impliquées dans l'élection des administrateurs de l'A.E.C.Q. Cependant, les statuts et règlements de l'A.E.C.Q., approuvés en décembre 1985 par le Conseil des ministres, ont modifié sensiblement la composition du conseil d'administration afin de tenir compte d'une meilleure représentativité des diverses catégories d'employeurs. Le conseil d'administration se compose maintenant de 30 membres, dont un représentant de chacune des douze régions, deux représentants de chacun des quatre secteurs (résidentiel, industriel, voirie/génie civil et général) et de deux représentants de chacune des cinq catégories d'employeurs déterminées selon le nombre d'heures enregistrées à la CCQ. De plus, les associations traditionnelles ne sont plus impliquées directement dans le processus électoral. Toutefois, en dehors du champ des relations du travail, les associations traditionnelles continuent toujours de remplir des fonctions importantes auprès de leurs membres (formation, plan de garantie des travaux, etc.)

Les entrepreneurs en construction qui emploient des salariés assujettis au décret de l'industrie sont tenus, par la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre, dans l'industrie de la construction*[1], de transmettre à la CCQ un rapport mensuel comportant, entre autres, les nom, prénom et adresse de chacun de leur salarié, sa qualification, le nombre d'heures travaillées, sa région de travail, etc.

En plus de la réglementation relative au régime des relations du travail, les entrepreneurs en construction sont touchés par divers autres règlements. Cependant, une mesure législative importante, datant de juin 1985, a permis de regrouper et d'uniformiser les nombreuses législations sur les normes de construction et de sécurité. Le projet de Loi 53, *Loi sur le bâtiment*, vise en effet à diminuer les contrôles gouvernementaux dans le domaine du bâtiment et à instaurer certains mécanismes destinés à permettre aux personnes qui y oeuvrent, d'assumer de plus grandes responsabilités. L'Annexe I, section E, donne la liste des lois modifiées ou abrogées par cette nouvelle législation. Toutefois, à ce jour, seuls certains articles de cette Loi sont en vigueur.

Les entrepreneurs en construction doivent également tenir compte de nombreuses autres lois dans le cadre de leur travail. Notons par exemple la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*. Cette Loi oblige l'entrepreneur à porter une attention particulière aux dangers potentiels liés à l'exécution des travaux et à considérer ceux-ci lors de la planification du chantier. Bien sûr tous les secteurs d'activité

(1) L.R.Q., c. R-20, a. 82.

sont touchés par cette Loi, mais le secteur de la construction, de par son environnement de travail, se voit imposer un certain nombre de règles supplémentaires.

Certains règlements particuliers à l'industrie sont aussi à souligner. Selon la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (R-20), lors de l'embauche d'un salarié, l'employeur doit vérifier si ce dernier détient un certificat de compétence délivré par la CCQ. De plus, l'employeur doit signifier à la Commission toute embauche et mise à pied de sorte à permettre la mise à jour du système de référence des salariés.

En outre, *le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction* (c. R-20, r. 3) oblige l'employeur à inscrire dans le carnet d'apprentissage du salarié le nombre d'heures travaillées ainsi que les dates de la période d'emploi. L'employeur est également tenu de respecter un ratio d'embauche compagnon/apprenti (Annexe I, section B, paragraphe 16).

Compte tenu de la petite taille d'une majorité des entreprises en construction, les tâches administratives associées aux diverses lois et règlements peuvent être importantes.

## Contexte de travail

En plus du cadre législatif, l'entrepreneur en construction doit tenir compte des caractéristiques propres à l'industrie. A ce titre, notons les mouvements cycliques et saisonniers de l'activité de construction, la diversité des projets et des sites de construction ainsi que la fluctuation perpétuelle de la main-d'oeuvre nécessaire à l'exécution d'un contrat.

Ces caractéristiques exercent une influence importante sur l'organisation et le fonctionnement des entreprises en construction. Premièrement, les variations considérables du volume des travaux d'une année à l'autre impliquent la concentration de l'activité de construction au cours de certaines périodes, pour ensuite faire place à un niveau d'activité beaucoup plus bas. Ces situations d'abondance et de pénurie de travaux entraînent plusieurs difficultés. Notons que les entrepreneurs en situation financière précaire ne pourront, dans tous les cas, survivre à ces fluctuations.

Les entrepreneurs doivent également s'ajuster à l'instabilité saisonnière de la construction. Celle-ci se manifeste par un ralentissement de l'activité au cours de l'hiver et une activité intense au cours de la saison estivale. Les différentes localisations géographiques des chantiers de construction entraînent, pour leur part, un besoin de mobilité chez l'entrepreneur. En effet, celui-ci doit se déplacer régulièrement d'un site à l'autre et pourra même se déplacer d'une région à l'autre. Finalement, l'entrepreneur doit faire face à la fluctuation perpétuelle de la main-d'oeuvre, ressource très importante dans la gestion d'un chantier. L'entrepreneur doit s'assurer d'avoir un nombre suffisant de salariés pour les différents métiers nécessaires à la réalisation de chacune des étapes d'un projet.

## Les types d'entreprises

Les entrepreneurs en construction qui ont à leur emploi des salariés assujettis au décret de l'industrie, se regroupent principalement dans deux grandes catégories. D'une part, on retrouve l'entrepreneur général qui peut superviser l'ensemble des travaux à effectuer sur un chantier donné. Il peut se spécialiser dans un des trois principaux secteurs, soit le secteur résidentiel, le secteur du bâtiment non résidentiel ou le secteur des travaux de génie, quoique plusieurs oeuvrent dans plus d'un secteur à la fois. Au cours des dernières années, on a observé une croissance du nombre d'entrepreneurs généraux du secteur résidentiel se spécialisant dans les travaux de rénovation.

D'autre part, on retrouve l'entrepreneur spécialisé dont le champ d'activité est plus restreint. L'entrepreneur spécialisé obtient une part importante de ses contrats de l'entrepreneur général. En effet, celui-ci confie souvent en sous-traitance une portion importante de ses travaux. Également, surtout dans le secteur résidentiel, l'entrepreneur spécialisé obtient ses contrats directement du consommateur.

Deux autres catégories d'entrepreneurs oeuvrent dans l'industrie québécoise de la construction, soit l'entrepreneur-artisan et le constructeur-propriétaire. Le premier est un entrepreneur spécialisé qui doit faire affaire seul, sans l'aide de salariés. Pour cette raison, il n'apparaît pas dans les statistiques de la Commission. Le rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec (R.E.C.Q.) nous indique qu'il y a eu 2 255 licences de ce type délivrées en 1986-1987, soit sensiblement le même nombre que l'année précédente. De plus, il existe un nombre important d'entrepreneurs spécialisés n'utilisant pas d'aide rémunérée et qui, à cause de ce fait, n'apparaissent pas dans nos statistiques.

La licence de constructeur-propriétaire est, quant à elle, délivrée à toute personne qui, pour son propre compte, exécute ou fait exécuter des travaux de construction. Dans la mesure où les détenteurs de cette licence embauchent des salariés assujettis, ils figurent dans les statistiques sur les employeurs de la CCQ. Leur part dans le total est toutefois négligeable puisque les 127 inscrits à la R.E.C.Q. représentaient moins de 1 % de l'ensemble des entrepreneurs enregistrés à la CCQ en 1987.

## Caractéristiques des entreprises

En 1987, l'industrie de la construction compte 16 508 employeurs actifs sur les chantiers assujettis (Annexe III, tableau 3), soit une augmentation de 12,6 % par rapport à 1986. Ce nombre surpasse les niveaux enregistrés à la fin des années soixante-dix où l'on notait, entre autres, un record de 16 350 employeurs actifs en 1977. Précisons que le nombre d'employeurs actifs n'a cessé de croître depuis 1982 alors qu'il s'établissait à 12 865.

La répartition par catégorie d'employeurs fait preuve de stabilité, et ce depuis plusieurs années. Les entrepreneurs généraux, au nombre total de 5 097, représentent près de 31 % du total tandis que 69 % des entrepreneurs sont spécialisés. Parmi les spécialités, celles de charpentier-menuisier et d'électricien demeurent les deux groupes les plus populaires avec 13,8 % et 11,4 % respectivement de l'ensemble des employeurs. La distribution des spécialités parmi le groupe d'employeurs spécialisés demeure, elle aussi, à peu près stable.

Comme en témoigne le tableau 4 de l'Annexe III, la répartition des employeurs en fonction du lieu du siège social démontre très peu de variations depuis quelques années. C'est toujours dans la région du Grand-Montréal que l'on retrouve le plus grand nombre d'entrepreneurs (9 754 au total) puisque cette région détient 59,1 % du total des employeurs actifs. Suivent ensuite les régions de Québec et de la Mauricie-Centre-du-Québec avec 15,4 % et 7,5 % respectivement. Cette répartition régionale des employeurs reste sensiblement la même lorsqu'on examine les différentes catégories d'employeurs.

Le tableau 2-1 sur la répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre moyen de salariés permet d'analyser les entreprises de l'industrie à partir d'un indicateur particulier, celui du nombre moyen d'employés. Une constatation s'impose: la grande majorité des entreprises sont de petite taille puisque 81,8 % d'entre elles ont eu, en moyenne, 5 employés ou moins en 1987. Bien sûr, cette proportion varie en fonction de la catégorie d'employeurs; elle tombe à 75,7 % chez les tuyauteurs et s'élève jusqu'à 89 % pour les charpentiers-menuisiers et les peintres. À l'inverse, les employeurs avec un nombre de salariés supérieur à 50 sont très peu nombreux. En 1987, ceux-ci représentent 1 % du total des employeurs. Les entrepreneurs généraux comptent la plus grande proportion de ce type d'entreprises puisque 62 d'entre eux, soit 1,5 %, ont plus de 50 salariés à leur emploi.

Tableau 2-1

**Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre moyen de salariés, 1987**

| Groupe | Nombre moyen de salariés | | | | | | | | Moyenne du nombre de salariés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 5 | 6 à 10 | 11 à 25 | 26 à 50 | 51 à 100 | 101 à 200 | 201 à 500 | 501 et plus | |
| Travaux généraux | 4 043 | 586 | 324 | 82 | 42 | 12 | 7 | 1 | 5,6 |
| Charpenterie-menuiserie | 2 037 | 156 | 63 | 15 | 9 | 2 | – | – | 3,3 |
| Électricité | 1 569 | 168 | 99 | 32 | 15 | 2 | 1 | 1 | 5,0 |
| Excavation | 903 | 100 | 69 | 23 | 3 | – | – | – | 4,2 |
| Tuyauterie | 798 | 117 | 86 | 30 | 21 | 2 | – | – | 6,2 |
| Maçonnerie | 814 | 112 | 52 | 15 | 6 | – | – | – | 4,5 |
| Peinture | 789 | 72 | 20 | 4 | 2 | – | – | – | 3,2 |
| Autres | 2 559 | 328 | 219 | 58 | 27 | 8 | 5 | – | 5,5 |
| **Total** | **13 512** | **1 639** | **932** | **259** | **125** | **26** | **13** | **2** | **4,9** |
| **En %** | **81,8** | **9,9** | **5,6** | **1,6** | **0,8** | **0,2** | – | – | – |

Source: CCQ, mai 1988

Tableau 2-2

**Répartition des employeurs selon le nombre d'employés, les heures travaillées et la masse salariale versée, 1987**

| Nombre de salariés | Nombre d'employeurs | Heures travaillées ('000) | Masse salariale ('000) |
|---|---|---|---|
| 1 à 5 | 13 512 | 26 655 | 448 075 |
| 6 à 10 | 1 639 | 15 717 | 276 923 |
| 11 à 25 | 932 | 20 959 | 382 516 |
| 26 à 50 | 259 | 14 310 | 274 080 |
| 51 à 100 | 125 | 13 205 | 260 716 |
| 101 à 200 | 26 | 5 828 | 127 957 |
| 201 à 500 | 13 | 5 591 | 127 567 |
| 501 et plus | 2 | 2 351 | 50 211 |
| **Total** | **16 508** | **104 616** | **1 948 045** |

Source: CCQ, mai 1988

À la lecture du tableau 2-2 sur la répartition des employeurs selon le nombre d'employés, les heures travaillées et la masse salariale versée, on remarque une concentration importante de l'activité au sein des plus gros employeurs, soit ceux ayant au-dessus de 50 employés. Ces derniers, qui ne représentent que 1 % de l'ensemble des employeurs, sont responsables de 25,8 % des heures totales travaillées et de 29,1 % de la masse salariale versée aux salariés de l'industrie. Par contre, les employeurs de 5 employés ou moins (représentant plus de 80 % de l'ensemble des employeurs) n'enregistrent que 25,5 % des heures travaillées et 23 % de la masse salariale.

Un autre indicateur de la petite taille des entreprises nous est fourni par leur répartition en fonction de la masse salariale versée. À la lecture du tableau 2-3 indiquant la répartition des entreprises de construction selon la masse salariale versée, on constate que 78,9 % des employeurs ont versé, en 1987, 100 000 $ ou moins à leurs salariés assujettis au décret de la construction. Toutefois, la répartition de ce groupe baisse graduellement puisqu'ils représentaient 83,5 % de l'ensemble des employeurs en 1983.

L'étude des entrepreneurs généraux nous permet de constater certaines tendances au niveau de ce groupe. Pour cette section nous nous inspirons principalement des données de Statistique Canada[1]. Même si les données les plus récentes datent de 1985, il nous est possible d'en dégager certaines conclusions. De plus, nous pouvons nous référer aux estimations de la CCQ pour appuyer nos conclusions.

(1) La liste des publications est produite en Annexe I, section D.

D'après Statistique Canada, les entrepreneurs généraux en construction résidentielle sont de loin le groupe le plus important dans l'ensemble des entrepreneurs généraux: ils représentent 76 % du total avec 2 980 établissements. Les estimations de la Commission confirment l'importante représentativité de ce groupe puisqu'on établit qu'un nombre important d'entrepreneurs généraux ont oeuvré dans le domaine résidentiel en 1987. Selon Statistique Canada, la proportion de ce type d'entrepreneur qui se déclare spécialisé dans les travaux de rénovation est de 30,9 %.

Les entrepreneurs généraux en construction résidentielle se distinguent des autres catégories d'entrepreneurs généraux par la petite taille de leur entreprise. En 1985, 61 % d'entre eux ont enregistré des revenus bruts de construction inférieurs à 250 000 $. Par comparaison, cette proportion n'était que de 16 % pour les entrepreneurs généraux en construction non résidentielle et de 13 % pour les entrepreneurs en travaux de génie.

L'importance de la sous-traitance constitue un autre facteur qui varie selon la catégorie d'entrepreneur général. Cette fois-ci, ce sont les entrepreneurs généraux en construction non résidentielle qui mènent sur ce plan, puisque les sommes versées aux sous-traitants représentent 63 % de la valeur totale du produit de construction. Cette proportion n'est que de 40 % et de 21 % pour les entrepreneurs généraux en construction résidentielle et en travaux de génie, respectivement.

On constate donc, suite à ces diverses informations, que le groupe d'entrepreneurs généraux est loin d'être homogène.

La catégorie des entrepreneurs spécialisés fait, elle aussi, l'objet d'une publication de Statistique Canada. En 1985, ce groupe d'entrepreneurs repré-

Tableau 2-3

**Répartition des entreprises de construction selon la masse salariale versée, 1987**

| Masse salariale versée | Nombre d'entreprises | Répartition % |
|---|---|---|
| Moins de 25 000 $ | 7 408 | 44,9 |
| 25 000 $ à 50 000 $ | 3 074 | 18,6 |
| 50 001 $ à 100 000 $ | 2 541 | 15,4 |
| 100 001 $ à 200 000 $ | 1 696 | 10,3 |
| 200 001 $ à 500 000 $ | 1 124 | 6,8 |
| 500 001 $ à 1 000 000 $ | 362 | 2,2 |
| Plus de 1 000 000 $ | 302 | 1,8 |
| **Total** | **16 508** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988

sentait 84 % du total des entrepreneurs recensés au Québec. Précisons que cette proportion s'inscrit dans le cadre des tendances observées à la CCQ. Notons, toutefois, que les données de la Commission sous-estiment, en partie, l'importance des entrepreneurs spécialisés puisque nombre d'entre eux n'ont pas de salariés et donc n'apparaissent pas dans nos statistiques.

De même que les entrepreneurs généraux, on retrouve la majorité des entrepreneurs spécialisés dans le secteur résidentiel, soit 71 %. De plus, 81 % des entrepreneurs spécialisés ont des entreprises de petite taille.

## Statut juridique

La société incorporée est une entreprise publique formée d'un ou plusieurs actionnaires et dont la responsabilité est limitée aux avoirs de la compagnie. C'est la forme d'organisation privilégiée par les entrepreneurs en construction. En effet, en 1987, les entreprises incorporées représentent 70 % du total des employeurs et versent plus de 90 % du total des salaires (Tableau 2-4).

La deuxième forme d'organisation est la société en nom collectif. On remarque que 18,5 % des entrepreneurs ont choisi ce genre d'entreprise. Ces derniers ne versent, toutefois, que 5,2 % de l'ensemble des salaires.

Tableau 2-4

**Répartition des entreprises de construction selon le statut juridique, 1987**

| Statut | Entreprises | | Salaires | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | $ (millions) | % |
| Propriétaire unique | 1 763 | 10,7 | 46,5 | 2,3 |
| Nom collectif | 3 052 | 18,5 | 102,1 | 5,2 |
| Société | 11 551 | 70,0 | 1 759,1 | 90,3 |
| Co-entreprise | 21 | 0,1 | 32,1 | 1,6 |
| Inconnu | 121 | 0,7 | 8,1 | 0,4 |
| **Total** | **16 508** | **100,0** | **1 948,0** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988

Vient ensuite le statut de propriétaire unique représentant 10,7 % des entreprises. Parmi les entrepreneurs généraux en construction résidentielle on constate une présence assez importante des propriétaires uniques. En effet, 41 % de ces entreprises ne sont pas constituées en société. On retrouve également une forte présence de propriétaires uniques (51 %) chez les entrepreneurs généraux en construction non résidentielle.

Tableau 2-5

**Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre de régions travaillées, 1987**

| Groupe | Lieu de travail | | | | | | Nombre d'entreprises |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Leur région exclusivement | Leur région et | | | Autres régions seulement | | |
| | | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | |
| Travaux généraux | 3 646 | 984 | 117 | 80 | 182 | 28 | 60 | 5 097 |
| Charpenterie-menuiserie | 1 787 | 363 | 22 | 12 | 78 | 9 | 11 | 2 282 |
| Électricité | 1 486 | 321 | 20 | 14 | 33 | 4 | 9 | 1 887 |
| Excavation | 790 | 200 | 18 | 11 | 58 | 5 | 15 | 1 097 |
| Tuyauterie | 778 | 178 | 18 | 17 | 48 | 4 | 11 | 1 054 |
| Maçonnerie | 764 | 186 | 11 | 5 | 22 | 3 | 8 | 999 |
| Peinture | 681 | 155 | 9 | 5 | 23 | 8 | 6 | 887 |
| Autres | 2 320 | 581 | 70 | 62 | 118 | 30 | 24 | 3 205 |
| **Total** | **12 252** | **2 968** | **285** | **206** | **562** | **91** | **144** | **16 508** |

Source: CCQ, mai 1988

## Mobilité interrégionale

La dispersion géographique des divers chantiers de construction oblige l'entrepreneur à se déplacer au sein de sa région, mais aussi à l'extérieur de celle-ci. Les données du tableau 2-5 sur la répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre de régions travaillées en 1987, démontre que 26 % des employeurs ont été actifs à l'extérieur de leur région. Cette proportion représente une légère diminution par rapport à l'année précédente (soit de 3 %). Nous pouvons en conclure que plus l'activité dans l'industrie est importante, moins les employeurs doivent se déplacer.

La catégorie des entrepreneurs généraux demeure celle où la mobilité est la plus grande tandis que les entrepreneurs spécialisés en électricité et en charpenterie-menuiserie comptent parmi ceux qui sont les moins mobiles.

La mobilité des employeurs fluctue de façon importante selon la région du siège social de l'entreprise (Annexe III, tableau 5). On constate que les entrepreneurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont les plus actifs à l'extérieur de leur région, puisque 36 % d'entre eux ont travaillé dans au moins une autre région. Autres entrepreneurs assez mobiles sont ceux de la Côte-Nord et de Mauricie-Centre-du-Québec. Les entrepreneurs les moins enclins à travailler à l'extérieur sont ceux ayant leur siège social dans la région du Grand Montréal. Parmi ces derniers, on n'en compte que 23 % qui travaillent à l'extérieur de leur région.

# Les salariés

Ce dernier chapitre fait état de la main-d'oeuvre assujettie au décret de l'industrie de la construction du Québec. Dans un premier temps, nous examinerons les particularités propres à l'industrie de la construction en mettant l'accent sur les principaux facteurs déterminant l'organisation du travail. Soulignons pour le moment, qu'aucune autre industrie n'est soumise à autant de facteurs pouvant influencer l'organisation du marché de l'emploi. Ensuite, nous étudierons les principales caractéristiques de la main-d'oeuvre en regardant les divers indicateurs d'activité, la répartition des salariés selon le statut professionnel, l'âge des salariés, la durée du travail, la mobilité de la main-d'oeuvre, les salaires et les avantages sociaux.

## Les caractéristiques du marché de l'emploi

Les diverses particularités de l'industrie de la construction ont un effet inévitable sur le marché de l'emploi. En fait, cette industrie se distingue sous plusieurs aspects des autres secteurs industriels. Notons premièrement le caractère cyclique de l'activité de construction. Celui-ci handicape sérieusement la permanence des emplois. Il n'est donc guère surprenant de constater un roulement très élevé de la main-d'oeuvre. Deuxièmement, la nature saisonnière des travaux entraîne à l'inactivité une bonne partie des salariés durant la saison hivernale. Troisièmement, la contribution du salarié ne constitue qu'une étape dans la réalisation d'un projet de construction. Le salarié est donc appelé à être très mobile et est souvent sujet au chômage interchantier, caractéristique propre à l'industrie de la construction. Précisons que la grande mobilité de la main-d'oeuvre découle également de la dispersion géographique des différents chantiers de construction. Finalement, l'industrie fait preuve d'une diversification au niveau de la nature des divers projets de construction. Cette diversification exige un haut degré d'adaptabilité de la part du salarié.

Les caractéristiques précédentes déterminent les conditions de travail au sein de l'industrie de la construction et se répercutent au plan des relations du travail. Le régime des relations du travail se distingue surtout par l'extension juridique d'une seule convention collective pour l'ensemble de l'industrie de la construction au Québec. La négociation de cette convention collective se fait entre une association patronale unique, l'A.E.C.Q., et cinq associations syndicales, soit la C.S.D., la C.S.N.-Construction, le C.P.Q.M.C.-International, la F.T.Q.-Construction, et le S.C.N. La Commission de la construction du Québec (CCQ) est mandatée, entre autres, pour faire respecter cette convention collective.

## Les indicateurs d'activité: emploi et heures travaillées

Les heures travaillées par les salariés au cours d'une période donnée sont directement reliées au volume de construction réalisé au cours de cette même période; elles constituent de ce fait, le meilleur indicateur pour évaluer l'activité dans l'industrie. En 1987, l'industrie de la construction enregistre 104,9 millions d'heures travaillées par les salariés assujettis au décret. Ce chiffre représente une hausse de 19,3 % par rapport à 1986; il faut reculer jusqu'en 1979 pour trouver un nombre d'heures travaillées plus élevé.

La croissance économique favorable qu'a connue le Québec en 1987 s'est fait particulièrement sentir au niveau de l'emploi dans l'industrie. Pour une quatrième année consécutive, le nombre de salariés actifs sur les chantiers s'inscrit à la hausse: il passe de 89 142 en 1986 à 105 066 en 1987, soit une hausse de 17,9 %. Ce taux de croissance est nettement supérieur aux taux enregistrés au cours des dernières années.

Les secteurs du bâtiment non résidentiel et de la construction de logements sont conjointement responsables de la croissance de l'emploi en 1987. D'une part, la valeur des contrats accordés dans le secteur du bâtiment non résidentiel a crû de 19,3 % en 1986, se traduisant en activité sur les chantiers au cours de l'année 1987. D'autre part, les mises en chantier de logements ont atteint un niveau record avec 74 179 unités, soit une croissance de 22,9 % par rapport à l'année précédente. Ce niveau de mises en chantier est supérieur de 8 % à l'ancien record établi en 1976.

Lorsque l'on examine la situation de l'emploi dans sa perspective régionale (Annexe III, tableau 6), on constate que l'ensemble du Québec a su profiter de la situation économique favorable. En effet, toutes les régions du Québec, à l'exception d'une seule, la Baie-James, ont assisté à une augmentation du nombre de leurs salariés actifs. Les régions du Nord et du Sud-de-Montréal sont responsables des augmentations les plus significatives, avec des taux de 29,8 % et de 29 % respectivement, portant ainsi la région du Grand Montréal à une progression de 21,5 %. Cette performance remarquable est principalement attribuable aux grands projets des secteurs résidentiel et commercial.

Quelques autres régions se distinguent au plan de la croissance de l'emploi. Notons d'abord la région du Nord-Ouest québécois qui affiche une hausse de 21,4 % suite à une bonne performance au niveau des trois grands secteurs. Soulignons les travaux hydro-électriques, l'usine de dépollution de la

Société Noranda, l'usine métallurgique d'Inco-Golden Pond et l'usine de cyanidation de la Mine Dumagami à Cadillac comme principaux travaux moteurs d'activité. La région de l'Estrie, quant à elle, assiste à une hausse de 17,6 % de l'emploi suite à un niveau d'activité favorable dans le secteur résidentiel, aux travaux d'assainissement des eaux et à la construction de l'usine Domtar à Windsor. Vient ensuite la région de Québec avec une croissance de 16,5 %; on compte dans cette région sur les nombreuses mises en chantier de logements ainsi que la construction de deux usines d'épuration, d'immeubles à bureaux et la rénovation du centre commercial de Ste-Foy comme projets importants. Finalement, un secteur résidentiel très vigoureux, des projets de rénovation de bâtiments non résidentiels et la construction d'immeubles à bureaux et de centres commerciaux portent la région du Montréal métropolitain à une progression de 16,5 % de l'emploi.

Quant à la région de la Côte-Nord, si elle avait enregistré une baisse très importante de l'emploi en 1986 (-15,4 %), elle a réussi une légère augmentation du nombre de salariés actifs (3,7 %) en 1987 en raison, surtout, des travaux hydro-électriques. Enfin, pour ce qui est de la région de la Baie-James, seule région à afficher une décroissance, on note une diminution de l'ordre de 6,7 %.

Les taux de représentation de chacune des régions dans le total provincial des salariés actifs (Annexe III, tableau 7) sont sensiblement les mêmes qu'en 1986. La région du Grand Montréal s'accapare toujours plus de 55 % de la main-d'oeuvre active, la région de Québec 16 % et la Mauricie-Centre-du-Québec 7,6 %. Ainsi, la main-d'oeuvre active demeure concentrée dans quelques régions; les trois régions ci-haut mentionnées absorbent au-dessus de 80 % des salariés actifs. À l'inverse, les régions du Nord-Ouest québécois, de la Côte-Nord et de la Baie-James, ne représentent que 1,9 %, 1,7 % et moins d'un pour cent, respectivement, du total des salariés actifs.

## Statut professionnel des salariés de la construction

Comme noté à la section précédente, 105 066 salariés ont oeuvré sur les chantiers de construction en 1987. Le tableau 3-1 sur la répartition des salariés actifs dans la construction selon le statut professionnel révèle que la population de salariés se compose de 47 869 compagnons et 30 351 apprentis pour un total de 78 220 salariés qualifiés. De plus, la population totale comprend 26 846 individus ayant oeuvré dans l'industrie à titre de salariés exerçant une occupation. Notons que la distinction entre salariés qualifiés et salariés exerçant une occupation provient du fait que la pratique de certains métiers est réglementée par la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (R-20)[1]. Cette Loi définit, entre autres, la juridiction des métiers, les règles de qualification et la rémunération des apprentis. Rappelons que depuis le 1er janvier 1987, le *Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (r.3) ne relève plus de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre* (F-5), mais est maintenant régi par la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (R-20).

(1) L.R.Q., c. R-20, r.3.

Tableau 3-1

**Répartition des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile et le statut professionnel, 1987**

| Région | Salariés qualifiés | | | Salariés non qualifiés | Total | En % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnons | Apprentis | Total | | | |
| (Grand Montréal)[1] | 26 125 | 18 524 | 44 649 | 15 701 | 60 350 | 57,4 |
| Québec | 8 481 | 4 663 | 13 144 | 3 511 | 16 655 | 15,9 |
| Autres[2] | 13 263 | 7 164 | 20 427 | 7 634 | 28 061 | 26,7 |
| **Ensemble du Québec** | **47 869** | **30 351** | **78 220** | **26 846** | **105 066** | **100,0** |
| **En %** | **45,6** | **28,9** | **74,4** | **25,6** | **100,0** | – |

1. comprend les régions de Montréal, Nord-de-Montréal et Sud-de-Montréal.

2. comprend l'ensemble de la province sauf les régions de Montréal et Québec.

Source: CCQ, mai 1988.

Tableau 3-2
**Répartition des salariés qualifiés selon le métier et le statut professionnel, 1987**

| Métier | Compagnons | Apprentis | Total | Importance relative |
|---|---|---|---|---|
| Charpentier-menuisier | 13 629 | 11 734 | 25 363 | 32,4 % |
| Électricien | 6 984 | 4 326 | 11 310 | 14,5 % |
| Tuyauteur | 5 292 | 3 412 | 8 704 | 11,1 % |
| Opérateur équipement lourd | 3 639 | 700 | 4 339 | 5,5 % |
| Peintre | 2 382 | 1 653 | 4 035 | 5,2 % |
| Briqueteur-maçon | 2 425 | 1 646 | 4 071 | 5,2 % |
| Autres métiers | 13 518 | 6 880 | 20 398 | 26,1 % |
| **Total** | **47 869** | **30 351** | **78 220** | **100,0 %** |

Source: CCQ, mai 1988.

Comme mentionné ci-haut, le groupe des salariés qualifiés est composé des compagnons et des apprentis. Les premiers détiennent un certificat de qualification alors que les seconds possèdent un carnet d'apprentissage leur permettant d'exercer sur un chantier un des divers métiers. Quant à la terminologie de salariés exerçant une occupation, elle regroupe tous les autres salariés qui occupent des emplois particuliers à l'industrie de la construction et définis dans le décret relatif à l'industrie de la construction. Malgré les changements législatifs introduits en 1987, la façon d'acquérir un statut professionnel reste inchangée. Précisons que le nouveau régime de formation ne sera pas en vigueur avant 1989, exception faite d'un cours s'adressant aux occupations qui sera offert à partir de juin 1988.

D'après la lecture du tableau 3-1, le groupe des salariés qualifiés représente 74,4 % de la main-d'oeuvre active, soit une légère augmentation depuis 1986. Parmi l'ensemble des salariés qualifiés, les compagnons représentent 61,2 % des effectifs alors que les apprentis constituent 38,8 % de ce bassin. Ces chiffres confirment la tendance amorcée depuis 1984: parmi les salariés qualifiés, les apprentis sont de plus en plus présents. Leur part de représentativité grimpe graduellement depuis 1984, passant de 19,3 % à 25,6 % en 1985 et à 31,2 % en 1986. Du nombre total de 10 447 en 1984, les apprentis sont passés à 30 351 en 1987, soit une augmentation de plus de 190 %. Ce sont donc les apprentis qui auront profité le plus de la hausse d'activité dans l'industrie, ce qui confirme l'entrée de jeunes travailleurs en période de haute conjoncture. Quant aux compagnons, leur part dans le total des salariés est en baisse, passant de 57,4 % en 1984 à 45,6 % en 1987 (Annexe III, tableau 19). Pour leur part, les salariés exerçant une occupation ont connu une augmentation de 12,4 %, passant de 23 878 en 1986 à 26 846 pour 1987. Toutefois, cette hausse n'est guère suffisante pour maintenir leur taux de représentativité dans le total des salariés; celle-ci glisse de 27,6 % en 1986 à 25,6 % en 1987.

Malgré l'entrée importante d'apprentis dans l'industrie, on ne note pratiquement aucune modification dans l'importance relative des principaux métiers (Tableau 3-2). Les charpentiers-menuisiers (32,4 %) qui demeurent toujours les plus importants en termes d'effectifs, ont connu une augmentation de l'ordre de 3,2 % en points de pourcentage, par rapport à l'année précédente. Suivent les électriciens (14,5 %), les tuyauteurs (11,1 %), les opérateurs d'équipement lourd (5,5 %), les peintres et les briqueteurs-maçons (près de 5 % chacun). Depuis la fin des années 1970, les opérateurs d'équipement lourd assistent à une diminution graduelle de leur part relative parmi les principaux métiers (Annexe III, tableau 20), déclinant de 8,7 % en 1979 à 5,5 % en 1987. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de l'importance du secteur des travaux de génie et surtout des contrats accordés aux travaux routiers dans ce secteur. Du côté des salariés exerçant une occupation, 57,3 % des effectifs oeuvrent à titre de manoeuvres et de manoeuvres spécialisés (Annexe III, tableau 37).

## L'âge des salariés

L'âge des salariés est un paramètre important à considérer lorsqu'on analyse la situation de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction. Il nous permet de constater le vieillissement des travailleurs et d'évaluer son impact sur l'industrie. L'amélioration de la conjoncture économique québécoise et l'entrée massive des apprentis qui en a découlé ont infailliblement affecté l'âge moyen de la main-d'oeuvre. Pour une troisième année consécutive, l'âge moyen des salariés diminue pour se situer maintenant à 37,1 ans. Cela signifie une diminution de 5,4 % par rapport à 1984 où l'on enregistrait un âge moyen de 39,2 ans. Il y a donc renouvellement de la main-d'oeuvre par l'entremise d'une augmen-

Tableau 3-3

**Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le niveau d'heures travaillées dans la construction, 1985-1986-1987**

| Statut professionnel | Niveau d'heures | | | | | | Moyenne annuelle des heures |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 | 500 à 999 | 1 000 à 1 499 | 1 500 à 1 999 | 2 000 ou plus | Total | |
| Compagnons | | | | | | | |
| • nombre | 9 255 | 9 686 | 11 516 | 15 528 | 1 884 | 47 869 | 1 154 |
| • pourcentage | 19,3 % | 20,2 % | 24,1 % | 32,4 % | 3,9 % | 100,0 % | |
| Apprentis | | | | | | | |
| • nombre | 9 365 | 9 189 | 6 136 | 5 359 | 302 | 30 351 | 880 |
| • pourcentage | 30,8 % | 30,3 % | 20,2 % | 17,7 % | 1,0 % | 100,0 % | |
| Autres salariés | | | | | | | |
| • nombre | 10 031 | 6 281 | 5 071 | 4 425 | 1 038 | 26 846 | 856 |
| • pourcentage | 37,4 % | 23,4 % | 18,9 % | 16,5 % | 3,9 % | 100,0 % | |
| Total 1987 | | | | | | | |
| • nombre | 28 651 | 25 156 | 22 723 | 25 312 | 3 224 | 105 066 | 998 |
| • pourcentage | 27,3 % | 23,9 % | 21,6 % | 24,1 % | 3,1 % | 100,0 % | |
| Total 1986 | | | | | | | |
| • nombre | 23 215 | 22 715 | 20 672 | 20 507 | 2 033 | 89 142 | 986 |
| • pourcentage | 26,0 % | 25,5 % | 23,2 % | 23,0 % | 2,3 % | 100,0 % | |
| Total 1985 | | | | | | | |
| • nombre | 20 920 | 20 696 | 19 750 | 19 495 | 2 363 | 83 224 | 1 012 |
| • pourcentage | 25,1 % | 24,9 % | 23,7 % | 23,4 % | 2,8 % | 100,0 % | |

Source: CCQ, mai 1988.

tation de jeunes travailleurs. De plus, le pourcentage des salariés âgés de moins de 35 ans n'a cessé de croître depuis 1984: de 37,7 % il s'établit maintenant à 46,3 %. Inversement, le pourcentage des salariés âgés de 50 ans et plus a connu une diminution continue passant de 21,4 % en 1984 à 18,1 % en 1987. Toutefois, en valeur absolue, on compte 19 022 salariés âgés de 50 ans et plus, soit une augmentation de 16,9 % par rapport à 1984.

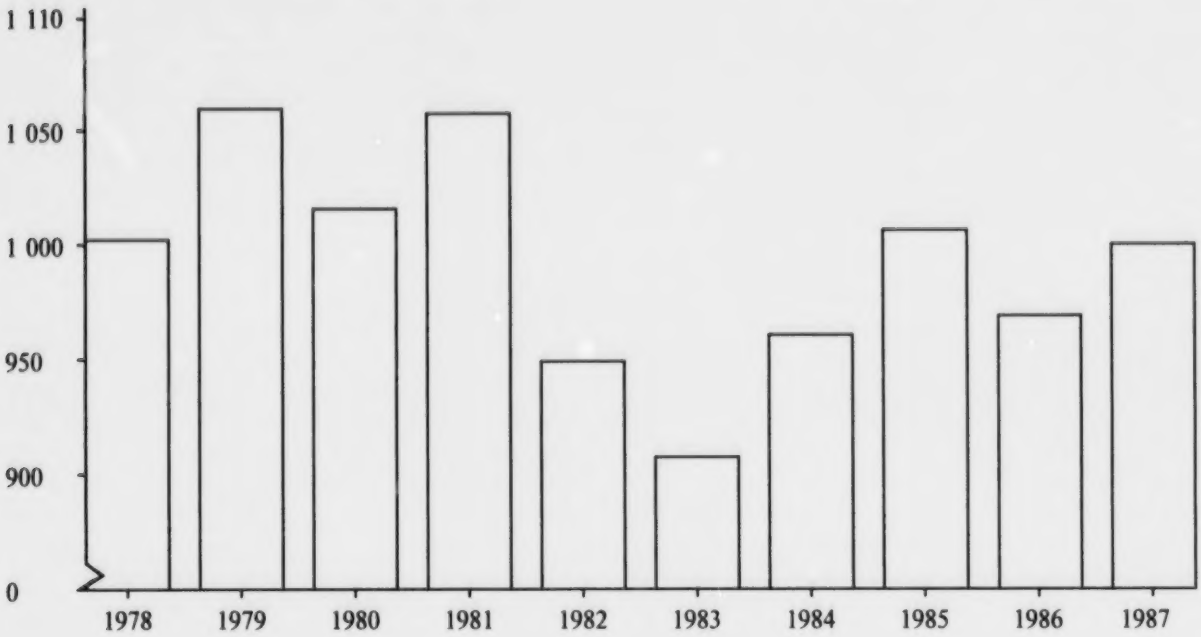
L'âge moyen des salariés varie selon le statut professionnel (Annexe III, tableau 38). Les compagnons comptent parmi les plus âgés, avec un âge moyen de 43,4 ans. On observe un vieillissement de ce groupe au cours des dernières années, l'âge moyen étant de 42,5 ans en 1984. En 1987, les compagnons les plus âgés sont les cimentiers-applicateurs (47,7 ans) et les carreleurs (47,6 ans) alors que les plus jeunes travaillent à titre de couvreur (38,4 ans) ou d'électricien (39,7 ans). Les apprentis connaissent également une légère augmentation de leur âge moyen puisqu'il s'établit à 27,3 ans comparativement à 26,6 ans en 1984. Parmi ce groupe, les plus âgés sont opérateurs de machinerie telles que pelles mécaniques (31,4 ans) ou grues (29,7 ans) tandis que les plus jeunes exerçent le métier d'électricien (25 ans) ou de ferblantier (26,4 ans). Contrairement aux tendances précédentes, les salariés exerçant une occupation enregistrent plutôt une légère diminution de l'âge moyen: de 38,5 ans en 1984, il passe à 37 ans en 1987. Les plus âgés sont chauffeurs de chaudière (50,3 ans) alors que les plus jeunes sont émondeurs (21 ans).

## Durée du travail

Le marché du travail des salariés de la construction est caractérisé, comme nous l'avons déjà souligné, par l'aspect temporaire d'une grande part des emplois. Cette situation provient principalement du caractère cyclique de l'activité de construction et de la nature saisonnière des travaux. L'étude des heures travaillées par un salarié durant une année permet de constater ce phénomène.

Le tableau 3-3, indiquant la répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le niveau d'heures travaillées dans la construction, démontre que 27,3 % des salariés actifs en 1987 ont oeuvré moins de 500 heures sur les chantiers, soit l'équivalent de moins de 3 mois de travail. On constate une augmentation graduelle au niveau du pourcentage de ces salariés depuis 1985, alors qu'ils représentaient 25,1 % de l'ensemble des travailleurs. Cette croissance est attribuable à l'entrée massive des jeu-

Graphique 3-1
**Moyenne des heures travaillées, 1978-1987**




Source: CCQ, mai 1988.

nes travailleurs sur le marché, oeuvrant soit à titre d'apprenti ou exerçant une occupation. Ces jeunes enregistrent en moyenne moins d'heures de travail que les compagnons. À l'inverse, 27,2 % des effectifs ont travaillé plus de 1 500 heures en 1987, soit l'équivalent de plus de 9 mois de travail. Depuis 1985, on remarque une stabilité au niveau de la répartition de ce groupe. Si l'amélioration de la conjoncture économique signifie une hausse de l'emploi (26,3 % depuis 1985), elle ne garantit pas nécessairement un accroissement de la durée de l'emploi.

La durée de l'emploi varie en fonction du statut professionnel de la main-d'oeuvre. On constate que 37,4 % des salariés exerçant une occupation comptent moins de 500 heures de travail, tandis que ce pourcentage est de 30,8 % pour les apprentis et de 19,3 % pour les compagnons. Ce groupe de salariés semble donc oeuvrer moins d'heures que les autres travailleurs. Cette situation découle de la nature même de certaines occupations: les salariés moins spécialisés, comme les manoeuvres, peuvent avoir de la difficulté à se décrocher un emploi subséquent sur un autre chantier, alors que certains peuvent aller exercer leur occupation dans d'autres secteurs industriels. À l'inverse, 36,3 % des compagnons travaillent plus de 1 500 heures alors qu'on ne retrouve que 20,4 % des salariés exerçant une occupation et 18,7 % des apprentis dans cette situation. Ainsi, les compagnons connaissent une plus longue durée de l'emploi que les autres travailleurs. Toutefois, on constate que le même pourcentage de compagnons et de salariés exerçant une occupation, soit 3,9 %, travaillent 2 000 heures ou plus.

Parmi les compagnons, les mécaniciens d'ascenseur et les tuyauteurs affichent le plus d'heures totales travaillées, avec en moyenne 1 601 et 1 378 heures respectivement (Annexe III, tableau 18). Chez les salariés exerçant une occupation, on note les travailleurs souterrains (1 636 heures) et les monteurs de lignes de distribution (1 557 heures) qui oeuvrent le plus d'heures durant l'année. Cela dit, les métiers et occupations affichant une plus longue durée de travail se retrouvent surtout dans les projets non résidentiels.

L'étude de la moyenne annuelle des heures travaillées confirme le caractère temporaire de l'emploi dans l'industrie de la construction. En 1987, elle

Tableau 3-4

**Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail dans l'industrie de la construction, 1987**

| Nombre de mois | Nombre de salariés | Moyenne des heures travaillées | Moyenne des salaires ($) | Pourcentage des salariés (%) | Pourcentage de la masse salariale (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 6 560 | 56,7 | 989 | 6,2 | 0,3 |
| 2 | 6 786 | 167,1 | 2 730 | 6,4 | 0,9 |
| 3 | 6 774 | 297,6 | 4 929 | 6,4 | 1,7 |
| 4 | 6 590 | 432,8 | 7 222 | 6,3 | 2,4 |
| 5 | 7 564 | 583,7 | 9 743 | 7,2 | 3,8 |
| 6 | 6 911 | 699,5 | 12 080 | 6,6 | 4,3 |
| 7 | 8 439 | 862,9 | 14 781 | 8,0 | 6,4 |
| 8 | 8 273 | 1 012,0 | 17 938 | 7,9 | 7,6 |
| 9 | 7 852 | 1 156,2 | 21 353 | 7,5 | 8,6 |
| 10 | 7 295 | 1 326,2 | 25 262 | 6,9 | 9,4 |
| 11 | 7 853 | 1 496,5 | 28 642 | 7,5 | 11,5 |
| 12 | 24 169 | 1 783,9 | 34 713 | 23,0 | 43,0 |
| **Total** | **105 066** | **998,4** | **18 580** | **100,0** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

se situe à 998 heures (graphique 3-1), soit approximativement 6 mois de travail à plein temps. Ceci représente une légère hausse par rapport à 1986, où l'on enregistrait une moyenne de 986 heures. Cette progression modérée de la moyenne d'heures travaillées, malgré une année spectaculaire, résulte de l'entrée importante de nouveaux travailleurs.

Bien sûr, la moyenne des heures varie selon le statut professionnel. En 1987, la moyenne des heures travaillées par les compagnons est de 1 154 tandis que celle des apprentis se situe à 880. Du côté des salariés exerçant une occupation, elle est encore plus faible, soit 856 heures. Comparativement à l'an dernier, les trois groupes assistent à une augmentation de leur moyenne. Les compagnons et apprentis affichent des hausses semblables, soit de 2,6 % et de 2,5 % respectivement, alors que les salariés exerçant une occupation connaissent une augmentation de 0,6 %.

Le tableau 3-4 signalant la répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail, permet de constater, encore une fois, le caractère temporaire de beaucoup d'emplois dans l'industrie de la construction. En 1987, 41 185 travailleurs, soit 39,2 % du total des effectifs, ont été actifs 6 mois ou moins durant l'année et se sont partagés 13,4 % de la masse salariale. La répartition de ce groupe reste sensiblement la même comparativement à l'année

Tableau 3-5

**Répartition des heures travaillées selon le mois, 1986-1987 (en millions)**

| | 1986 | | 1987 | |
|---|---|---|---|---|
| **Mois** | **Heures régulières** | **Heures totales** | **Heures régulières** | **Heures totales** |
| Janvier | 4,2 | 4,4 | 5,6 | 5,8 |
| Février | 5,2 | 5,3 | 5,6 | 5,8 |
| Mars | 6,1 | 6,3 | 6,1 | 6,3 |
| Avril | 6,2 | 6,4 | 7,8 | 8,1 |
| Mai | 7,4 | 7,5 | 9,6 | 9,9 |
| Juin | 6,4 | 6,5 | 9,6 | 9,9 |
| Juillet | 5,0 | 5,3 | 6,0 | 6,3 |
| Août | 11,0 | 11,3 | 12,4 | 12,8 |
| Septembre | 8,8 | 9,1 | 10,2 | 10,7 |
| Octobre | 9,4 | 9,7 | 12,2 | 12,7 |
| Novembre | 10,0 | 10,3 | 9,6 | 10,0 |
| Décembre | 5,4 | 5,6 | 6,3 | 6,6 |
| **Total** | **84,9** | **87,9** | **101,1** | **104,9** |
| En % | 96,6 | 100,0 | 96,4 | 100,0 |

Source: CCQ, mai 1988.

précédente. À l'inverse, 37,4 % des salariés, soit 39 317 travailleurs, ont enregistré 10 mois ou plus de travail, recueillant 64 % de la masse salariale. Ce dernier groupe accuse toutefois une diminution de sa représentativité puisqu'il était responsable pour 39 % des salariés en 1986. Cette diminution s'explique en partie par l'entrée en grand nombre des nouveaux travailleurs sur le marché suite à la conjoncture favorable. Ces nouveaux travailleurs sont moins présents de façon continue et exerçent un effet à la baisse sur la répartition des travailleurs ayant oeuvré 10 mois ou plus. Soulignons cependant que ces derniers, soit ceux oeuvrant 10 mois ou plus, ont augmenté de 14,5 % en termes absolus, passant de 34 340 en 1986 à 39 317 en 1987.

Nous avons jusqu'à présent examiné le caractère temporaire de l'emploi dans l'industrie de la construction d'une façon très globale. Afin de mieux cerner ce phénomène, nous allons étudier plus spécifiquement trois facteurs qui, conjugués, expliquent cette caractéristique. Il s'agit du chômage saisonnier, du roulement des travailleurs et du chômage interchantier.

### *Le chômage saisonnier*

Le caractère temporaire de l'emploi est lié directement aux changements climatiques des différentes saisons. Ainsi, l'activité de construction sur les chantiers se concentre surtout au cours du printemps, de l'été et de l'automne (tableau 3-5). En fait, près de 70 % des heures enregistrées le sont au cours des sept mois compris entre mai et novembre (Annexe III, tableaux 22 et 23). Le mois d'août compte le maximum d'heures travaillées et le plus grand nombre de salariés actifs tandis que les mois de janvier et de décembre ont été les moins actifs au cours de l'année 1987. Soulignons que ces résultats sont valables quel que soit le statut professionnel des salariés.

L'écart maximum des heures travaillées entre deux mois de la même année nous apporte une information supplémentaire. D'après cet indicateur, les apprentis et les salariés exerçant une occupation ont subi davantage l'effet des saisons. Chez les premiers, l'écart est le résultat de l'ouverture du marché de l'emploi aux nouveaux travailleurs voulant profiter du boom dans l'industrie de la construction, activité qui s'est surtout concentrée dans les mois d'été. Chez les salariés exerçant une occupation, ce phénomène s'explique principalement par l'importante présence de ce groupe dans le secteur des travaux de génie. Ce secteur est beaucoup plus vulnérable à l'effet saisonnier que les autres secteurs d'activité.

De plus, la région de domicile des salariés exerce une influence sur la variabilité saisonnière de l'emploi. En général, plus une région est caractérisée par une grande diversité dans la nature des travaux, moins elle est susceptible de présenter de trop importantes fluctuations saisonnières de l'emploi. À titre d'exemple, la région de la Baie-James caractérisée par la présence quasi-exclusive de travaux de génie, subit l'écart saisonnier le plus important (Annexe III, tableau 25). À des degrés moindres, l'Est-du-Québec, le Nord-Ouest québécois et la Côte-Nord comptent également des niveaux élevés de variation saisonnière de l'emploi. Au contraire, la région métropolitaine de Montréal compte parmi les régions ayant le plus faible indice de variation saisonnière en raison de la grande diversité des travaux qu'on y retrouve.

### *Le roulement des salariés*

L'industrie de la construction se caractérise par un phénomène de roulement de la main-d'oeuvre d'une année à l'autre. L'importance du mouvement des salariés y est d'ailleurs supérieure à celle des autres secteurs industriels. On y retrouve donc des taux d'abandon et d'adhésion plus élevés que partout ailleurs.

Tableau 3-6

**Mouvement des salariés de la construction, 1978-1987**

| Année | Taux[1] d'adhésion (%) | Taux[2] d'abandon (%) |
|---|---|---|
| 1978 | 14,2 | 24,8 |
| 1979 | 9,1 | 24,2 |
| 1980 | 10,5 | 17,9 |
| 1981 | 13,7 | 15,8 |
| 1982 | 5,8 | 23,5 |
| 1983 | 13,1 | 18,6 |
| 1984 | 17,6 | 14,5 |
| 1985 | 20,3 | 12,1 |
| 1986 | 20,0 | 13,4 |
| 1987 | 26,3 | 11,1 |
| Nombre d'abandons en 1986 | 11 961 | |
| Nombre d'adhésions en 1986 | 17 854 | |
| Salariés actifs en 1986 | | 89 142 |
| Nombre d'abandons en 1987 | 11 708 | |
| Nombre d'adhésions en 1987 | 27 632 | |
| Salariés actifs en 1987 | | 105 066 |

1. le taux d'adhésion, en 1987, est le pourcentage des salariés n'ayant enregistré aucune heure de travail en 1986 et ayant travaillé au moins une heure en 1987.
2. le taux d'abandon, en 1987, est le pourcentage des salariés ayant travaillé en 1986 et n'enregistrant aucune heure en 1987.

Source: CCQ, mai 1988.

Le taux d'abandon pour 1987, se définit comme la proportion des salariés ayant travaillé en 1986 et n'ayant effectué aucune heure en 1987. Ce taux est de 11,1 % en 1987 (tableau 3-6), comparativement à 13,4 % en 1986. Soulignons que le taux d'abandon pour 1987 est le plus bas taux enregistré de toute la décennie. La bonne conjoncture économique qu'a connue le Québec au cours des dernières années a permis à plus de travailleurs de rester dans l'industrie.

Le taux d'adhésion se définit, quant à lui, comme étant le pourcentage des nouvelles embauches effectuées au cours de la période. En 1987, 26,3 % de la main-d'oeuvre active se composaient de nouveaux salariés. Depuis 1982, on assiste à une hausse graduelle de ce taux alors qu'il était de 5,8 %.

Tableau 3-7

**Répartition des salariés actifs en 1987, selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction depuis 1973**

| Nombre d'années consécutives d'expérience* | Salariés qualifiés | | Salariés non qualifiés | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| 1 | 18 946 | 24,2 | 8 686 | 32,3 | 27 632 | 26,3 |
| 2 | 9 903 | 12,7 | 3 710 | 13,8 | 13 613 | 12,9 |
| 3 | 7 966 | 10,2 | 2 464 | 9,2 | 10 430 | 9,9 |
| 4 | 5 153 | 6,6 | 1 540 | 5,7 | 6 693 | 6,4 |
| 5 | 3 027 | 3,9 | 922 | 3,4 | 3 949 | 3,7 |
| 6 | 1 117 | 1,4 | 331 | 1,2 | 1 448 | 1,4 |
| 7 | 2 069 | 2,6 | 593 | 2,2 | 2 662 | 2,5 |
| 8 | 1 517 | 1,9 | 512 | 1,9 | 2 029 | 1,9 |
| 9 | 1 205 | 1,5 | 382 | 1,4 | 1 587 | 1,5 |
| 10 | 1 280 | 1,6 | 563 | 2,1 | 1 843 | 1,7 |
| 11 | 1 803 | 2,3 | 775 | 2,9 | 2 578 | 2,4 |
| 12 | 1 807 | 2,3 | 616 | 2,3 | 2 423 | 2,3 |
| 13 | 1 769 | 2,3 | 674 | 2,5 | 2 443 | 2,3 |
| 14 | 1 972 | 2,5 | 678 | 2,5 | 2 650 | 2,5 |
| 15 | 18 686 | 23,9 | 4 399 | 16,4 | 23 085 | 22,0 |
| **Total** | **78 220** | **100,0** | **26 846** | **100,0** | **105 066** | **100,0** |

* le salarié ayant travaillé seulement en 1987 se voit accorder un (1) an d'expérience, celui ayant travaillé seulement en 1986 et 1987 se voit accorder deux (2) ans d'expérience, ainsi de suite.

Source: CCQ, mai 1988.

Tableau 3-8

**Répartition des abandons en 1987 selon le niveau d'heures travaillées et le statut professionnel en 1986**

| Statut | Niveau d'heures travaillées en 1986 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 | 500 à 999 | 1 000 à 1 499 | 1 500 à 1 999 | 2 000 ou plus | Total |
| Compagnons | 2 864 | 1 252 | 590 | 173 | 15 | 4 894 |
| Apprentis | 1 435 | 500 | 130 | 36 | — | 2 101 |
| Autres salariés | 3 535 | 805 | 284 | 74 | 15 | 4 713 |
| **Total** | **7 834** | **2 557** | **1 004** | **283** | **30** | **11 708** |
| **En %** | **66,9** | **21,8** | **8,6** | **2,4** | **0,3** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

Ainsi, on peut supposer que la croissance favorable a attiré de nouveaux travailleurs et a encouragé les anciens travailleurs à revenir vers l'industrie.

Pour la troisième année consécutive, le taux d'adhésion est supérieur au taux d'abandon. Ces résultats sont certainement attribuables, encore une fois, au redressement de la situation économique du Québec. Même si le taux de roulement demeure élevé pour l'industrie québécoise de la construction, on note depuis quelques années une tendance à la baisse de ce phénomène.

Des taux de roulement relativement élevés affectent directement la permanence de la main-d'oeuvre. D'après la lecture du tableau 3-7 sur la répartition des salariés actifs selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction, 33,2 % de tous les salariés ayant oeuvré au sein de l'industrie en 1987 y ont travaillé chaque année depuis au moins dix ans. Ce pourcentage a diminué substantiellement par rapport à 1986 et 1985 alors qu'il s'établissait à 40,6 % et 43,5 % respectivement. Cette diminution s'explique surtout par l'entrée massive de nouveaux salariés et non par un exode des travailleurs plus expérimentés. En effet, l'année 1987 compte 26,3 % des salariés ayant seulement une année d'expérience et 49,2 % des effectifs ayant 3 années ou moins d'expérience dans l'industrie, alors qu'en 1986, ces chiffres étaient de 19,2 % et de 42,2 % respectivement.

L'examen du nombre d'années consécutives de travail selon le statut professionnel nous permet de constater, encore une fois, l'entrée importante des nouveaux travailleurs. Parmi les salariés qualifiés en 1987, 24,2 % sont peu expérimentés (1 an d'ancienneté). Ceci représente une augmentation de 8 % par rapport à 1986. Les salariés exerçant une occupation affichent également une hausse à ce niveau, passant de 27,3 % en 1986 à 32,3 % l'année suivante. Ainsi, presque le tiers des travailleurs de ce dernier groupe compte un an ou moins d'expérience au travail. Lorsqu'on compare les salariés qualifiés avec les autres salariés, l'on s'aperçoit que ces premiers semblent bénéficier d'une plus grande stabilité d'emploi: 34,9 % des salariés qualifiés contre 28,7 % des salariés exerçant une occupation, ont oeuvré pendant plus de dix années consécutives dans l'industrie. Si le statut de salarié exerçant une occupation constitue parfois une porte d'entrée dans l'industrie, il semble moins un gage de sécurité d'emploi.

De façon plus spécifique, lorsqu'on analyse la répartition des abandons en 1987 selon le niveau d'heures travaillées et le statut professionnel en 1986 (tableau 3-8), on constate qu'ils proviennent dans une proportion fort majoritaire des salariés n'ayant pas oeuvré sur une base permanente en 1986. En effet, les statistiques nous démontrent que presque 70 % des abandons en 1987 se retrouvent chez les salariés ayant travaillé moins de 500 heures dans l'industrie en 1986. À l'inverse, ce pourcentage n'est que de 0,3 % pour les salariés ayant enregistré 2 000 heures ou plus. Ainsi, on peut établir une corrélation évidente entre le taux d'abandon et le niveau d'heures travaillées par les salariés au cours de l'année précédente. Les travailleurs plus expérimentés ont plus de facilité à être employé d'un chantier à un autre et sont donc plus susceptibles de rester dans l'industrie. Cette constatation est valable, peu importe le statut professionnel des salariés.

Par opposition, la répartition des nouveaux salariés de la construction en 1987, selon le niveau d'heures travaillées et le statut professionnel est exposée au tableau 3-9. D'après ce tableau, la majorité des nouveaux arrivants dans l'industrie, soit 56,2 %, ont travaillé moins de 500 heures contre 1,3 % qui ont oeuvré de façon régulière dans l'industrie. Ce portrait est très semblable à celui tracé en 1986, alors que 58,6 % des nouveaux travailleurs de l'industrie avaient oeuvré moins de 500 heures sur les

Tableau 3-9

**Répartition des nouveaux salariés de la construction en 1987 (adhésions) selon le niveau d'heures travaillées et le statut professionnel**

| Statut | Niveau d'heures travaillées en 1987 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 | 500 à 999 | 1 000 à 1 499 | 1 500 à 1 999 | 2 000 ou plus | Total |
| Compagnons | 3 830 | 1 974 | 767 | 142 | 11 | 6 724 |
| Apprentis | 5 783 | 4 900 | 1 415 | 121 | 3 | 12 222 |
| Autres salariés | 5 930 | 2 142 | 540 | 66 | 8 | 8 686 |
| **Total des salariés** | **15 543** | **9 016** | **2 722** | **329** | **22** | **27 632** |
| **En %** | **56,2** | **32,6** | **9,8** | **1,2** | **0,1** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

chantiers et seulement 2 % de ceux-ci travaillaient plus de 1 500 heures. L'examen des nouveaux salariés selon le statut révèle que 44,2 % des nouveaux salariés entrent à titre d'apprenti alors que 31,4 % oeuvrent à titre de salarié exerçant une occupation et 24,3 % à titre de compagnon. La répartition des nouveaux apprentis a affiché une hausse au cours des dernières années, passant de 36,8 % en 1985 à 40 % en 1986. Ainsi, en temps de conjoncture favorable, l'industrie de la construction attire un plus grand pourcentage de nouveaux travailleurs.

Une des conséquences directes engendrée par un taux de roulement élevé de la main-d'oeuvre est la diminution sensible de la moyenne des heures travaillées par l'ensemble des salariés actifs. Comme nous avons pu le voir, la majeure partie de ceux qui quittent ou qui adhèrent à l'industrie au cours d'une année donnée, ne travaille que quelques mois, exerçant ainsi un effet à la baisse sur la moyenne d'heures travaillées.

En règle générale, plus l'activité économique, et donc l'activité de construction sur les chantiers, est forte, moins les salariés déjà qualifiés envisagent de reprendre l'apprentissage dans un autre métier. À l'opposé, plus la situation conjoncturelle est difficile, plus les salariés sont prêts à changer de métier dans le but de se trouver de l'emploi dans des métiers plus en demande, même s'ils doivent pour cela modifier leur statut. Ceci vient appuyer la thèse voulant qu'en situation économique favorable, l'augmentation des nouveaux salariés est surtout due à l'entrée de travailleurs n'ayant jamais oeuvré dans l'industrie.

### *Le chômage interchantier*

Comme nous l'avons précédemment remarqué, l'industrie de la construction est affligée d'un type de chômage qui lui est propre: le chômage interchantier ou intermittent. Celui-ci vient donc s'ajouter au chômage cyclique et saisonnier. Pour un salarié, le fait de travailler 2 ou 10 mois ne signifie pas nécessairement avoir gardé un emploi de cette durée. Le salarié, au même titre que l'entrepreneur, est dans l'obligation de se déplacer d'un chantier à l'autre, s'il veut s'assurer du travail au sein de l'industrie. Lorsqu'un chantier ne requiert plus ses services, le salarié doit se mettre à la recherche d'un nouveau chantier à un stade de réalisation qui nécessite l'utilisation de ses qualifications.

Un bon indicateur du chômage interchantier est la répartition des salariés actifs selon le nombre de mois au travail et le nombre d'apparitions dans la construction. Notons cependant que cet indicateur sous-estime l'ampleur du phénomène dans la mesure où une période de chômage minimale d'un mois doit être enregistrée. Une apparition se définit

Tableau 3-10

**Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987**

| Nombre de mois | Nombre de salariés | Salariés selon le nombre d'apparitions* | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| 1 | 6 560 | 6 560 | – | – | – |
| 2 | 6 786 | 5 660 | 1 126 | – | – |
| 3 | 6 774 | 5 139 | 1 448 | 187 | – |
| 4 | 6 590 | 4 505 | 1 779 | 286 | 20 |
| 5 | 7 564 | 5 173 | 1 887 | 453 | 51 |
| 6 | 6 911 | 4 115 | 2 219 | 490 | 87 |
| 7 | 8 439 | 5 563 | 2 205 | 581 | 90 |
| 8 | 8 273 | 5 513 | 2 013 | 639 | 108 |
| 9 | 7 852 | 4 794 | 2 307 | 682 | 69 |
| 10 | 7 295 | 3 763 | 2 958 | 574 | – |
| 11 | 7 853 | 3 529 | 4 324 | – | – |
| 12 | 24 169 | 24 169 | – | – | – |
| **Total** | **105 066** | **78 483** | **22 266** | **3 892** | **425** |

* Tout salarié qui a travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: CCQ, mai 1988.

comme étant une période continue au cours de laquelle le salarié a travaillé au moins une heure à tous les mois composant cette période. L'analyse du tableau 3-10 sur la répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, révèle que 25,3 % des salariés actifs ont enregistré plus d'une apparition au cours de 1987. Ce pourcentage est un peu plus bas qu'en 1986, alors qu'il était près de 28 %. Ainsi, la conjoncture favorable a pour effet d'améliorer la stabilité de l'emploi.

Le pourcentage de salariés enregistrant plus d'une apparition varie quelque peu selon le statut professionnel (Annexe III, tableaux 30, 31 et 32). Ainsi, comme l'année dernière, les salariés exerçant une occupation semblent être légèrement moins touchés par ce type de chômage: seulement 22,8 % d'entre eux comptent plus d'une apparition. Les apprentis suivent avec 24,9 % et les compagnons sont les plus touchés (26,9 %). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce résultat. Tout d'abord, le chômage saisonnier, plus important pour les salariés exerçant une occupation compte tenu de leur représentativité élevée dans le secteur des travaux de génie, vient réduire l'étalement de la période de travail et donc la probabilité de plus d'une apparition. Il semble également que les travailleurs exerçant une occupation recherchent, plus souvent que les salariés qualifiés, un emploi à l'extérieur de l'industrie de la construction au moment où se termine leur période d'emploi sur un chantier. Ceci nous est démontré par des niveaux élevés d'abandons pour cette catégorie de salariés. Finalement, la nature même des travaux exécutés par les salariés exerçant une occupation, leur permettrait davantage d'oeuvrer sur toute la période d'exécution d'un chantier. À titre d'exemple, un électricien n'est présent sur un chantier donné que lorsque des travaux d'électricité sont requis. À l'inverse, le manoeuvre risque davantage d'être présent et de participer à toutes les étapes d'un chantier, du coffrage à la finition.

## Mobilité de la main-d'oeuvre

Compte tenu des particularités de l'industrie de la construction, le salarié qui y oeuvre se doit d'être mobile, que ce soit d'un chantier à l'autre, comme nous l'avons vu précédemment, d'un employeur à l'autre ou même d'une région à l'autre, afin de s'assurer une certaine forme de permanence au sein de l'industrie. Nous examinerons, ci-après, deux phénomènes de la mobilité de la main-d'oeuvre, soit la mobilité interemployeur et la mobilité géographique.

### *Mobilité interemployeur*

Comme le laissait supposer notre analyse du chômage interchantier, il arrive fréquemment, qu'une fois son travail terminé sur un chantier, le salarié doive se trouver un nouvel emploi auprès d'un autre employeur. Le nombre de salariés actifs ayant travaillé pour plus d'un employeur en 1987 s'élève à 34 163, ce qui représente 32,5 % de l'ensemble de la main-d'oeuvre (Annexe III, tableau 36). Cette proportion est sensiblement la même qu'en 1986, alors qu'on retrouvait 33,1 % des effectifs dans cette situation.

La répartition de la mobilité interemployeur des salariés varie selon le statut professionnel. En effet, ce sont les salariés qualifiés, soit les compagnons et les apprentis, qui comptent le plus fort pourcentage de salariés ayant oeuvré pour plus d'un employeur (33,9 %). Le pourcentage n'est que de 28,4 % chez les salariés exerçant une occupation. Cette différence tient en partie, comme expliqué ci-haut, à leur présence importante dans le secteur des travaux de génie, travaux surtout concentrés durant les mois d'été. Lorsqu'on fait la distinction selon le niveau d'heures travaillées, on constate que 37,3 % des salariés ayant travaillé plus de 500 heures ont enregistré celles-ci chez plus d'un employeur, comparativement à près de 37 % pour l'année précédente. Du côté des travailleurs ayant oeuvré moins de 500 heures en 1987, on remarque que 22,4 % des compagnons et apprentis ont travaillé chez plus d'un employeur tandis que cette proportion n'est que de 14,9 % chez les autres salariés.

### *Mobilité géographique*

Malgré la mobilité élevée des salariés de l'industrie, 56,2 % d'entre eux ne travaillent que dans leur propre région de domicile contre 43,8 % qui doivent occuper un emploi dans au moins une autre région (tableau 3-11). De ce dernier pourcentage, 20,7 % oeuvrent exclusivement dans une autre région que celle où ils ont élu domicile.

Lorsqu'on étudie la mobilité géographique selon le statut professionnel, on s'aperçoit qu'il existe peu de différence. Ce sont les apprentis qui travaillent le plus dans leur région de domicile exclusivement, soit 58,9 %. Ce taux se compare aux proportions des compagnons et des salariés exerçant une occupation qui enregistrent 55 % et 55,3 % respectivement sur ce même plan. La part importante des salariés exerçant une occupation dont le lieu de travail se situe uniquement à l'extérieur de leur région (soit 24,1 % contre 19,5 % pour l'ensemble des sala-

riés qualifiés) peut s'expliquer, encore une fois, par leur présence dans le secteur des travaux de génie. En effet, la mobilité des salariés est très reliée aux métiers exercés (Annexe III, tableau 34). Les métiers généralement associés aux secteurs des grands travaux industriels et de génie se voient contraints à une plus grande mobilité; ces types de travaux sont généralement situés assez loin des grands centres urbains. À titre d'exemple, parmi les différents métiers, 82,6 % des chaudronniers, 76,8 % des mécaniciens de chantier et 69,6 % des calorifugeurs occupent un emploi dans au moins une autre région que leur région domiciliaire. À l'opposé, le secteur résidentiel, de par sa structure et sa localisation, recrute localement sa main-d'oeuvre, ce qui réduit inévitablement les mouvements interrégionaux des salariés oeuvrant prioritairement dans ce secteur.

La mobilité géographique semble, de plus, avoir des effets significatifs sur le niveau de salaire annuel moyen. Le tableau 3-11 indiquant la répartition des salariés actifs et du salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le lieu de travail, révèle une tendance générale: les salariés ne travaillant que dans leur région de domicile reçoivent un salaire annuel moyen plus faible que ceux qui travaillent également à l'extérieur de leur région de domicile. Au total, le salaire annuel moyen des salariés qui oeuvrent exclusivement sur des chantiers dans leur région de domicile, est plus faible de 22,2 % comparativement à celui des salariés travaillant également dans d'autres régions.

Le tableau 35 de l'Annexe III, nous apporte des précisions quant au nombre d'heures travaillées par les salariés selon les régions de domicile et de travail pour 1987. Ce tableau nous donne un portrait exhaustif des mouvements interrégionaux de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction. Il nous révèle, entre autres, que l'ensemble des régions, à l'exception de la Baie-James, recrute la très forte majorité de leur main-d'oeuvre sur leur propre territoire. On y constate cependant, que la région du Montréal métropolitain comble une partie importante de ses besoins en main-d'oeuvre grâce à des salariés provenant des régions du Nord et du Sud de Montréal. En effet, l'apport cumulé des salariés de ces deux régions représente 27,4 % de l'activité enregistrée dans la région métropolitaine de Montréal. Quant à la Baie-James, cette région compte sur la main-d'oeuvre de Québec et de l'Est-du-Québec pour combler 55 % des postes sur les chantiers.

Tableau 3-11

**Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le lieu de travail, 1987**

| Statut | Nombre de salariés | | | Salaire annuel moyen ($) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Lieu de travail | | | Lieu de travail | | |
| | Région de domicile exclusivement | Région de domicile et autres | Autres régions seulement | Région de domicile exclusivement | Région de domicile et autres | Autres régions seulement |
| Compagnons | 26 331 | 12 198 | 9 340 | 23 153 | 2[illegible]00 | 24 357 |
| Apprentis | 17 884 | 6 568 | 5 899 | 12 030 | 1[illegible]08 | 12 265 |
| Autres salariés | 14 853 | 5 537 | 6 456 | 14 694 | 18 994 | 13 154 |
| **Total** | **59 068** | **24 303** | **21 695** | **17 658** | **21 576** | **17 735** |

Source: CCQ, mai 1988.

(1) La masse salariale correspond à l'ensemble des salaires versés aux salariés de la construction incluant les indemnités de congés et les différentes primes prévues au décret, à l'exception des frais de déplacement; toutes les autres sources de revenu tels les avantages sociaux, les prestations d'assurance-chômage ou les gains hors construction sont exclues du calcul de la masse salariale présentée dans ce document.

(2) Ce taux horaire moyen comprend les primes et les vacances.

## Salaires

En 1987, la masse salariale[1] versée aux salariés de la construction assujettis au décret totalise 1 952 millions $ (Annexe III, tableau 11). Cette somme représente une augmentation de 22 % comparativement à l'année précédente où l'ensemble des salaires versés aux travailleurs s'élevait à 1 600 millions $. Toutes les régions du Québec connaissent des augmentations de leur masse salariale avec les régions du Nord et du Sud de Montréal affichant les hausses les plus importantes, soit 32,4 % et 30,7 % respectivement. Trois facteurs expliquent cet accroissement: la majoration de 3 % des taux de salaire au 1er mai 1987, l'augmentation du nombre de salariés actifs et la hausse des heures travaillées.

Le salaire annuel moyen a, quant à lui, augmenté de 3 % en 1987 pour s'établir à 18 580 $. Plusieurs facteurs sous-tendent cette augmentation. D'abord, comme mentionné ci-haut, en 1987 on assiste à une hausse du taux horaire moyen. Ce dernier a augmenté de 0,41 $ pour s'établir à 18,61 $[2]. Ensuite, les heures totales travaillées ont crû plus rapidement que le nombre total des salariés; ces premières augmentent de 19,3 % alors que le nombre de salariés progresse de 17,9 %. Cette différence a pour effet d'élever la moyenne d'heures travaillées par salarié. Finalement, comme témoigne le tableau 3-12 sur la répartition des salariés actifs et du salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction, la répartition des salariés selon le nombre d'heures travaillées a connu très peu de variation depuis 1986. En 1987, 72,7 % de l'ensemble des travailleurs oeuvrent plus de 500 heures comparativement à 74,3 % l'année précédente, soit une diminution de seulement 1,6 % en points de pourcentage. Malgré l'entrée massive des jeunes travailleurs au cours de l'année, on ne compte pas d'augmentation au niveau de la répartition des apprentis ayant oeuvré moins de 500 heures.

En 1987, chaque statut professionnel connaît une augmentation de son salaire annuel moyen. D'après la lecture du tableau 3-12, le salaire annuel moyen pour les compagnons s'élève à 24 241 $, soit une hausse de 7,5 % par rapport à l'année dernière. Chez les apprentis, le salaire moyen passe de 12 081 $ en 1986 à 12 633 $ en 1987. Enfin, le salaire moyen des salariés exerçant une occupation suit la même tendance: il enregistre une hausse de 3,8 % pour s'établir à 15 210 $.

Tableau 3-12

**Répartition des salariés actifs et du salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction, 1987**

| | Nombre de salariés | | | | Salaire annuel moyen ($) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Heures travaillées** | **Compagnons** | **Apprentis** | **Autres salariés** | **Total** | **Compagnons** | **Apprentis** | **Autres salariés** | **Total** |
| Moins de 100 heures | 2 525 | 1 565 | 3 351 | 7 441 | 895 | 610 | 652 | 725 |
| 100 à 199 heures | 1 797 | 2 102 | 2 094 | 5 993 | 3 043 | 2 005 | 2 323 | 2 427 |
| 200 à 299 heures | 1 599 | 1 926 | 1 703 | 5 228 | 5 039 | 3 253 | 3 941 | 4 023 |
| 300 à 399 heures | 1 677 | 1 931 | 1 535 | 5 143 | 7 130 | 4 628 | 5 667 | 5 754 |
| 400 à 499 heures | 1 657 | 1 841 | 1 348 | 4 846 | 9 212 | 5 963 | 7 368 | 7 465 |
| **Total:** | | | | | | | | |
| moins de 500 heures | 9 255 | 9 365 | 10 031 | 28 651 | 4 647 | 3 347 | 3 229 | 3 726 |
| 500 à 999 heures | 9 686 | 9 189 | 6 281 | 25 156 | 15 531 | 10 018 | 12 568 | 12 777 |
| 1 000 à 1 499 heures | 11 516 | 6 136 | 5 071 | 22 723 | 26 061 | 17 471 | 21 789 | 22 788 |
| 1 500 à 1 999 heures | 15 528 | 5 359 | 4 425 | 25 312 | 36 834 | 26 450 | 32 346 | 33 851 |
| 2 000 heures et plus | 1 884 | 302 | 1 038 | 3 224 | 50 359 | 36 727 | 41 798 | 46 326 |
| **Total:** | | | | | | | | |
| plus de 500 heures | 38 614 | 20 986 | 16 815 | 76 415 | 28 937 | 16 777 | 22 358 | 24 150 |
| **Total:** | **47 869** | **30 351** | **26 846** | **105 066** | **24 241** | **12 633** | **15 210** | **18 580** |

Source: CCQ, mai 1988.

Tableau 3-13

**Salaire annuel moyen des salariés actifs dans la construction selon l'âge et le statut professionnel, 1987**

| Âge | Salaire annuel moyen ($) | | | | Nombre de salariés | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnons | Apprentis | Autres | Total | Effectif | % |
| Moins de 20 ans | 16 690 | 8 322 | 6 608 | 7 892 | 3 360 | 3,2 |
| 20 – 24 ans | 23 447 | 12 677 | 9 097 | 12 176 | 13 832 | 13,2 |
| 25 – 29 ans | 24 839 | 13 525 | 11 230 | 15 264 | 15 828 | 15,1 |
| 30 – 34 ans | 24 645 | 13 185 | 14 138 | 18 157 | 15 588 | 14,8 |
| 35 – 39 ans | 24 799 | 12 775 | 16 514 | 20 601 | 14 043 | 13,4 |
| 40 – 44 ans | 25 043 | 12 412 | 18 968 | 22 324 | 12 507 | 11,9 |
| 45 – 49 ans | 25 198 | 12 528 | 19 791 | 23 189 | 10 883 | 10,3 |
| 50 – 54 ans | 24 521 | 13 235 | 20 187 | 23 093 | 8 762 | 8,3 |
| 55 – 59 ans | 22 715 | 11 073 | 19 774 | 21 860 | 6 875 | 6,5 |
| 60 – 64 ans | 18 604 | 8 139 | 16 683 | 18 065 | 3 011 | 2,9 |
| 65 ou plus | 12 296 | 7 331 | 12 898 | 12 389 | 377 | 0,3 |
| **Total** | **24 241** | **12 633** | **15 210** | **18 580** | **105 066** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

Lorsqu'on examine le salaire annuel moyen des travailleurs ayant oeuvré moins de 500 heures dans l'industrie, on s'aperçoit que l'entrée des nouveaux travailleurs se fait sentir à ce niveau. Cette fois-ci, les compagnons et les salariés exerçant une occupation assistent à une baisse de leur salaire annuel moyen de l'ordre de 4,8 %. Par contre, les apprentis ayant oeuvré ce même niveau d'heures connaissent une stabilité de leur salaire moyen.

Relativement aux résultats sur les salaires moyens, il nous apparaît important d'apporter certaines précisions. Tout d'abord, il est ici question de salaire annuel moyen, soit d'une statistique qui a pour effet d'aplanir les écarts entre les individus. De plus, dans l'industrie, deux facteurs contribuent à générer des variations de salaires entre les travailleurs de la construction. En premier lieu, les taux de salaire sont fixés par le décret et varient selon le métier exercé et le statut du salarié. Du fait que les compagnons exerçent un métier qualifié, leur taux de salaire est plus élevé que celui des apprentis ou des salariés exerçant une occupation. De même, les travailleurs exerçant une occupation ont, règle générale, un salaire horaire supérieur à celui des apprentis compte tenu que ces derniers poursuivent l'apprentissage du métier de leur choix: ils sont donc en période de formation. Les moyennes de salaires, observées au tableau 3-12, reflètent bien ces différences.

Finalement, comme nous venons de voir un peu plus haut, le nombre d'heures travaillées peut constituer un facteur déterminant du salaire gagné. On constate que les écarts de salaires selon le nombre d'heures travaillées sont encore plus révélateurs de la faiblesse de la moyenne comme mesure représentative. Par exemple, 48,8 % de la main-d'oeuvre active en 1987 a réalisé au-dessus de 1 000 heures de travail sur les chantiers pour un salaire annuel moyen de 29 730 $, alors que celui-ci est de 7 958 $ pour plus de 50 % des salariés, soit ceux ayant travaillé entre 1 et 1 000 heures. Donc, pour obtenir un reflet fidèle des salaires reçus par les travailleurs du secteur de la construction assujettis au décret, il faut nécessairement tenir compte du nombre d'heures travaillées par ceux-ci.

L'examen de la distribution du salaire annuel moyen selon l'âge des salariés (tableau 3-13) nous suggère que le niveau salarial progresse jusqu'à environ l'âge de 50 ans et décroît systématiquement par la suite. Cette progression se retrouve chez les salariés qualifiés et les salariés exerçant une occupation; précisons qu'elle se poursuit jusqu'à 54 ans pour ces derniers. La situation est cependant différente pour les apprentis alors que leur niveau de salaire annuel moyen suit une distribution beaucoup moins continue. En effet, chez les apprentis, le salaire maximum est atteint entre 25 et 29 ans. Par la suite, le salaire diminue et finit par remonter vers 50 à 54 ans. La baisse graduelle du salaire annuel moyen après l'âge de 55 ans, et ce pour l'ensemble des salariés, s'explique principalement par la diminution des heures travaillées après cet âge.

Les modifications enregistrées cette année au niveau de la répartition des effectifs selon l'âge, affectent légèrement la distribution du salaire moyen. La tranche des salariés âgés de moins de 30 ans prend de plus en plus d'importance depuis quelques années. De 23 % de l'ensemble des salariés en 1984, ce groupe passe à 28 % en 1986 pour se situer à 31,5 % en 1987. Contrairement aux années précédentes, l'entrée importante de jeunes salariés exerce très peu d'effet à la baisse sur le salaire annuel moyen des travailleurs âgés de 20 à 30 ans. En fait, les seuls à être touchés sont les salariés exerçant une occupation âgés de 25 à 29 ans, qui assistent à une baisse de 4,6 %. Les autres salariés âgés de 20 à 30 ans voient leur salaire annuel moyen croître.

La répartition du salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le métier exercé nous donne une information supplémentaire intéressante. Le groupe de salariés dont le salaire moyen est le plus élevé est constitué des compagnons mécaniciens d'ascenseur, lequel s'est vu attribuer une rémunération annuelle moyenne de 40 245 $ (Annexe III, tableau 18). Suivent ensuite les occupations de monteurs de ligne de distribution (39 687 $) et les spécialistes en branchement d'immeubles (37 837 $). Chez les apprentis, les chaudronniers sont les mieux rémunérés avec un salaire moyen de plus de 18 000 $. Enfin, les compagnons poseurs de revêtement souple (16 770 $), les apprentis plâtriers (8 241 $) et l'occupation de commis (3 092 $) affichent les salaires annuels moyens les plus faibles selon leur statut respectif.

Trois explications sont à la base des variations de salaires entre les différents travailleurs. Premièrement, chaque métier est payé selon un taux de salaire horaire spécifié (Annexe III, tableau 39). Deuxièmement, les apprentis sont rémunérés selon un pourcentage du taux de salaire des compagnons exerçant le même métier. Ces pourcentages sont donnés dans le *Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (c. R-20, r.3). Ils varient selon la période d'apprentissage et se situent à l'intérieur d'une fourchette de 50 à 85 % du taux de salaire du compagnon. Finalement, le salaire moyen d'un métier particulier est fonction du nombre d'heures travaillées par les salariés dudit métier.

## Avantages sociaux

Les salariés de l'industrie québécoise de la construction bénéficient d'un régime universel et obligatoire d'avantages sociaux mis sur pied pour contrer les problèmes inhérents à la forte mobilité géographique et interemployeur des salariés. En effet, la Loi sur les relations du travail (R-20) prévoit un décret devant contenir, entre autres, des dispositions relatives à des régimes complémentaires d'avantages sociaux. De façon concrète, ceux-ci se présentent sous trois formes: un régime d'assurance collective, un régime supplémentaire de rentes et, finalement, un certain nombre de congés annuels. Depuis 1975, la Commission de la construction du Québec a pour mandat d'administrer l'ensemble de ces avantages sociaux.

Pour l'année 1987, la CCQ a recueilli en cotisations et contributions, soit respectivement les argents versés par les salariés et les employeurs au régime d'avantages sociaux, une somme globale de 190 millions $. Ceci correspond à une augmentation de près de 81 % par rapport à 1986. Celle-ci s'explique par la croissance des heures travaillées sur les chantiers en 1987 et la hausse des contributions aux régimes, en particulier au régime de retraite, dont nous parlerons plus loin.

### *Congés annuels et jours fériés chômés*

Comme par le passé, les congés annuels obligatoires se répartissent sur deux périodes[1]: une première durant l'été comprenant les deux dernières semaines civiles complètes du mois de juillet et une deuxième période englobant la fête de Noël et le 1er janvier. Les jours fériés chômés sont au nombre de sept.

Les montants alloués pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés correspondent à un pourcentage du salaire gagné par le salarié. Ainsi, à la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés un montant égal à 10 % du salaire, soit 6 % pour les indemnités de vacances et 4 % pour les indemnités de jours fériés chômés. Les montants sont recueillis et administrés par la CCQ qui les remet aux travailleurs lors des périodes de congés. Le tableau 3-14 indiquant le montant et le nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1986 et 1987, révèle que les montants remis aux travailleurs en 1987 totalisent plus de 164 millions $ comparativement à 150 millions $ pour l'année 1986.

Tableau 3-14

**Montant et nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1986 et 1987**

| Période | 1986 | 1987 |
|---|---|---|
| Juillet | | |
| Nombre de chèques | 85 412 | 90 431 |
| Montant ($) | 111 001 470 | 119 983 680 |
| Décembre | | |
| Nombre de chèques | 64 616 | 68 195 |
| Montant ($) | 39 009 450 | 44 605 660 |
| **Total** | | |
| **Nombre de chèques** | **150 028** | **158 626** |
| **Montant ($)** | **150 010 920** | **164 589 340** |

Source: CCQ, mai 1988.

(1) Tous les groupes de salariés qui ne sont pas soumis à ce règlement sont spécifiés à la section XX du décret de la construction (c.R-20, r. 5).

### *Régime d'assurance collective*

Les salariés de l'industrie de la construction peuvent bénéficier de trois régimes d'assurance: un régime d'assurance-vie, d'assurance-salaire et d'assurance-maladie. Pour qu'un salarié de l'industrie soit couvert par ces régimes, il doit remplir certains critères d'admissibilité reliés à une durée de travail minimale dans une période de temps prédéterminée. Le coût de ces trois régimes est à la charge de l'employeur. Toutefois, le travailleur qui n'a pas accumulé un nombre d'heures suffisant pour être assuré, peut le devenir en versant une cotisation dite volontaire ou supplémentaire. De plus, depuis 1980, les électriciens se sont dotés d'un régime d'assurance supplémentaire.

Depuis le 1er mai 1987, la contribution de l'employeur au régime d'assurance est établie à 0,35 $ pour chaque salarié par heure travaillée, soit une augmentation de 0,05 $ par rapport à l'ancien taux de contribution.

En 1987, le montant total des contributions d'employeurs et des cotisations volontaires versés aux régimes d'assurance s'élève à 38,2 millions $. Lorsqu'on ajoute à cela les revenus de placements et les contributions des employeurs aux régimes d'assurance supplémentaire, le montant passe à 43,4 millions $.

Enfin, l'examen du montant des réclamations pour les divers types d'assurance (Tableau 3-15) nous laisse voir une augmentation de 8,6 % du montant des prestations en 1987. Celle-ci est attribuable aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-salaire. Premièrement, au niveau de l'assurance-maladie, on constate une augmentation de 8,7 % du montant des réclamations suite à une hausse du nombre de réclamants et à la croissance de la somme moyenne payée par réclamant. Le même scénario se reproduit au niveau de l'assurance-salaire. Cette fois-ci, on note une croissance importante du côté des indemnités mensuelles. Le montant moyen versé par réclamant passe de 8 793 $ en 1986 à 9 412 $ en 1987, soit une augmentation de 7 %. De plus, le nombre de réclamants croît de 23 % pour s'établir à 505 réclamants au 31 décembre 1987. Ces résultats portent le montant total des réclamations à long terme vers une progression de près de 32 %. À l'inverse, le montant des réclamations en assurance-vie connaît une diminution de 17,8 % suite, en partie, à une baisse de 11,4 % du nombre de réclamants.

Tableau 3-15

**Montant des réclamations pour les divers types d'assurance en 1986 et 1987 (régime de base)**

| Type | 1986 | 1987 |
|---|---|---|
| Assurance-vie ($) | 4 392 000 | 3 608 500 |
| Assurance-maladie ($) | 12 158 300 | 13 211 300 |
| Assurance-salaire | | |
| Indemnités hebdomadaires ($) | 5 772 000 | 6 600 300 |
| Indemnités mensuelles ($) | 3 614 100 | 4 753 200 |
| **Total** | **25 936 400** | **28 173 300** |

Source: CCQ, mai 1988.

### *Régime supplémentaire de rentes*

Le coût du régime supplémentaire de rentes est assumé tant par les employeurs que par les salariés. Au 1er mai 1987, le taux de contribution par heure travaillée est passé de 0,50 $ à 0,70 $ pour l'employeur et de 0,50 $ à 0,75 $ pour les salariés. Ces hausses substantielles des cotisations et contributions ont, bien sûr, un effet important sur les sommes recueillies pour les avantages sociaux au cours de 1987.

Les peintres, les calorifugeurs et les électriciens jouissent d'un régime complémentaire de retraite en plus du régime de base. Ceci signifie que les taux de cotisation chez ces travailleurs sont plus élevés que les taux appliqués aux autres métiers. Soulignons, qu'en date du 1er mai 1987, les peintres voient leur taux de cotisation passer de 0,70 $ à

0,95 $ par heure travaillée. Du côté des calorifugeurs et des électriciens, le taux de cotisation varie en fonction du statut professionnel: les apprentis de ces deux métiers connaissent un taux de 0,75 $ l'heure alors que le taux d'un compagnon calorifugeur s'élève à 1,38 $ pour chaque heure travaillée. Quant au compagnon électricien, le taux de cotisation est établi selon la spécialité. En guise d'exemple, un salarié oeuvrant à titre d'électricien régulier doit verser 1,30 $ l'heure comparativement à un électricien sur un chantier de pipe-line dont le taux de cotisation est de 1,52 $.

Les fonds du compte général, qui reçoit les contributions et les cotisations au régime de base, s'élèvent à 1 427 millions $ au 31 décembre 1987. Les cotisations supplémentaires des électriciens et des peintres sont déposées au compte complémentaire dont l'actif s'élève à 79 millions $ à la fin de 1987. Quant aux fonds du compte de retraités, ils totalisent 517 millions $ en 1987.

Le nombre de prestataires de rentes mensuelles a augmenté de près de 8 % en 1987 par rapport à 1986, pour s'établir à 27 975 (Tableau 3-16). Le montant des prestations mensuelles a également augmenté; il se situe à 82,3 millions $, soit une augmentation de près de 16 %. Le nombre et le montant des prestations forfaitaires suivent une tendance normale. Signalons en terminant que l'actif de la caisse de retraite est de plus de 2 milliards $ au 31 décembre 1987.

Tableau 3-16

**Montant et nombre de réclamations relatifs au régime supplémentaire de rentes 1986 et 1987 (régime de base)**

| Type | 1986 | | 1987 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Montant (millions $) | Nombre | Montant (millions $) |
| Prestations mensuelles de rentes | 25 980 | 71,1 | 27 975 | 82,3 |
| Montants forfaitaires | 11 444 | 10,6 | 12 935 | 12,7 |

Source: CCQ, mai 1988.

# Annexes

## Annexe 1

### *Sources et définitions*

### A- Le recensement permanent des salariés et des employeurs est alimenté par trois sources principales:

1. les registres de la Commission de la construction du Québec sur l'identification des salariés et des employeurs de la construction;
2. les rapports mensuels des employeurs à la Commission;
3. les dossiers des ministères du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pour les salariés dont le métier est couvert par le Règlement numéro 1 édicté en application de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.*

### B- Définition des principaux termes employés:

### *1. Construction*

Nous nous en tenons à la définition donnée à l'article 1 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction** et des dit qui en découlent, c'est-à-dire:

– «Les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments, et d'ouvrage de génie civil, exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol».

– «En outre, le mot «construction» comprend l'installation, la réparation et l'entretien de machinerie et d'équipement, le travail exécuté en partie sur les lieux mêmes du chantier et en partie en atelier, le déménagement de bâtiments, les déplacements des salariés, le dragage, le gazonnement, la coupe et l'émondage des arbres et arbustes ainsi que l'aménagement de terrains de golf, mais uniquement dans les cas déterminés par règlement».

Toutefois, la construction ne comprend pas:

«1. (les) exploitations agricoles;

2. (les) travaux d'entretien et de réparation exécutés par des salariés permanents embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel;
3. (les) travaux de construction de canalisation d'eau, d'égouts, de pavages et de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des corporations municipales;
4. (les) travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés des entreprises minières;
5. (les) travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt qui sont exécutés par les salariés des entreprises d'exploitation forestière;
6. (les) travaux de construction de lignes de transport de force exécutés par les salariés de la Commission hydro-électrique du Québec;
7. (les) travaux de pose ou de montage du verre plat;
8. (les) travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par des salariés permanents embauchés directement par les commissions scolaires, les collèges et les établissements publics visés dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*;
9. (les) travaux de montage, de réparation et d'entretien de machinerie de bâtiments ainsi que l'installation, le montage, la réparation et l'entretien de machinerie de production à moins qu'ils ne soient effectués par des salariés de la construction à l'emploi d'employeurs professionnels.»

De plus, la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* n'assujettit pas l'artisan qui exécute des travaux de construction aux fins personnelles autres que commerciales et industrielles d'une personne physique; il en est de même de la construction en usine et des travaux exécutés par les Indiens sur leurs réserves.

---

* L.R.Q., chapitre R-20

### *2. Salarié*

«Tout apprenti, manoeuvre, ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié, compagnon ou commis, qui travaille pour un employeur et qui a droit à un salaire[1]».

### *3. Artisan*

«Une personne physique faisant affaires pour son propre compte, qui exécute elle-même, pour autrui et sans l'aide de salariés, des travaux de construction[1]».

### *4. Employeur*

«Quiconque, y compris le gouvernement du Québec, fait exécuter un travail par un salarié[1]».

### *5. Rapport mensuel*

Tout employeur régi par la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* et par tout règlement et décret qui en découlent doit s'enregistrer à la Commission de la construction du Québec et produire mensuellement un rapport de ses activités[2].

### *6. L'apprenti*

Tout salarié en cours d'apprentissage dans l'un des 23 métiers réglementés par la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction*[3]. L'apprentissage d'un de ces métiers est obligatoire pour celui qui veut le pratiquer et qui ne détient pas le certificat de qualification du métier ou l'équivalent. La Loi définit, entre autres, les modes d'admission des candidats, les règles de qualification et la rémunération des apprentis. Avec les compagnons (ceux qui détiennent un certificat ou une attestation d'expérience), les apprentis forment le groupe qu'il est convenu d'appeler les salariés qualifiés.

### *7. Salarié qualifié*

Tout salarié qui détient un certificat de qualification (compagnon) ou une attestation d'expérience (compagnon) ou encore un carnet d'apprentissage (apprenti), pour un des 23 métiers (voir plus loin la liste de ces métiers) de l'industrie de la construction, dont l'exercice est réglementé par la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*. Cette définition juridique ne signifie donc pas que celui qui exerce un métier non régi par la Loi est non spécialisé.

### *8. Salarié exerçant une occupation*

Tout autre salarié de la construction que le salarié qualifié (voir définition au paragraphe 7). Comprend notamment les salariés (manoeuvres, manoeuvres spécialisés, conducteurs de camions, etc.) qui occupent un des emplois communs ou particuliers à l'industrie de la construction.

### *9. Salaires*

Tous les salaires rapportés dans cette analyse comprennent la rémunération des heures régulières et supplémentaires selon les taux du décret, les primes s'il y a lieu, ainsi que les indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés. En 1987, ces indemnités représentaient 10 % des salaires gagnés (art. 20.06 du décret).

### *10. Heures travaillées*

Toutes les heures apparaissant au(x) rapport(s) mensuel(s) d'un employeur enregistré à la CCQ et pour lesquelles un montant de salaire a été rapporté.

### *11. Métier et/ou emploi travaillé*

Pour les fins de notre étude, toutes les heures travaillées et les gains sont compilés de la façon suivante lorsque le salarié a travaillé dans plus d'un métier et/ou emploi:

- dans le métier exigeant une qualification s'il a travaillé à la fois dans un métier et un emploi;
- dans le métier regroupant le plus grand nombre d'heures, s'il a travaillé dans plus d'un métier;
- dans le métier pour lequel le taux de salaire est plus élevé, s'il a travaillé le même nombre d'heures dans plus d'un métier;
- dans l'emploi pour lequel le taux de salaire est le plus élevé, s'il a travaillé le même nombre d'heures dans plus d'un emploi.

### *12. Manoeuvre (journalier)*

Toute personne qui exécute des travaux qui ne sont pas du ressort des travailleurs qualifiés de métiers, des apprentis, des travailleurs détenant une classification ou des manoeuvres spécialisés*.

### *13. Manoeuvre spécialisé*

Toute personne qui, entre autres,

a) exécute divers travaux relatifs aux métiers de la truelle, tels que:
   - le malaxage manuel ou mécanisé des ciments et des mortiers;
   - le sciage à l'aide de la scie à maçonnerie;
   - le montage et le démontage des échafaudages préfabriqués;
   - la remise des matériaux nécessaires aux salariés spécialisés de ces métiers;
   - l'exécution de différents travaux de nettoyage dans l'exercice de ses fonctions;

b) est affectée au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac et en sac;

c) opère une bouilloire portative pour fondre les bitumes devant servir de mordant, d'isolant ou d'imperméabilisation;

d) opère les foreuses du marteau pneumatique ou mécanique;

e) râcle des matériaux bitumeux pour la construction et la réparation des pavages;

f) est responsable de la mise en marche et du contrôle d'une unité (élément) de chauffage fixe et/ou mobile pour le séchage des agrégats ou le chauffage de l'asphalte;

g) opère toute unité de chauffage pour laquelle un certificat n'est pas nécessaire;

h) place le béton à l'aide d'un vibrateur;

i) opère une balance à plate-forme pour la pesée des chargements de camion;

j) pose des isolants rigides ou semi-rigides sauf dans les cas où ces isolants sont nécessaires pour les couvertures, la tuyauterie et les conduits, ainsi qu'à l'intérieur des murs et des cavités de maçonnerie;

k) pose le calfat*.

### *14. Région de domicile*

Toutes les statistiques, sauf indication contraire, sont basées sur la dernière région de domicile ou lieu de résidence connu des salariés. Voir l'annexe IV pour la définition des régions.

### *15. Arrondissement*

À cause de l'arrondissement des données, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100 %.

---

* Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, L.R.Q. 1981, c. R-20, r. 5, annexe B.

### *16. Nombre de périodes d'apprentissage et proportion apprenti-compagnon selon les métiers**

| *Métiers* | *Nombre de périodes (1 période = 2 000 h)* | *Proportion apprenti-compagnon* |
|---|---|---|
| Charpentier-menuisier | 3 | 1-5 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 3 | 1-5 |
| Grutier | 1 | 1-1 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 1 | 1-1 |
| Opérateur d'équipement lourd | 1 | 1-2 |
| Mécanicien de machines lourdes | 3 | 1-1 |
| Monteur d'acier de structure | 2 | 1-5 |
| Chaudronnier | 3 | 1-5 |
| Serrurier de bâtiment | 2 | 1-5 |
| Ferrailleur | 1 | 1-5 |
| Ferblantier | 3 | 1-2 |
| Couvreur | 1 | 1-4 |
| Peintre | 3 | 1-5 |
| Poseur de revêtements souples | 1 | 1-2 |
| Calorifugeur | 3 | 1-5 |
| Plâtrier | 3 | 1-5 |
| Cimentier-applicateur | 2 | 1-5 |
| Briqueteur-maçon | 3 | 1-5 |
| Carreleur | 3 | 1-5 |
| Mécanicien de chantier | 3 | 1-5 |
| Électricien | 4 | 1-2 |
| Tuyauteur | 4 | 1-2 |
| Mécanicien d'ascenseur | 5 | 1-1 |

### *17. Salaire de l'apprenti*

Les taux de salaire de l'apprenti tels qu'apparaissant dans le *Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction**, sont définis par rapport à celui du travailleur qualifié. Ce sont:

| | Période | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Durée totale** | **1ère** | **2e** | **3e** | **4e** | **5e** |
| 5 périodes | 50 % | 60 % | 70 % | 85 % | 85 % |
| 4 périodes | 50 % | 60 % | 70 % | 85 % | – |
| 3 périodes | 60 % | 70 % | 85 % | – | – |
| 2 périodes | 70 % | 85 % | – | – | – |
| 1 période | 85 % | – | – | – | – |

## C- Liste des secteurs, catégories et sous-catégories des licences délivrées par la R.E.C.Q.

### *1. Catégorie – Entrepreneur général*

a) Sous-catégories – Secteur A

Entrepreneur en construction et rénovation résidentielles, classe I
Entrepreneur en construction et rénovation résidentielles, classe II
Entrepreneur en rénovation, réparation et modification de bâtiments résidentiels
Entrepreneur en déplacement de bâtiments

b) Sous-catégories – Secteur B

Entrepreneur en construction et rénovation commerciales, industrielles et publiques, classe I
Entrepreneur en construction et rénovation commerciales et publiques, classe II

c) Sous-catégorie – Secteur C

Entrepreneur en travaux relatifs à l'industrie lourde

d) Sous-catégories – Secteur D

Entrepreneur en travaux de génie civil, classe I
Entrepreneur en travaux de génie civil, classe II
Entrepreneur en travaux de génie civil, classe III
Entrepreneur en travaux pour la génération d'électricité
Entrepreneur en travaux relatifs au transport d'énergie
Entrepreneur en travaux de canalisation
Autres

### *2. Catégorie – Entrepreneur spécialisé Entrepreneur artisan*

Sous-catégories:

Entrepreneur de pieux et fondations spéciales
Entrepreneur en montage-levage des éléments architecturaux et de charpentes
Entrepreneur en briquetage et maçonnerie
Entrepreneur en travaux de finition de béton
Entrepreneur en pose de marbre, granite, céramique et terrazzo
Entrepreneur en pose d'enduits calcaires et de systèmes intérieurs
Entrepreneur en construction de piscine
Entrepreneur en ferraillage
Entrepreneur en charpenterie et menuiserie
Entrepreneur en coffrage
Entrepreneur en parquetage et pose de revêtement de sol
Entrepreneur en serrurerie de bâtiment
Entrepreneur en vitrerie
Entrepreneur en chaudronnerie
Entrepreneur en revêtement métallique
Entrepreneur en ferblanterie
Entrepreneur en couverture
Entrepreneur en soudure
Entrepreneur en ventilation
Entrepreneur en isolation de bâtiments
Entrepreneur en calorifugeage
Entrepreneur en réfrigération
Entrepreneur en peinture
Entrepreneur en électronique
Entrepreneur en installation de dispositifs d'alarme
Entrepreneur en installation de matériel de protection contre l'incendie
Entrepreneur en construction d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques
Entrepreneur en mécanique de chantier
Entrepreneur de machineries lourdes
Entrepreneur en excavation et terrassement
Entrepreneur en pavage et asphaltage
Entrepreneur en démolition
Entrepreneur en électricité
Entrepreneur en tuyauterie
Autres

## D- Liste des catalogues de Statistique Canada qui traitent des entrepreneurs en construction

1. L'industrie des entreprises générales en construction domiciliaire; Catalogue 64-208 annuel
2. L'industrie des entreprises générales en construction non domiciliaire; Catalogue 64-207 annuel
3. L'industrie des entrepreneurs en gros travaux de génie; Catalogue 64-209 annuel
4. Les entrepreneurs de grande route, chemin, rue et pont; Catalogue 64-206 annuel
5. L'industrie des entrepreneurs en métiers spécialisés; Catalogue 64-210 annuel

## E- Lois modifiées ou abrogées par la *Loi sur le bâtiment*

### *1. Lois modifiées*

Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire (L.R.Q., chapitre C-64.01);

Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73);

Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., chapitre M-3);

Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4);

Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1);

Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (L.R.Q., chapitre M-15.3);

Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15);

Loi sur la prévention des incendies (L.R.Q., chapitre P-23);

Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26);

Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1);

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., chapitre R-6);

Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1);

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20);

Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3);

Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1).

### *2. Lois abrogées*

Loi sur les appareils sous pression (L.R.Q., chapitre A-20.01);

Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., chapitre D-10);

Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment (L.R.Q., chapitre E-1.1);

Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., chapitre I-12.1);

Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01);

Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., chapitre M-6);

Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1);

Loi concernant la réglementation municipale des édifices publics (L.R.Q., chapitre R-18).

## Annexe II

## Description des régions et sous-régions de domicile

**Commission de la construction du Québec**

| Régions* | Sous-régions | Principales villes |
|---|---|---|
| 10. Est-du-Québec (Bas-Saint-Laurent-Gaspésie) | 10. Îles-de-la-Madeleine | Cap-aux-Meules, Havre-aux-Maisons |
| | 11. Gaspé | Chandler, Gaspé, Murdochville |
| | 12. Ste-Anne-des-Monts | Cap-Chat, Ste-Anne-des-Monts |
| | 13. Bonaventure | Bonaventure, New Richmond, Paspébiac |
| | 14. Bas-St-Laurent | Amqui, Matane, Rimouski |
| 20. Saguenay-Lac-Saint-Jean | 20. Roberval | Chibougamau, Dolbeau, Roberval |
| | 21. Chicoutimi | Alma, Chicoutimi, Jonquière |
| 30. Québec | 15. Rivière-du-Loup | Cabano, Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles |
| | 30. Québec métropolitain | C.U.Q., Lévis, St-Romuald |
| | 31. Charlevoix | Baie St-Paul, Clermont, La Malbaie |
| | 32. Portneuf | Donnacona, St-Augustin, St-Raymond |
| | 33. Sud du Québec | La Pocatière, Montmagny, Ste-Marie |
| | 34. Chaudière | Beauceville, St-Georges, Thetford Mines |
| 40. Mauricie-Centre-du-Québec (Mauricie-Bois-Francs) | 40. Bois-Francs | Drummondville, Plessisville, Victoriaville |
| | 41. Mauricie | Cap-de-la-Madeleine, La Tuque, Trois-Rivières |
| 50. Estrie | 50. Cantons de l'Est | Asbestos, Magog, Sherbrooke |
| 60. Montréal | 65. Montréal métropolitain | C.U.M., Laval, Longueuil |
| 64. Sud-de-Montréal (Montérégie) | 60. Granby | Cowansville, Farnham, Granby |
| | 61. St-Jean | Iberville, St-Jean, St-Luc |
| | 62. St-Hyacinthe | Beloeil, Mont St-Hilaire, St-Hyacinthe |
| | 63. Richelieu | Contrecoeur, Sorel, Tracy |
| | 64. Beauharnois | Beauharnois, Châteauguay, Valleyfield |
| 69. Nord-de-Montréal (Laurentides-Lanaudière) | 67. Joliette | Joliette, L'Assomption, Repentigny |
| | 66. Terrebonne | Lachute, St-Eustache, Ste-Thérèse |
| | 70. Labelle | Maniwaki, Mont-Laurier |
| 70. Outaouais | 71. Hull | C.R.O., Pontiac, Thurso |
| 80. Nord-Ouest québécois (Abitibi-Témiscamingue) | 80. Rouyn-Noranda | Rouyn, Témiscamingue, Val d'Or |
| | 81. Abitibi | Amos, LaSarre, Senneterre |
| 84. Baie-James | 84. Baie-James | Municipalité de la Baie James |
| 90. Côte-Nord | 93. Saguenay | Baie Comeau, Hauterive, Tadoussac |
| | 91. Mingan | Port-Cartier, Schefferville, Sept-Îles |

* Les noms entre parenthèses indiquent les régions de la CCQ dont les désignations ont été modifiées en 1988 pour définir ces mêmes territoires.

## Annexe III

### Tableaux statistiques


T-1 Projets non résidentiels ayant généré une activité importante en 1987

T-2 Nombre de mises en chantier dans les municipalités de 10 000 habitants et plus, 1987-1986

T-3 Nombre d'employeurs actifs selon certains groupes, 1978-1987

T-4 Répartition des principaux groupes d'employeurs actifs selon le lieu du siège social, 1987

T-5 Répartition des employeurs selon le nombre de régions de travail et le lieu du siège social, 1987

T-6 Nombre de salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1978-1987

T-7 Pourcentage des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1978-1987

T-8 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile, 1978-1987

T-9 Pourcentage du nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile, 1978-1987

T-10 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de travail, 1978-1987

T-11 Salaires versés aux salariés de la construction selon la région de domicile, 1978-1987

T-12 Nombre de salariés actifs dans l'industrie de la construction, selon les sous-régions de domicile, 1983-1987

T-13 Nombre d'heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1983-1987

T-14 Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois, 1978-1987

T-15 Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois, 1978-1987

T-16 Salaires versés dans la construction selon le mois, 1978-1987

T-17 Répartition des salariés actifs dans la construction, selon la région de domicile et le statut professionnel, 1987

T-18 Répartition des salariés qualifiés de la construction, selon le métier, le statut professionnel, la moyenne des heures travaillées et le salaire annuel moyen, 1987

T-19 Évolution en pourcentage du nombre de salariés, selon le statut, 1978-1987

T-20 Évolution en pourcentage du nombre de salariés qualifiés, selon le métier, 1978-1987

T-21 Nombre de salariés qualifiés actifs dans la construction, par métier et par région de domicile, en 1987

T-22 I- Nombre de salariés actifs dans la construction, selon le mois et le statut professionnel, 1987

II- Indices des variations saisonnières de l'emploi selon le statut professionnel, 1987

T-23 I- Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois et le statut professionnel, 1987

II- Indices des variations saisonnières des heures travaillées selon le statut professionnel, 1987

T-24 Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois et la région de domicile, 1987

T-25 Indices des variations saisonnières de l'emploi selon la région de domicile des salariés, 1987

T-26 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et la région de domicile, 1987

T-27 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et la région de travail, 1987

T-28 Répartition des salariés actifs ayant travaillé moins de 500 heures, selon le statut professionnel, 1987

T-29 Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le nombre de mois de travail dans la construction, 1987

T-30 Répartition des compagnons actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987

T-31 Répartition des apprentis actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987

T-32 Répartition des salariés non qualifiés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987

T-33 Nombre de salariés actifs en 1987 selon le nombre d'années consécutives dans la construction et la région de domicile

T-34 Répartition des salariés actifs dans la construction pour certains métiers, selon les régions de travail et les salaires, 1987

T-35 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile et de travail, 1987

T-36 Répartition des salariés actifs dans la construction selon le nombre d'employeurs, le niveau d'heures travaillées et les salaires, 1987

T-37 Répartition des salariés actifs dans la construction selon le niveau des salaires, le métier et le statut professionnel, 1987

T-38 Répartition des salariés actifs et moyenne des heures travaillées selon l'âge et le statut professionnel, 1987

T-39 Taux de salaire horaire des salariés de la construction au Québec, quelques métiers

T-1

**Projets non résidentiels ayant généré une activité importante en 1987**

| Région-ville | Propriétaire | Type | Valeur (en millions) | Date début | Date fin |
|---|---|---|---|---|---|
| **Est-du-Québec** | | | | | |
| Ste-Flavie | Pêches & Océans Canada | Centre de recherche | 40,0 | Août 1984 | Septembre 1987 |
| Rimouski | Ville de Rimouski | Assainissement des eaux | 40,0 | Septembre 1985 | Septembre 1987 |
| Gaspé | Pêches et Océans Canada | Modernisation quai | 9,5 | Avril 1986 | Septembre 1987 |
| St-Pascal de Kamouraska | Hydro-Québec | Poste de transformation | 20,0 | Juin 1986 | Novembre 1987 |
| Mont St-Pierre | Ministère des Transports | Route 132 | 11,5 | Octobre 1986 | Début 1988 |
| **Saguenay-Lac-Saint-Jean** | | | | | |
| Jonquière | Abitibi Price | Modernisation d'usine | 120,0 | Mars 1985 | Décembre 1987 |
| Chicoutimi | Société immobilière du Québec | Palais de justice | 15,0 | Octobre 1985 | Juin 1987 |
| Dolbeau | Domtar | Modernisation d'usine | 78,0 | Octobre 1985 | Mai 1987 |
| La Baie | Alcan | Centre de coulée | 30,0 | Juin 1986 | Février 1988 |
| Jonquière | Alcan | Usine d'épaissement des boues | 32,0 | Juin 1986 | Décembre 1987 |
| **Québec** | | | | | |
| Clermont | Donohue Paper | Modernisation d'usine (machine 5) | 170,0 | Mai 1981 | Décembre 1988 |
| Ste-Foy | CUQ | Réseau d'intercepteurs | 13,0 | Juin 1984 | Septembre 1987 |
| Québec | Ministère des Affaires culturelles | Musée de la civilisation | 30,0 | Novembre 1984 | Novembre 1987 |
| Québec | Université Laval | Centre de recherche en foresterie | 12,0 | Août 1985 | Décembre 1987 |
| Québec | Société immobilière du Québec | Agrandissement de musée | 10,0 | Janvier 1986 | Décembre 1987 |
| St-Romuald-Lauzon | Ministère des Transports | Élargissement route 132 | 15,2 | Septembre 1986 | Octobre 1987 |
| Charlesbourg | Gestion Imm. Côté, Bélanger et Ass. | Édifice commercial "Complexe Quatre-Saisons" | 30,0 | Octobre 1986 | Décembre 1988 |
| Charlesbourg | Gestion Dicour | Hôtel | 15,0 | Décembre 1986 | Décembre 1987 |
| Ste-Foy | Institut national d'optique | Centre de recherche | 11,0 | Décembre 1986 | Novembre 1987 |
| Québec | Laurent Gagnon Inc. "Les Halles du Mail" | Édifice à bureaux | 20,0 | Décembre 1986 | Septembre 1987 |
| Ste-Foy | Cominar Inc. | Édifice à bureaux | 60,0 | Janvier 1987 | Juillet 1988 |
| **Mauricie-Centre-du-Québec** | | | | | |
| Bécancour | Péchiney | Aluminerie | 1 000,0 | Mars 1984 | Décembre 1987 |
| Bécancour | Oxychem Canada Inc. | Usine d'oxysynthèse | 50,0 | Août 1985 | Janvier 1988 |
| Bécancour | Hydrogénal Inc. | Usine | 45,0 | Avril 1986 | Décembre 1988 |
| Trois-Rivières | C.I.P. | Usine | 25,0 | Juin 1986 | Décembre 1987 |
| Cap-de-la-Madeleine | Ville de Cap-de-la-Madeleine | Assainissement des eaux | 19,4 | Septembre 1986 | Mars 1988 |
| Shawinigan | Consolidated Bathurst Div. Belgo | Agrandissement et modernisation d'usine | 7,2 | Septembre 1986 | Janvier 1988 |

T-1

**Projets non résidentiels ayant généré une activité importante en 1987** (suite 2)

| Région-ville | Propriétaire | Type | Valeur (en millions) | Date début | Date fin |
|---|---|---|---|---|---|
| Trois-Rivières | Multidev Immobilia Inc. | Complexe Commercial Place du Marché | 7,3 | Février 1987 | Décembre 1987 |
| Bécancour | Norsk Hydro | Usine | 400,0 | Février 1987 | Décembre 1988 |
| Shawinigan | Shawbec | Modernisation d'usine | 15,6 | Mars 1987 | Mars 1988 |
| Cap-de-la-Madeleine | Soc. Aluminium Reynold | Réfection d'usine | 30,0 | Juin 1987 | Décembre 1988 |
| **Estrie** | | | | | |
| Magog | QuéNord | Usine | 34,0 | Avril 1985 | Mars 1987 |
| Windsor | Domtar | Usine | 800,0 | Avril 1985 | Avril 1990 |
| Sherbrooke | Ville de Sherbrooke | Usine d'épuration et réseau d'intercepteurs | 67,0 | Avril 1985 | Août 1988 |
| Sherbrooke | Trust Général | Complexe commercial | 9,0 | Août 1986 | Août 1987 |
| Sherbrooke | Ministère des Transports | Route | 7,3 | Août 1985 | Août 1988 |
| **Sud-de-Montréal** | | | | | |
| Contrecoeur | Air Liquide | Usine | 50,0 | Juin 1986 | Avril 1988 |
| Bromont | Hyundai | Usine | 350,0 | Septembre 1986 | Octobre 1988 |
| Iberville | Hercules | Usine | 25,0 | Octobre 1986 | Novembre 1987 |
| St-Jean-sur-Richelieu | Oerlikon | Usine | 30,0 | Août 1986 | Août 1987 |
| Varennes | Petromart | Usine | 20,0 | Mai 1987 | Mai 1988 |
| Boucherville | Sogécor | Immeuble à vocations multiples | 25,0 | Mai 1987 | Décembre 1988 |
| Brossard | Ivanhoé | Agrandissement de centre commercial | 35,0 | Juillet 1987 | Août 1988 |
| **Montréal métropolitain** | | | | | |
| Longueuil | Groupe Mercille | Édifice à bureaux | 15,0 | Novembre 1986 | Septembre 1987 |
| Montréal-Est | Shell | Modernisation d'usine | 80,0 | Janvier 1987 | Décembre 1987 |
| Montréal | Les Cours Mont-Royal Inc. | Édifice à bureaux et commerces | 150,0 | Novembre 1985 | Octobre 1987 |
| Montréal | Les Coopérants | Édifice à bureaux et commerces | 100,0 | Novembre 1985 | Décembre 1988 |
| Montréal | Place Montréal-Trust | Édifice à bureaux et commerces | 125,0 | Mars 1986 | Mai 1988 |
| Montréal | Canderel-SNC Place Félix-Martin | Immeuble à bureaux (phase 1) | 21,0 | Septembre 1986 | Mars 1988 |
| Montréal | York-Hannover Centre Eaton | Centre commercial | 125,0 | Mai 1987 | Septembre 1989 |
| Montréal | R.I.O. | Mât du Stade Olympique | 117,0 | Juin 1985 | Décembre 1987 |
| Laval | Belcourt const. Ltée | Complexe industriel | 25,0 | Novembre 1986 | Décembre 1987 |
| Montréal | C.U.M. | Métro | 918,0 | 1971 | 1990 |
| Longueuil | Ville de Longueuil | Assainissement des eaux | 250,0 | Octobre 1984 | Juillet 1991 |
| Montréal | C.U.M. | Assainissement des eaux | 1 300,0 | 1974 | 1990 |

T-1

**Projets non résidentiels ayant généré une activité importante en 1987** (suite 3)

| Région-ville | Propriétaire | Type | Valeur (en millions) | Date début | Date fin |
|---|---|---|---|---|---|
| **Montréal métropolitain** (suite) | | | | | |
| Montréal | Monit International | Rénovation immeuble à bureaux | 40,0 | Mai 1987 | Juillet 1988 |
| Laval | Belcourt const. Ltée | Édifice à bureaux | 37,0 | Avril 1987 | Décembre 1987 |
| Montréal | Trizec corp. (Place Ville-Marie) | Rénovation immeuble à bureaux et commerces | 39,0 | Août 1986 | Décembre 1988 |
| **Nord-de-Montréal** | | | | | |
| Repentigny | Ville de Repentigny | Assainissement des eaux | 28,7 | Mars 1986 | Décembre 1987 |
| Mont-Laurier | Panneaux MDF | Usine | 45,0 | Août 1986 | Décembre 1987 |
| Boisbriand | General Motors | Modernisation d'usine | 450,0 | Novembre 1987 | Novembre 1988 |
| St-Michel | Lanofor | Usine de panneaux gauffrés | 63,0 | Juin 1987 | Décembre 1988 |
| St-Sauveur | Groupe Marine | Hôtel et résidences | 30,0 | Mai 1987 | Mai 1988 |
| St-Adèle | Hôtel Chanteclerc | Agrandissement d'hôtel et appartements | 12,0 | Août 1986 | Avril 1988 |
| **Outaouais** | | | | | |
| Hull | Société de construction des musées du Canada | Musée | 242,0 | Février 1984 | Mars 1989 |
| Gatineau | David Azriali | Agrandissement centre commercial | 30,0 | Juin 1986 | Août 1987 |
| Hull | Ministère des Transports | Nouvelle section autoroute 550 | 7,2 | Janvier 1987 | Novembre 1987 |
| Aylmer | 150780 Canada Ltée | Hôtel de Ville | 7,0 | Avril 1987 | Décembre 1987 |
| Gatineau | First City | Centre commercial | 10,0 | Juin 1987 | Juin 1988 |
| Buckingham | Erco industries Ltée | Usine | 48,0 | Août 1987 | Juin 1989 |
| Hull | Gestion immobilière Bergeron & Desjardins Inc. | Centre commercial | 8,0 | Août 1987 | Mars 1988 |
| **Nord-Ouest québécois** | | | | | |
| Noranda | Mines Hornes | Usine métallurgique | 20,0 | Juin 1986 | Décembre 1987 |
| Nord de Lassare | Inco-Golden pond | Usine | 75,0 | Juillet 1987 | Octobre 1988 |
| Noranda | Société Noranda | Usine de dépollution | 125,0 | Mai 1987 | Décembre 1989 |
| Parc Laverendrye | Ministère des Transports | Route 117 | 65,0 | Mai 1987 | Juin 1988 |
| Normetal | Inco Gold Knight | Ligne et poste d'énergie | 14,5 | Mai 1987 | Août 1988 |
| Villebois Selbaie | Ministère des Transports | Route | 6,0 | Juillet 1987 | Septembre 1988 |
| Radisson | Hydro-Québec | Poste | 31,2 | Juin 1986 | Mai 1989 |
| **Côte-Nord** | | | | | |
| Port-Cartier | Gouvernement fédéral | Pénitencier | 40,0 | Octobre 1985 | Mars 1989 |
| Baie Comeau | Ministère Énergie et Ressources | Route | 15,0 | Octobre 1985 | Décembre 1988 |
| Manic V | Hydro-Québec | Suréquipement | 800,0 | Juin 1986 | Décembre 1989 |
| Baie Comeau | Ville de Baie Comeau | Assainissement des eaux | 29,8 | Mars 1987 | Mars 1991 |
| Bersimis I | Hydro-Québec | Réfection de l'équipement | 50,0 | Juin 1987 | Juin 1992 |
| Bersimis II | Hydro-Québec | Réfection de l'équipement | 20,0 | Juin 1987 | Juin 1992 |

T-2

**Nombre de mises en chantier dans les municipalités de 10 000 habitants et plus, 1987-1986**

| Région | 1987 | 1986 | 1987/1986* |
|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 653 | 491 | +33,0 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 442 | 1 670 | -13,7 |
| Québec | 9 444 | 8 233 | +14,7 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 2 750 | 3 965 | -30,6 |
| Estrie | 2 590 | 2 326 | +11,3 |
| Montréal métropolitain | 42 026 | 28 523 | +47,3 |
| Sud-de-Montréal | 3 316 | 2 392 | +38,6 |
| Nord-de-Montréal | 1 525 | 1 560 | - 2,3 |
| (Grand Montréal) | (46 867) | (32 475) | (+44,3) |
| Outaouais | 2 263 | 2 622 | -13,7 |
| Nord-Ouest québécois | 731 | 655 | +11,6 |
| Côte-Nord | 66 | 222 | -70,3 |
| **Ensemble du Québec**** | **74 179** | **60 348** | **+22,9** |

* Variation annuelle en pourcentage.

** Le total comprend toutes les municipalités de la province.

Source: S.C.H.L., compilation CCQ, mai 1988.

T-3

**Nombre d'employeurs actifs* selon certains groupes, 1978-1987**

| | | | | | | | | | | 1987 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | Nombre | % |
| Travaux généraux | 4 312 | 4 338 | 4 108 | 4 014 | 3 553 | 3 833 | 4 049 | 4 140 | 4 461 | 5 097 | 30,9% |
| Charpenterie-menuiserie | 2 024 | 1 967 | 1 846 | 1 756 | 1 484 | 1 509 | 1 633 | 1 754 | 1 932 | 2 282 | 13,8% |
| Électricité | 1 672 | 1 718 | 1 731 | 1 731 | 1 598 | 1 659 | 1 695 | 1 741 | 1 731 | 1 887 | 11,4% |
| Excavation | 1 307 | 1 264 | 1 183 | 1 091 | 973 | 946 | 978 | 994 | 975 | 1 097 | 6,6% |
| Tuyauterie | 1 150 | 1 167 | 1 151 | 1 092 | 1 009 | 1 002 | 983 | 974 | 1 014 | 1 054 | 6,4% |
| Maçonnerie | 1 105 | 1 076 | 1 007 | 934 | 817 | 849 | 861 | 865 | 890 | 999 | 6,1% |
| Peinture | 936 | 912 | 873 | 812 | 744 | 724 | 722 | 757 | 784 | 887 | 5,4% |
| Autres | 3 651 | 3 352 | 3 069 | 2 993 | 2 687 | 2 819 | 2 716 | 2 818 | 2 879 | 3 205 | 19,4% |
| **Total** | **16 157** | **15 794** | **14 968** | **14 423** | **12 865** | **13 341** | **13 637** | **14 043** | **14 666** | **16 508** | **100,0%** |

* N'incluant pas les artisans.

Source: CCQ, mai 1988.

T-4

**Répartition des principaux groupes d'employeurs actifs* selon le lieu du siège social, 1987**

| Région | Travaux généraux | Charpenterie-menuiserie | Électricité | Excavation | Tuyauterie | Maçonnerie | Peinture | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 258 | 18 | 80 | 54 | 30 | 23 | 31 | 137 | 631 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 247 | 23 | 62 | 51 | 39 | 34 | 23 | 126 | 605 |
| Québec | 973 | 247 | 268 | 152 | 139 | 124 | 139 | 505 | 2 547 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 454 | 136 | 133 | 85 | 73 | 84 | 61 | 209 | 1 235 |
| Estrie | 247 | 110 | 74 | 73 | 48 | 35 | 39 | 121 | 747 |
| Montréal métropolitain | 851 | 380 | 395 | 158 | 275 | 216 | 207 | 724 | 3 206 |
| Sud-de-Montréal | 891 | 617 | 352 | 225 | 184 | 203 | 183 | 557 | 3 212 |
| Nord-de-Montréal | 864 | 664 | 396 | 218 | 197 | 226 | 155 | 616 | 3 336 |
| (Grand Montréal)[1] | (2 606) | (1 661) | (1 143) | (601) | (656) | (645) | (545) | (1 897) | (9 754) |
| Outaouais | 139 | 62 | 62 | 35 | 25 | 30 | 27 | 84 | 464 |
| Nord-Ouest québécois | 91 | 14 | 39 | 21 | 23 | 12 | 9 | 40 | 249 |
| Côte-Nord | 55 | 6 | 22 | 20 | 10 | 7 | 11 | 43 | 174 |
| Extérieur | 27 | 5 | 4 | 5 | 11 | 5 | 2 | 43 | 102 |
| **Ensemble du Québec** | **5 097** | **2 282** | **1 887** | **1 097** | **1 054** | **999** | **887** | **3 205** | **16 508** |

* N'incluant pas les artisans.

1. Somme des régions Montréal métropolitain, Sud-de-Montréal et Nord-de-Montréal.

Source: CCQ, mai 1988.

T-5

**Répartition des employeurs selon le nombre de régions de travail et le lieu du siège social, 1987**

| Région du siège social | Lieu de travail | | | | | | | Nombre d'entreprises |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Leur région exclusivement | Leur région et | | | Autres régions seulement | | | |
| | | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | |
| Est-du-Québec | 481 | 98 | 14 | 5 | 23 | 4 | 6 | 631 |
| Saguenay-Lac Saint-Jean | 386 | 140 | 22 | 21 | 21 | 2 | 13 | 605 |
| Québec | 1 783 | 471 | 63 | 77 | 100 | 6 | 47 | 2 547 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 852 | 225 | 36 | 24 | 67 | 15 | 16 | 1 235 |
| Estrie | 546 | 121 | 19 | 9 | 34 | 7 | 11 | 747 |
| Grand Montréal* | 7 561 | 1 710 | 114 | 68 | 250 | 23 | 28 | 9 754 |
| Outaouais | 346 | 99 | 6 | – | 8 | 2 | 3 | 464 |
| Nord-Ouest québécois | 183 | 50 | 7 | 1 | 4 | 3 | 1 | 249 |
| Côte-Nord | 114 | 53 | 4 | – | 2 | – | 1 | 174 |
| Extérieur | – | 1 | – | 1 | 53 | 29 | 18 | 102 |
| **Ensemble du Québec** | **12 252** | **2 968** | **285** | **206** | **562** | **91** | **144** | **16 508** |

* Comprend les régions du Montréal métropolitain, du Sud-de-Montréal et du Nord-de-Montréal.

Source: CCQ, mai 1988.

T-6

**Nombre de salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1978-1987**

| Région | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Non identifiée | 10 | – | 9 | 5 | 2 | – | – | 1 | – | – | |
| Est-du-Québec | 6 206 | 5 115 | 4 768 | 4 371 | 3 072 | 2 814 | 2 940 | 2 959 | 2 815 | 3 069 | + 9,0 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 7 566 | 6 309 | 6 235 | 5 710 | 4 213 | 3 993 | 4 522 | 4 525 | 4 593 | 4 854 | + 5,7 |
| Québec | 21 892 | 19 204 | 17 491 | 16 467 | 13 469 | 13 449 | 13 057 | 13 694 | 14 289 | 16 655 | +16,5 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 10 046 | 8 562 | 7 564 | 7 621 | 6 208 | 5 540 | 6 144 | 6 795 | 7 071 | 7 997 | +13,1 |
| Estrie | 4 063 | 3 599 | 3 205 | 2 924 | 2 170 | 2 240 | 2 772 | 3 224 | 4 004 | 4 708 | +17,6 |
| Montréal métropolitain | 41 146 | 35 195 | 33 058 | 31 271 | 27 360 | 24 832 | 24 680 | 27 672 | 30 340 | 35 341 | +16,5 |
| Sud-de-Montréal** | 7 590 | 6 464 | 5 976 | 8 335 | 6 884 | 6 519 | 6 486 | 7 559 | 8 502 | 10 966 | +29,0 |
| Nord-de-Montréal | 13 140 | 11 216 | 10 390 | 10 339 | 8 949 | 8 571 | 8 668 | 9 616 | 10 820 | 14 043 | +29,8 |
| (Grand Montréal) | (61 876) | (52 875) | (49 424) | (49 945) | (43 193) | (39 922) | (39 834) | (44 847) | (49 662) | (60 350) | (+21,5) |
| Outaouais | 3 976 | 2 951 | 2 605 | 2 523 | 2 067 | 2 124 | 2 766 | 3 041 | 2 863 | 3 131 | + 9,4 |
| Nord-Ouest québécois | 3 357 | 2 965 | 2 531 | 2 760 | 1 871 | 1 685 | 1 673 | 1 701 | 1 610 | 1 955 | +21,4 |
| Baie-James | 119 | 74 | 49 | 39 | 23 | 7 | 36 | 28 | 45 | 42 | - 6,7 |
| Côte-Nord | 3 579 | 3 237 | 2 933 | 2 334 | 1 744 | 1 955 | 2 378 | 2 048 | 1 743 | 1 808 | + 3,7 |
| Extérieur | 1 177 | 637 | 505 | 545 | 328 | 308 | 307 | 361 | 446 | 497 | +11,4 |
| **Ensemble du Québec** | **123 867** | **105 128** | **97 319** | **95 244** | **78 360** | **74 037** | **76 429** | **83 224** | **89 142** | **105 066** | **+17,9** |

* Variation annuelle en pourcentage.

** Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: CCQ, mai 1988.

T-7

**Pourcentage des salariés actifs dans la construction, selon la région de domicile, 1978-1987**

| Région | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 5,0 | 4,9 | 4,9 | 4,6 | 3,9 | 3,8 | 3,8 | 3,5 | 3,1 | 2,9 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 6,1 | 6,0 | 6,4 | 6,0 | 5,4 | 5,4 | 5,9 | 5,4 | 5,1 | 4,6 |
| Québec | 17,7 | 18,3 | 18,0 | 17,3 | 17,2 | 18,2 | 17,1 | 16,4 | 16,0 | 15,9 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 8,1 | 8,1 | 7,8 | 8,0 | 7,9 | 7,5 | 8,0 | 8,2 | 7,9 | 7,6 |
| Estrie | 3,3 | 3,4 | 3,3 | 3,1 | 2,8 | 3,0 | 3,6 | 3,9 | 4,5 | 4,5 |
| Montréal métropolitain | 33,2 | 33,5 | 34,0 | 32,8 | 34,9 | 33,5 | 32,3 | 33,2 | 34,0 | 33,6 |
| Sud-de-Montréal* | 6,1 | 6,1 | 6,1 | 8,8 | 8,8 | 8,8 | 8,5 | 9,1 | 9,5 | 10,4 |
| Nord-de-Montréal | 10,6 | 10,7 | 10,7 | 10,9 | 11,4 | 11,6 | 11,3 | 11,5 | 12,1 | 13,4 |
| (Grand Montréal) | (50,0) | (50,3) | (50,8) | (52,4) | (55,1) | (53,9) | (52,1) | (53,9) | (55,7) | (57,4) |
| Outaouais | 3,2 | 2,8 | 2,7 | 2,6 | 2,6 | 2,9 | 3,6 | 3,6 | 3,2 | 3,0 |
| Nord-Ouest québécois | 2,7 | 2,4 | 2,6 | 2,9 | 2,4 | 2,3 | 2,2 | 2,0 | 1,8 | 1,9 |
| Côte-Nord | 2,9 | 3,1 | 3,0 | 2,5 | 2,2 | 2,6 | 3,1 | 2,5 | 1,9 | 1,7 |
| Extérieur | 1,0 | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 |
| **Ensemble du Québec** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

* Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: CCQ, mai 1988.

T-8

**Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile, 1978-1987**
(en millions)

| Région | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Non identifiée | 0,004 | – | 0,004 | 0,005 | – | – | – | – | – | – | – |
| Est-du-Québec | 6,2 | 5,4 | 4,5 | 4,1 | 2,3 | 1,9 | 2,1 | 2,1 | 1,9 | 2,1 | +10,5 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 7,7 | 6,7 | 6,6 | 6,1 | 3,5 | 2,9 | 4,1 | 4,1 | 3,9 | 3,9 | – |
| Québec | 23,9 | 22,2 | 17,8 | 16,5 | 12,0 | 12,8 | 12,6 | 13,8 | 14,0 | 16,5 | +17,8 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 10,1 | 9,2 | 7,2 | 8,0 | 5,0 | 4,1 | 5,4 | 6,7 | 6,5 | 7,3 | +12,3 |
| Estrie | 3,6 | 3,6 | 3,0 | 2,6 | 1,5 | 1,8 | 2,4 | 3,1 | 3,9 | 4,8 | +23,1 |
| Montréal métropolitain | 43,4 | 38,5 | 36,7 | 37,2 | 30,1 | 25,4 | 26,2 | 30,4 | 32,6 | 38,6 | +18,4 |
| Sud-de-Montréal** | 7,2 | 6,6 | 5,8 | 8,6 | 6,1 | 6,1 | 6,5 | 7,7 | 8,6 | 11,1 | +29,1 |
| Nord-de-Montréal | 12,7 | 11,9 | 10,8 | 11,4 | 8,9 | 8,3 | 8,7 | 10,3 | 11,5 | 15,0 | +30,4 |
| (Grand Montréal) | (63,2) | (57,0) | (53,3) | (57,2) | (45,1) | (39,7) | (41,4) | (48,4) | (52,7) | (64,7) | (+22,8) |
| Outaouais | 2,9 | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 1,5 | 1,6 | 2,2 | 2,7 | 2,2 | 2,4 | + 9,1 |
| Nord-Ouest québécois | 3,2 | 2,6 | 2,4 | 2,7 | 1,5 | 1,2 | 1,4 | 1,5 | 1,2 | 1,5 | +25,0 |
| Baie-James | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | – | – | – | – | – | – | – |
| Côte-Nord | 3,3 | 3,4 | 3,0 | 2,1 | 1,5 | 1,7 | 2,3 | 1,6 | 1,3 | 1,5 | +15,4 |
| Extérieur | 0,6 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | +100,0 |
| **Ensemble du Québec** | **124,8** | **112,5** | **100,1** | **101,5** | **74,0** | **67,8** | **74,1** | **84,2** | **87,9** | **104,9** | **+19,3** |

* Variation annuelle en pourcentage.

** Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: CCQ, mai 1988.

T-9

**Pourcentage du nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile, 1978-1987**

| Région | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 5,0 | 4,8 | 4,5 | 4,0 | 3,1 | 2,8 | 2,8 | 2,5 | 2,2 | 2,0 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 6,2 | 6,0 | 6,6 | 6,0 | 4,7 | 4,3 | 5,5 | 4,9 | 4,4 | 3,7 |
| Québec | 19,1 | 19,7 | 17,8 | 16,3 | 16,2 | 18,9 | 17,0 | 16,4 | 15,9 | 15,7 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 8,1 | 8,2 | 7,2 | 7,9 | 6,8 | 6,0 | 7,3 | 7,9 | 7,4 | 7,0 |
| Estrie | 2,9 | 3,2 | 3,0 | 2,6 | 2,0 | 2,7 | 3,2 | 3,7 | 4,4 | 4,6 |
| Montréal métropolitain | 34,8 | 34,2 | 36,7 | 36,7 | 40,7 | 37,5 | 35,3 | 36,1 | 37,1 | 36,8 |
| Sud-de-Montréal* | 5,8 | 5,9 | 5,8 | 8,5 | 8,2 | 9,0 | 8,8 | 9,1 | 9,8 | 10,6 |
| Nord-de-Montréal | 10,2 | 10,6 | 10,8 | 11,2 | 12,0 | 12,2 | 11,7 | 12,2 | 13,1 | 14,3 |
| (Grand Montréal) | (50,6) | (50,7) | (53,2) | (56,4) | (60,9) | (58,6) | (55,9) | (57,5) | (59,9) | (61,7) |
| Outaouais | 2,3 | 1,9 | 1,9 | 1,9 | 2,0 | 2,3 | 3,0 | 3,2 | 2,5 | 2,3 |
| Nord-Ouest québécois | 2,6 | 2,3 | 2,4 | 2,7 | 2,0 | 1,8 | 1,9 | 1,8 | 1,4 | 1,4 |
| Baie-James | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Côte-Nord | 2,6 | 3,0 | 3,0 | 2,1 | 2,0 | 2,5 | 3,1 | 1,9 | 1,5 | 1,4 |
| Extérieur | 0,5 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 |
| **Ensemble du Québec** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

* Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: CCQ, mai 1988.

T-10

**Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de travail, 1978-1987**
(en millions)

| Région | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986*** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 4,1 | 3,8 | 3,0 | 2,4 | 1,8 | 1,8 | 2,3 | 2,4 | 2,0 | 2,0 | – |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 6,4 | 4,9 | 5,6 | 5,4 | 3,2 | 2,6 | 3,5 | 3,6 | 3,5 | 3,4 | - 2,9 |
| Québec | 17,3 | 16,4 | 12,6 | 11,6 | 9,7 | 11,3 | 10,6 | 11,7 | 11,8 | 13,9 | +17,8 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 8,8 | 8,0 | 5,7 | 6,8 | 4,1 | 3,3 | 4,5 | 5,9 | 5,5 | 5,7 | + 3,6 |
| Estrie | 3,1 | 3,3 | 2,7 | 2,1 | 1,3 | 1,6 | 2,2 | 2,9 | 4,1 | 5,6 | +36,6 |
| Montréal métropolitain | 45,0 | 39,3 | 38,7 | 43,6 | 36,9 | 31,1 | 32,3 | 37,5 | 39,5 | 45,4 | +14,9 |
| Sud-de-Montréal* | 6,1 | 5,5 | 4,7 | 4,8 | 3,2 | 3,5 | 4,0 | 5,3 | 6,2 | 9,2 | +48,4 |
| Nord-de-Montréal | 5,1 | 5,3 | 4,2 | 4,3 | 3,4 | 3,3 | 3,5 | 4,2 | 5,2 | 8,1 | +55,8 |
| (Grand Montréal) | (56,2) | (50,1) | (47,6) | (52,7) | (43,5) | (37,9) | (39,8) | (46,9) | (50,9) | (62,7) | (+23,2) |
| Outaouais | 3,5 | 2,4 | 2,0 | 2,2 | 1,7 | 1,8 | 2,3 | 2,8 | 2,4 | 2,6 | + 8,3 |
| Nord-Ouest québécois | 3,3 | 3,7 | 3,2 | 3,3 | 2,0 | 1,4 | 1,6 | 1,6 | 1,3 | 1,6 | +23,1 |
| Baie-James | 17,4 | 14,7 | 10,8 | 10,0 | 3,4 | 2,3 | 1,3 | 0,7 | 0,4 | 0,7 | +75,0 |
| Côte-Nord | 2,4 | 1,8 | 1,1 | 1,3 | 1,3 | 1,6 | 2,6 | 1,8 | 1,4 | 1,5 | + 7,1 |
| **Ensemble du Québec**** | **124,8** | **112,5** | **100,1** | **101,5** | **74,0** | **67,8** | **74,1** | **84,2** | **87,9** | **104,9** | **+19,3** |

* Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

** Ce total inclut les heures que nous ne pouvons identifier à une région donnée.

*** Variation annuelle en pourcentage.

Source: CCQ, mai 1988.

T-11

**Salaires versés aux salariés de la construction selon la région de domicile, 1978-1987**
(en millions de dollars)

| Région | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Non identifiée | 0,07 | – | 0,01 | 0,08 | – | – | – | – | – | – | – |
| Est-du-Québec | 72,2 | 66,4 | 64,8 | 64,9 | 38,6 | 34,4 | 39,3 | 40,3 | 36,4 | 42,4 | +16,5 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 87,5 | 79,5 | 87,1 | 88,3 | 56,1 | 50,9 | 78,7 | 77,4 | 76,4 | 79,4 | + 3,9 |
| Québec | 268,8 | 263,5 | 238,3 | 243,8 | 192,6 | 229,8 | 227,7 | 251,5 | 255,2 | 307,3 | +20,4 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 112,2 | 107,5 | 95,3 | 117,9 | 81,6 | 74,9 | 100,7 | 126,7 | 123,3 | 141,5 | +14,8 |
| Estrie | 39,8 | 40,9 | 38,6 | 36,3 | 23,8 | 32,4 | 42,2 | 54,5 | 69,2 | 88,6 | +28,0 |
| Montréal métropolitain | 486,3 | 453,2 | 480,7 | 530,8 | 465,6 | 434,3 | 456,9 | 546,3 | 583,9 | 705,1 | +20,7 |
| Sud-de-Montréal** | 79,5 | 75,8 | 75,1 | 124,0 | 95,4 | 106,3 | 115,4 | 140,9 | 156,9 | 205,1 | +30,7 |
| Nord-de-Montréal | 141,9 | 140,5 | 142,0 | 166,9 | 142,1 | 144,5 | 155,0 | 187,4 | 208,1 | 275,5 | +32,4 |
| (Grand Montréal) | (707,1) | (669,5) | (697,8) | (821,7) | (703,1) | (685,2) | (727,3) | (874,6) | (948,9) | (1 185,6) | (+24,9) |
| Outaouais | 31,3 | 25,4 | 24,1 | 27,4 | 23,5 | 26,9 | 36,8 | 46,7 | 38,8 | 43,0 | +10,8 |
| Nord-Ouest québécois | 37,8 | 31,8 | 32,3 | 39,0 | 24,5 | 21,0 | 26,5 | 28,0 | 24,0 | 29,9 | +24,6 |
| Baie-James | 1,3 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 0,6 | 0,2 | 0,3 | – | 0,4 | 0,5 | +25,0 |
| Côte-Nord | 39,7 | 44,6 | 42,9 | 33,9 | 25,9 | 31,4 | 44,9 | 30,9 | 24,7 | 30,2 | +22,3 |
| Extérieur | 7,0 | 3,2 | 2,6 | 3,9 | 1,9 | 1,6 | 2,0 | 2,2 | 2,6 | 3,7 | +42,3 |
| **Ensemble du Québec** | **1 405,3** | **1 333,6** | **1 325,1** | **1 478,3** | **1 171,9** | **1 188,6** | **1 326,5** | **1 533,1** | **1 600,0** | **1 952,2** | **+22,0** |

* Variation annuelle en pourcentage.

** Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie du Montréal métropolitain.

Source: CCQ, mai 1988.

T-12

**Nombre de salariés actifs dans l'industrie de la construction selon la sous-région de domicile, 1983-1987**

| Sous-régions | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|
| Îles-de-la-Madeleine | 188 | 171 | 201 | 201 | 212 |
| Gaspé | 362 | 398 | 353 | 355 | 374 |
| Ste-Anne des Monts | 200 | 253 | 225 | 179 | 204 |
| Bonaventure | 502 | 614 | 559 | 520 | 625 |
| Bas St-Laurent | 1 562 | 1 504 | 1 621 | 1 560 | 1 654 |
| Roberval | 589 | 578 | 546 | 584 | 646 |
| Chicoutimi | 3 404 | 3 944 | 3 979 | 4 009 | 4 208 |
| Rivière-du-Loup | 850 | 819 | 890 | 796 | 876 |
| Québec métropolitain | 6 588 | 6 370 | 6 696 | 6 941 | 7 893 |
| Charlevoix | 713 | 739 | 736 | 743 | 822 |
| Portneuf | 852 | 813 | 842 | 869 | 992 |
| Sud de Québec | 2 766 | 2 673 | 2 750 | 2 929 | 3 479 |
| Chaudière | 1 680 | 1 643 | 1 780 | 2 011 | 2 596 |
| Bois-Francs | 1 696 | 1 753 | 1 913 | 2 085 | 2 439 |
| Mauricie | 3 844 | 4 391 | 4 882 | 4 986 | 5 558 |
| Cantons-de-l'Est | 2 240 | 2 772 | 3 224 | 4 004 | 4 708 |
| Beauharnois | 2 143 | 2 065 | 2 406 | 2 662 | 3 333 |
| Rive-Sud | 5 436 | 5 533 | 6 388 | 7 112 | 8 731 |
| Granby | 1 241 | 1 208 | 1 407 | 1 572 | 2 246 |
| St-Jean | 1 223 | 1 220 | 1 388 | 1 603 | 2 084 |
| St-Hyacinthe | 1 240 | 1 268 | 1 441 | 1 612 | 2 008 |
| Richelieu | 672 | 725 | 917 | 1 053 | 1 295 |
| Montréal métropolitain | 15 285 | 15 104 | 16 870 | 18 327 | 20 772 |
| Laval | 4 111 | 4 043 | 4 414 | 4 901 | 5 838 |
| Joliette | 3 640 | 3 711 | 4 126 | 4 651 | 6 059 |
| Terrebonne | 4 504 | 4 495 | 5 070 | 5 722 | 7 446 |
| Labelle | 427 | 462 | 420 | 447 | 538 |
| Hull | 2 124 | 2 766 | 3 041 | 2 863 | 3 131 |
| Rouyn-Noranda | 1 208 | 1 777 | 1 214 | 1 136 | 1 352 |
| Abitibi | 477 | 496 | 487 | 474 | 603 |
| Baie-James | 7 | 36 | 28 | 45 | 42 |
| Saguenay | 1 279 | 1 422 | 1 121 | 937 | 941 |
| Mingan | 676 | 956 | 927 | 806 | 867 |
| Extérieur | 308 | 307 | 361 | 446 | 497 |
| **Ensemble du Québec** | **74 037** | **76 429** | **83 224** | **89 142** | **105 066** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-13

**Nombre d'heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction selon la sous-région de domicile, 1983-1987 (en milliers)**

| Sous-régions | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|
| Îles-de-la-Madeleine | 118 | 92 | 111 | 101 | 123 |
| Gaspé | 221 | 297 | 242 | 243 | 233 |
| Ste-Anne-des-Monts | 127 | 180 | 165 | 98 | 109 |
| Bonaventure | 319 | 422 | 375 | 342 | 433 |
| Bas-St-Laurent | 1 131 | 1 141 | 1 261 | 1 144 | 1 175 |
| Roberval | 399 | 438 | 383 | 401 | 646 |
| Chicoutimi | 2 457 | 3 692 | 3 722 | 3 490 | 4 208 |
| Rivière-du-Loup | 673 | 700 | 738 | 642 | 876 |
| Québec métropolitain | 6 851 | 6 560 | 7 211 | 7 355 | 8 416 |
| Charlevoix | 561 | 632 | 606 | 617 | 669 |
| Portneuf | 803 | 775 | 849 | 839 | 982 |
| Sud-de-Québec | 2 638 | 2 611 | 2 827 | 2 964 | 3 614 |
| Chaudière | 1 227 | 1 304 | 1 551 | 1 625 | 2 101 |
| Bois-Francs | 1 329 | 1 535 | 1 886 | 2 002 | 2 298 |
| Mauricie | 2 801 | 3 879 | 4 864 | 4 510 | 4 996 |
| Cantons de l'Est | 1 828 | 2 430 | 3 095 | 3 908 | 4 809 |
| Beauharnois | 2 045 | 2 134 | 2 486 | 2 662 | 3 401 |
| Rive-Sud | 5 640 | 5 922 | 7 074 | 7 826 | 9 562 |
| Granby | 1 125 | 1 190 | 1 379 | 1 481 | 2 143 |
| St-Jean | 1 179 | 1 246 | 1 424 | 1 633 | 2 171 |
| St-Hyacinthe | 1 247 | 1 342 | 1 573 | 1 700 | 2 124 |
| Richelieu | 480 | 591 | 881 | 1 123 | 1 247 |
| Montréal métropolitain | 15 147 | 15 636 | 18 052 | 19 096 | 22 303 |
| Laval | 4 599 | 4 597 | 5 229 | 5 710 | 6 728 |
| Joliette | 3 597 | 3 807 | 4 517 | 5 104 | 6 556 |
| Terrebonne | 4 383 | 4 599 | 5 429 | 6 079 | 8 036 |
| Labelle | 308 | 328 | 335 | 297 | 394 |
| Hull | 1 595 | 2 175 | 2 711 | 2 218 | 2 376 |
| Rouyn-Noranda | 879 | 1 089 | 1 132 | 926 | 1 116 |
| Abitibi | 313 | 356 | 359 | 329 | 422 |
| Baie-James | 9 | 19 | 13 | 24 | 25 |
| Saguenay | 1 257 | 1 550 | 969 | 741 | 831 |
| Mingan | 447 | 764 | 621 | 526 | 667 |
| Extérieur | 79 | 94 | 113 | 135 | 175 |
| **Ensemble du Québec** | **67 810** | **74 131** | **84 186** | **87 890** | **104 902** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-14

**Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois, 1978-1987**

| Mois | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 55 928 | 49 494 | 47 665 | 46 850 | 41 718 | 30 732 | 31 660 | 35 170 | 40 413 | 45 996 | +13,8 |
| Février | 58 159 | 48 604 | 46 856 | 46 811 | 40 527 | 29 998 | 34 465 | 36 987 | 42 160 | 45 444 | + 7,8 |
| Mars | 61 378 | 53 700 | 47 574 | 50 524 | 40 618 | 32 438 | 35 252 | 41 170 | 45 043 | 49 382 | + 9,6 |
| Avril | 69 314 | 60 796 | 52 436 | 57 402 | 43 513 | 37 621 | 39 368 | 45 478 | 50 983 | 59 250 | +16,2 |
| Mai | 81 705 | 72 789 | 65 271 | 68 654 | 51 401 | 45 089 | 48 132 | 54 488 | 55 106 | 69 795 | +26,6 |
| Juin | 89 611 | 80 239 | 70 135 | 71 749 | 53 134 | 50 626 | 54 756 | 59 515 | 59 260 | 74 670 | +26,0 |
| Juillet | 87 341 | 77 583 | 68 591 | 71 108 | 52 182 | 51 206 | 52 138 | 57 566 | 60 430 | 72 465 | +19,9 |
| Août | 90 389 | 81 251 | 75 301 | 75 349 | 54 433 | 54 194 | 57 784 | 63 270 | 68 945 | 80 472 | +16,7 |
| Septembre | 89 473 | 81 825 | 73 739 | 73 239 | 54 942 | 54 282 | 59 580 | 64 048 | 69 172 | 79 400 | +14,8 |
| Octobre | 85 422 | 80 716 | 74 656 | 71 673 | 54 196 | 54 079 | 58 181 | 64 352 | 68 914 | 79 098 | +14,8 |
| Novembre | 79 451 | 76 498 | 69 875 | 64 180 | 49 559 | 50 125 | 55 584 | 63 537 | 66 536 | 73 741 | +10,8 |
| Décembre | 65 052 | 61 887 | 59 692 | 54 869 | 42 590 | 44 640 | 49 303 | 53 291 | 56 082 | 63 867 | +13,9 |
| **Total** | **123 867** | **105 128** | **97 319** | **95 244** | **78 360** | **74 037** | **76 429** | **83 224** | **89 142** | **105 066** | **+17,9** |
| Écart (maximum-minimum) | 34 461 | 32 331 | 28 445 | 28 538 | 14 415 | 24 284 | 27 920 | 29 182 | 28 759 | 35 028 | +21,8 |
| Moyenne mensuelle | 76 102 | 68 782 | 62 649 | 62 701 | 48 234 | 44 586 | 48 017 | 53 239 | 56 920 | 66 132 | +16,2 |

* Variation annuelle en pourcentage.

Source: CCQ, mai 1988.

T-15

**Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois, 1978-1987**
(en millions)

| Mois | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 6,3 | 5,6 | 5,3 | 5,8 | 5,2 | 3,7 | 3,1 | 3,5 | 4,4 | 5,8 | +31,8 |
| Février | 7,7 | 6,3 | 6,3 | 5,9 | 5,2 | 3,7 | 4,1 | 4,6 | 5,3 | 5,8 | + 9,4 |
| Mars | 8,6 | 7,8 | 6,3 | 6,6 | 5,3 | 4,0 | 4,8 | 5,9 | 6,3 | 6,3 | – |
| Avril | 9,5 | 7,5 | 6,3 | 7,2 | 5,2 | 4,9 | 4,4 | 5,3 | 6,4 | 8,1 | +26,6 |
| Mai | 11,3 | 10,5 | 9,7 | 10,7 | 7,4 | 5,5 | 6,1 | 7,6 | 7,5 | 9,9 | +32,0 |
| Juin | 13,0 | 12,3 | 9,8 | 9,9 | 6,7 | 6,5 | 8,3 | 8,8 | 6,5 | 9,9 | +52,3 |
| Juillet | 9,9 | 7,6 | 6,7 | 7,4 | 6,0 | 5,6 | 4,5 | 5,1 | 5,3 | 6,3 | +18,9 |
| Août | 13,7 | 12,8 | 12,0 | 12,1 | 7,2 | 7,3 | 8,5 | 10,5 | 11,3 | 12,8 | +13,3 |
| Septembre | 14,0 | 12,3 | 10,0 | 10,2 | 7,1 | 7,5 | 9,1 | 8,5 | 9,1 | 10,7 | +17,6 |
| Octobre | 11,8 | 11,7 | 11,3 | 11,5 | 8,2 | 7,8 | 7,9 | 8,8 | 9,7 | 12,7 | +30,9 |
| Novembre | 11,5 | 11,3 | 10,5 | 8,6 | 6,3 | 6,3 | 7,7 | 10,1 | 10,3 | 9,9 | - 3,9 |
| Décembre | 7,6 | 6,9 | 5,9 | 5,8 | 4,2 | 5,1 | 5,7 | 5,4 | 5,6 | 6,6 | +17,9 |
| **Total** | **124,8** | **112,5** | **100,1** | **101,5** | **74,0** | **67,8** | **74,1** | **84,2** | **87,9** | **104,9** | **+19,3** |
| Écart (maximum-minimum) | 7,7 | 7,2 | 6,7 | 6,3 | 4,0 | 4,1 | 6,0 | 7,0 | 6,9 | 7,0 | + 1,4 |
| Moyenne mensuelle | 10,4 | 9,4 | 8,3 | 8,5 | 6,2 | 5,7 | 6,2 | 7,0 | 7,3 | 8,7 | +19,2 |

* Variation annuelle en pourcentage.

Source: CCQ, mai 1988.

T-16

**Salaires versés dans la construction selon le mois, 1978-1987**
(en millions de dollars)

| Mois | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1987/ 1986* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | 66,9 | 65,2 | 63,8 | 79,6 | 79,2 | 60,8 | 55,7 | 64,1 | 81,0 | 110,2 | +36,0 |
| Février | 82,1 | 73,5 | 76,9 | 81,0 | 79,1 | 60,9 | 73,9 | 82,8 | 98,7 | 110,3 | +11,7 |
| Mars | 92,0 | 91,0 | 78,1 | 89,9 | 80,6 | 67,1 | 85,5 | 105,9 | 116,5 | 118,9 | + 2,1 |
| Avril | 102,0 | 89,3 | 79,2 | 98,3 | 79,4 | 80,3 | 78,9 | 94,7 | 116,7 | 131,0 | +12,2 |
| Mai | 127,8 | 119,7 | 122,3 | 156,0 | 108,2 | 97,1 | 108,0 | 139,8 | 133,8 | 206,7 | +54,5 |
| Juin | 148,7 | 145,6 | 133,0 | 144,5 | 108,9 | 114,2 | 145,3 | 160,5 | 116,0 | 181,5 | +56,5 |
| Juillet | 114,2 | 94,1 | 95,4 | 110,8 | 97,4 | 101,0 | 80,7 | 94,3 | 94,7 | 117,2 | +23,7 |
| Août | 155,5 | 151,6 | 161,9 | 177,7 | 115,8 | 128,8 | 152,0 | 188,7 | 199,6 | 233,6 | +17,0 |
| Septembre | 159,9 | 146,1 | 136,3 | 151,0 | 116,3 | 132,5 | 162,5 | 154,4 | 167,8 | 197,8 | +17,8 |
| Octobre | 135,9 | 139,2 | 153,5 | 171,5 | 133,2 | 138,6 | 141,1 | 161,2 | 177,1 | 235,3 | +32,9 |
| Novembre | 131,0 | 134,0 | 142,1 | 128,1 | 102,6 | 112,3 | 136,0 | 185,0 | 190,1 | 184,3 | - 3,1 |
| Décembre | 89,3 | 83,5 | 82,5 | 89,9 | 71,3 | 95,0 | 106,9 | 101,5 | 107,8 | 125,2 | +16,1 |
| **Total** | **1 405,3** | **1 333,6** | **1 325,1** | **1 478,3** | **1 171,9** | **1 188,6** | **1 326,5** | **1 533,1** | **1 600,0** | **1 952,2** | **+22,0** |
| Écart (maximum-minimum) | 81,8 | 86,4 | 89,7 | 98,1 | 54,1 | 77,8 | 106,8 | 124,6 | 118,6 | 125,1 | + 5,5 |
| Moyenne mensuelle | 117,1 | 111,1 | 110,4 | 123,2 | 97,7 | 99,1 | 110,5 | 127,7 | 133,3 | 162,7 | +22,0 |

* Variation annuelle en pourcentage.

Source: CCQ, mai 1988.

T-17

**Répartition des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile et le statut professionnel, 1987**

| Région | Salariés qualifiés | | | Salariés exerçant une occupation | Total | Pourcentage par région |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnons | Apprentis | Total | | | |
| Est-du-Québec | 1 752 | 472 | 2 224 | 845 | 3 069 | 2,9 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 452 | 1 062 | 3 514 | 1 340 | 4 854 | 4,6 |
| Québec | 8 481 | 4 663 | 13 144 | 3 511 | 16 655 | 15,9 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 3 833 | 2 259 | 6 092 | 1 905 | 7 997 | 7,6 |
| Estrie | 2 020 | 1 697 | 3 717 | 991 | 4 708 | 4,5 |
| Montréal métropolitain | 14 942 | 10 603 | 25 545 | 9 796 | 35 341 | 33,6 |
| Sud-de-Montréal | 4 957 | 3 519 | 8 476 | 2 490 | 10 966 | 10,4 |
| Nord-de-Montréal | 6 226 | 4 402 | 10 628 | 3 415 | 14 043 | 13,4 |
| (Grand Montréal) | (26 125) | (18 524) | (44 649) | (15 701) | (60 350) | (57,4) |
| Outaouais | 847 | 1 279 | 2 126 | 1 005 | 3 131 | 3,0 |
| Nord-Ouest québécois | 894 | 525 | 1 419 | 536 | 1 955 | 1,9 |
| Baie-James | 5 | * | 6 | 36 | 42 | – |
| Côte-Nord | 839 | 279 | 1 118 | 690 | 1 808 | 1,7 |
| Extérieur | 189 | 22 | 211 | 286 | 497 | 0,5 |
| **Ensemble du Québec** | **47 869** | **30 351** | **78 220** | **26 846** | **105 066** | **100,0** |

* Ce chiffre n'est pas disponible à cause du nombre trop faible des effectifs.

Source: CCQ, mai 1988.

T-18

**Répartition des salariés qualifiés de la construction, selon le métier, le statut professionnel, la moyenne des heures travaillées et le salaire annuel moyen, 1987**

| | Salariés qualifiés | | | Moyenne des heures travaillées | | | Salaire annuel moyen | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnons | Apprentis | Total | Compagnons | Apprentis | Total | Compagnons | Apprentis | Total |
| Briqueteur-maçon | 2 425 | 1 646 | 4 071 | 978 | 825 | 916 | 19 958 | 11 606 | 16 681 |
| Calorifugeur | 529 | 160 | 689 | 1 267 | 770 | 1 152 | 28 240 | 11 798 | 24 422 |
| Carreleur | 448 | 441 | 889 | 1 225 | 956 | 1 091 | 24 419 | 13 196 | 18 852 |
| Charpentier-menuisier | 13 629 | 11 734 | 25 363 | 1 074 | 830 | 961 | 21 459 | 11 502 | 16 852 |
| Chaudronnier | 609 | 62 | 671 | 1 118 | 878 | 1 096 | 30 626 | 18 774 | 29 530 |
| Cimentier-applicateur | 764 | 649 | 1 413 | 1 153 | 823 | 1 001 | 22 046 | 11 939 | 17 404 |
| Couvreur | 1 109 | 1 107 | 2 219 | 1 033 | 666 | 850 | 19 947 | 11 020 | 15 488 |
| Électricien | 6 984 | 4 326 | 11 310 | 1 293 | 1 019 | 1 188 | 28 374 | 13 898 | 22 837 |
| Ferblantier | 2 174 | 1 036 | 3 210 | 1 286 | 959 | 1 180 | 27 204 | 14 155 | 22 993 |
| Ferrailleur | 644 | 137 | 781 | 1 124 | 617 | 1 035 | 21 715 | 10 180 | 19 692 |
| Grutier | 861 | 109 | 970 | 1 339 | 884 | 1 288 | 29 570 | 16 521 | 28 104 |
| Mécanicien d'ascenseur | 517 | 226 | 743 | 1 601 | 1 117 | 1 453 | 40 245 | 17 645 | 33 371 |
| Mécanicien de chantier | 983 | 266 | 1 249 | 1 205 | 897 | 1 139 | 30 427 | 16 008 | 27 356 |
| Mécanicien de machines lourdes | 174 | 19 | 193 | 1 268 | 668 | 1 209 | 28 130 | 11 444 | 26 487 |
| Monteur d'acier de structure | 1 498 | 550 | 2 048 | 1 170 | 802 | 1 071 | 26 962 | 13 836 | 23 437 |
| Opérateur d'équipement lourd | 3 639 | 700 | 4 339 | 966 | 766 | 934 | 18 129 | 12 921 | 17 289 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 1 263 | 130 | 1 393 | 1 166 | 757 | 1 127 | 22 938 | 13 005 | 22 011 |
| Peintre | 2 382 | 1 653 | 4 035 | 941 | 702 | 843 | 17 329 | 8 995 | 13 915 |
| Plâtrier | 608 | 804 | 1 412 | 939 | 639 | 768 | 18 044 | 8 242 | 12 463 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 672 | 819 | 1 491 | 1 158 | 862 | 996 | 23 050 | 11 514 | 16 714 |
| Poseur de revêtement souple | 322 | 153 | 475 | 954 | 635 | 851 | 16 770 | 9 639 | 14 473 |
| Serrurier en bâtiment | 343 | 212 | 555 | 1 239 | 864 | 1 096 | 24 586 | 13 362 | 20 299 |
| Tuyauteur | 5 292 | 3 412 | 8 704 | 1 378 | 1 147 | 1 288 | 31 514 | 17 740 | 26 115 |
| **Total** | **47 869** | **30 351** | **78 220** | **1 154** | **880** | **1 047** | **24 241** | **12 633** | **19 737** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-19

**Évolution en pourcentage du nombre de salariés, selon le statut, 1978-1987**

| Statut | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Apprentis | 13,5 | 13,6 | 13,3 | 13,0 | 12,5 | 12,1 | 13,8 | 18,6 | 22,6 | 28,9 |
| Compagnons | 48,3 | 54,0 | 55,9 | 56,7 | 58,2 | 58,5 | 57,4 | 53,9 | 49,8 | 45,6 |
| Total des salariés qualifiés | 61,8 | 67,6 | 66,2 | 69,7 | 70,8 | 70,6 | 71,1 | 72,5 | 72,4 | 74,4 |
| Total des occupations | 38,2 | 32,4 | 30,8 | 30,3 | 29,2 | 29,4 | 28,9 | 27,5 | 27,6 | 25,6 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-20

**Évolution en pourcentage du nombre de salariés qualifiés selon le métier, 1978-1987**

| Métier | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Briqueteur-maçon | 4,9 | 5,1 | 4,9 | 4,9 | 4,8 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 5,3 | 5,2 |
| Calorifugeur | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,2 | 1,3 | 1,0 | 1,1 | 1,0 | 0,9 |
| Carreleur | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 0,9 | 1,1 | 1,2 | 1,1 |
| Charpentier-menuisier | 30,3 | 30,6 | 29,7 | 28,8 | 27,3 | 28,6 | 28,8 | 28,7 | 29,2 | 32,4 |
| Chaudronnier | 0,9 | 0,9 | 1,1 | 1,1 | 1,3 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 1,0 | 0,9 |
| Cimentier-applicateur | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 1,7 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 1,8 |
| Couvreur | 1,5 | 1,9 | 2,1 | 2,3 | 2,4 | 2,5 | 2,8 | 3,1 | 3,0 | 2,8 |
| Électricien | 14,5 | 14,1 | 14,3 | 14,7 | 15,5 | 15,3 | 15,3 | 15,1 | 15,2 | 14,5 |
| Ferblantier | 3,8 | 3,6 | 3,8 | 4,0 | 4,4 | 4,2 | 4,2 | 4,6 | 4,4 | 4,1 |
| Ferrailleur | 1,1 | 1,1 | 1,2 | 1,4 | 1,3 | 1,1 | 1,4 | 1,3 | 1,0 | 1,0 |
| Grutier | 1,4 | 1,3 | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,4 | 1,5 | 1,4 | 1,2 |
| Mécanicien d'ascenseur | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,1 | 1,4 | 1,3 | 1,1 | 1,1 | 0,9 | 0,9 |
| Mécanicien de chantier | 1,2 | 1,2 | 1,4 | 1,5 | 1,6 | 1,5 | 1,6 | 1,7 | 1,6 | 1,6 |
| Mécanicien de machines lourdes | 2,1 | 1,9 | 1,7 | 1,4 | 0,8 | 0,6 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Monteur d'acier de structure | 2,5 | 2,5 | 2,7 | 2,8 | 2,8 | 2,5 | 2,8 | 2,9 | 3,0 | 2,6 |
| Opérateur d'équipement lourd | 8,6 | 8,7 | 8,4 | 8,0 | 7,2 | 7,0 | 7,1 | 6,6 | 5,8 | 5,5 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 1,8 |
| Peintre | 6,0 | 5,9 | 5,8 | 5,5 | 5,4 | 5,5 | 5,5 | 5,2 | 5,2 | 5,1 |
| Plâtrier | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,7 | 1,8 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 0,9 | 0,9 | 1,0 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,6 | 2,0 | 1,9 |
| Poseur de revêtement souple | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,6 |
| Serrurier en bâtiment | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| Tuyauteur | 10,9 | 10,7 | 10,9 | 11,3 | 12,3 | 12,0 | 11,8 | 11,4 | 11,3 | 11,1 |
| **Total des salariés qualifiés** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-21

**Nombre de salariés qualifiés actifs dans la construction, par métier et par région de domicile, 1987**

| Métiers \ Région de domicile | Est-du-Québec | Saguenay-Lac-Saint-Jean | Québec | Mauricie-Centre-du-Québec | Estrie | Montréal métro. | Sud-de-Montréal | Nord-de-Montréal | Outaouais | Nord-Ouest québécois | Côte-Nord | Extérieur | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Briqueteur-maçon | 87 | 181 | 500 | 340 | 195 | 1 581 | 451 | 530 | 114 | 45 | 23 | 24 | 4 071 |
| Calorifugeur | 11 | 43 | 127 | 48 | 21 | 281 | 18 | 110 | 20 | * | 6 | * | 689 |
| Carreleur | 7 | 18 | 180 | 33 | 66 | 458 | 31 | 66 | 5 | 5 | 11 | 9 | 889 |
| Charpentier-menuisier | 921 | 1 085 | 5 262 | 2 075 | 1 441 | 6 015 | 3 173 | 3 827 | 705 | 517 | 320 | 19 | 25 363 |
| Chaudronnier | 63 | 67 | 35 | 61 | 23 | 276 | 42 | 87 | * | 11 | 5 | * | 671 |
| Cimentier-applicateur | 29 | 33 | 213 | 97 | 43 | 687 | 104 | 128 | 27 | 14 | 17 | 21 | 1 413 |
| Couvreur | 53 | 67 | 286 | 227 | 101 | 807 | 241 | 283 | 105 | 21 | 19 | 6 | 2 216 |
| Électricien | 238 | 524 | 1 516 | 823 | 494 | 4 086 | 1 335 | 1 529 | 323 | 235 | 197 | 10 | 11 310 |
| Ferblantier | 43 | 151 | 494 | 219 | 122 | 1 280 | 284 | 455 | 95 | 31 | 24 | 12 | 3 210 |
| Ferrailleur | 42 | 41 | 119 | 85 | 30 | 285 | 45 | 77 | 17 | 15 | 23 | * | 781 |
| Grutier | 32 | 65 | 101 | 82 | 38 | 374 | 54 | 113 | 23 | 30 | 44 | 14 | 970 |
| Mécanicien d'ascenseur | * | 5 | 110 | 6 | 3 | 432 | 71 | 65 | 8 | * | * | 40 | 743 |
| Mécanicien de chantier | 59 | 117 | 100 | 211 | 51 | 305 | 193 | 134 | 12 | 30 | 32 | 5 | 1 249 |
| Mécanicien de machines lourdes | 19 | 9 | 38 | 12 | 6 | 55 | 18 | 25 | * | * | 7 | * | 193 |
| Monteur d'acier de structure | 97 | 142 | 306 | 190 | 58 | 660 | 162 | 203 | 43 | 86 | 97 | * | 2 048 |
| Opérateur d'équipement lourd | 214 | 270 | 920 | 427 | 243 | 822 | 560 | 558 | 115 | 102 | 101 | 5 | 4 339 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 46 | 115 | 305 | 126 | 90 | 217 | 175 | 184 | 49 | 49 | 36 | * | 1 393 |
| Peintre | 100 | 181 | 680 | 220 | 180 | 1 705 | 335 | 385 | 124 | 65 | 54 | 6 | 4 035 |
| Plâtrier | 10 | 43 | 285 | 65 | 71 | 592 | 128 | 159 | 43 | 11 | * | * | 1 412 |
| Poseur de systèmes intérieurs | * | 40 | 210 | 66 | 37 | 747 | 85 | 211 | 71 | 15 | * | * | 1 491 |
| Poseur de revêtement souple | 20 | 13 | 106 | 32 | 20 | 164 | 44 | 48 | 18 | 6 | * | * | 475 |
| Serrurier en bâtiment | * | 10 | 95 | 17 | 21 | 279 | 42 | 69 | 9 | * | 6 | * | 555 |
| Tuyauteur | 126 | 294 | 1 156 | 630 | 363 | 3 437 | 884 | 1 382 | 198 | 120 | 92 | 21 | 8 704 |
| **Total des salariés qualifiés** | **2 224** | **3 514** | **13 144** | **6 092** | **3 717** | **25 545** | **8 476** | **10 628** | **2 126** | **1 419** | **1 118** | **211** | **78 220** |

* Ce chiffre n'est pas disponible à cause du nombre trop faible des effectifs.

Source: CCQ, mai 1988.

T-22

**I - Nombre de salariés actifs dans la construction, selon le mois et le statut professionnel, 1987**

| Statut \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne mensuelle | Total des salariés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 26 767 | 26 606 | 28 610 | 33 306 | 36 915 | 37 647 | 36 260 | 38 860 | 38 392 | 38 166 | 35 792 | 31 688 | 34 084 | 47 869 |
| Apprentis | 10 581 | 10 383 | 11 405 | 13 822 | 17 681 | 20 263 | 19 920 | 23 133 | 22 745 | 22 755 | 21 417 | 18 636 | 17 728 | 30 351 |
| Autres salariés | 8 648 | 8 455 | 9 367 | 12 122 | 15 199 | 16 760 | 16 285 | 18 479 | 18 263 | 18 177 | 16 532 | 13 543 | 14 319 | 26 846 |
| **Total** | **45 996** | **45 444** | **49 382** | **59 250** | **69 795** | **74 670** | **72 465** | **80 472** | **79 400** | **79 098** | **73 741** | **63 867** | **66 132** | **105 066** |

**II - Indices des variations saisonnières de l'emploi, selon le statut professionnel, *1987**

| Statut \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Écarts en points (max. – min.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 78,5 | 78,1 | 83,9 | 97,7 | 108,3 | 110,5 | 106,4 | 114,0 | 112,6 | 112,0 | 105,0 | 93,0 | 35,9 |
| Apprentis | 59,7 | 58,6 | 64,3 | 78,0 | 99,7 | 114,3 | 112,4 | 130,5 | 128,3 | 128,3 | 120,8 | 105,1 | 71,9 |
| Autres salariés | 60,4 | 59,0 | 65,4 | 84,7 | 106,1 | 117,0 | 113,7 | 129,1 | 127,5 | 126,9 | 115,5 | 94,6 | 70,1 |
| **Total** | **43,8** | **43,3** | **47,0** | **56,4** | **66,4** | **71,1** | **69,0** | **76,6** | **75,6** | **75,3** | **70,2** | **60,8** | **33,3** |

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne mensuelle de chaque statut, ramenée à l'indice 100.

Source: CCQ, mai 1988.

T-23

**I - Nombre d'heures travaillées dans la construction, selon les mois et le statut professionnel, 1987**
(en milliers)

| Statut \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne mensuelle | Total des heures |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 3 500 | 3 509 | 3 768 | 4 672 | 5 408 | 5 091 | 3 163 | 6 306 | 5 267 | 6 259 | 4 937 | 3 344 | 4 602 | 55 224 |
| Apprentis | 1 264 | 1 261 | 1 387 | 1 805 | 2 355 | 2 542 | 1 553 | 3 531 | 2 903 | 3 494 | 2 773 | 1 838 | 2 225 | 26 704 |
| Autres salariés | 1 084 | 1 082 | 1 182 | 1 588 | 2 150 | 2 226 | 1 590 | 2 977 | 2 493 | 2 958 | 2 244 | 1 401 | 1 915 | 22 974 |
| **Total** | **5 847** | **5 851** | **6 337** | **8 065** | **9 913** | **9 859** | **6 306** | **12 814** | **10 663** | **12 710** | **9 954** | **6 583** | **8 742** | **104 902** |

**II - Indices des variations saisonnières des heures travaillées, selon le statut professionnel, *1987**

| Statut \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Écarts en points (max. – min.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnons | 76,1 | 76,2 | 81,9 | 101,5 | 117,5 | 110,6 | 68,7 | 137,0 | 114,4 | 136,0 | 107,3 | 72,7 | 64,3 |
| Apprentis | 56,8 | 56,7 | 62,3 | 81,1 | 105,8 | 114,2 | 69,8 | 158,7 | 130,5 | 157,0 | 124,6 | 82,6 | 102,0 |
| Autres salariés | 56,6 | 56,5 | 61,7 | 82,9 | 112,3 | 116,2 | 83,0 | 155,5 | 130,2 | 154,5 | 117,2 | 73,2 | 99,0 |
| **Total** | **66,9** | **66,9** | **72,5** | **92,3** | **113,4** | **112,8** | **72,1** | **146,6** | **122,0** | **145,4** | **113,9** | **75,3** | **79,7** |

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne mensuelle de chaque statut, ramenée à l'indice 100.

Source: CCQ, mai 1988.

T-24

**Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois et la région de domicile, 1987**

| Région \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne mensuelle | Total des salariés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 627 | 578 | 632 | 1 017 | 1 613 | 1 815 | 1 729 | 2 029 | 1 958 | 1 999 | 1 706 | 1 333 | 1 420 | 3 069 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 080 | 1 936 | 1 953 | 2 286 | 2 790 | 2 986 | 2 798 | 3 216 | 3 266 | 3 157 | 2 852 | 2 394 | 2 643 | 4 854 |
| Québec | 6 844 | 6 635 | 7 357 | 9 282 | 11 636 | 12 586 | 12 266 | 13 109 | 12 826 | 12 739 | 11 539 | 9 671 | 10 541 | 16 655 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 2 910 | 2 894 | 3 153 | 4 257 | 5 337 | 5 776 | 5 423 | 6 155 | 6 069 | 6 043 | 5 429 | 4 592 | 4 836 | 7 997 |
| Estrie | 2 067 | 2 041 | 2 215 | 2 807 | 3 343 | 3 527 | 3 449 | 3 763 | 3 669 | 3 646 | 3 486 | 2 875 | 3 074 | 4 708 |
| Montréal métro. | 17 795 | 17 832 | 19 155 | 21 751 | 24 124 | 25 520 | 24 787 | 27 636 | 27 354 | 27 232 | 26 030 | 23 269 | 23 540 | 35 341 |
| Sud-de-Montréal | 4 601 | 4 571 | 5 139 | 6 271 | 7 305 | 7 799 | 7 735 | 8 658 | 8 480 | 8 562 | 8 083 | 7 058 | 7 022 | 10 966 |
| Nord-de-Montréal | 6 570 | 6 588 | 7 263 | 8 408 | 9 693 | 10 438 | 10 120 | 11 126 | 10 902 | 10 848 | 10 273 | 8 974 | 9 267 | 14 043 |
| (Grand Montréal) | (28 966) | (28 991) | (31 557) | (36 430) | (41 122) | (43 757) | (42 642) | (47 420) | (46 736) | (46 642) | (44 386) | (39 301) | (39 829) | (60 350) |
| Outaouais | 1 209 | 1 132 | 1 211 | 1 551 | 1 889 | 1 903 | 1 817 | 2 037 | 1 996 | 1 896 | 1 737 | 1 421 | 1 650 | 3 131 |
| Nord-Ouest québécois | 601 | 531 | 550 | 702 | 937 | 1 067 | 1 142 | 1 347 | 1 383 | 1 445 | 1 333 | 1 209 | 1 021 | 1 955 |
| Baie-James | * | * | 15 | 6 | 13 | 27 | 23 | 23 | 13 | * | * | 13 | 11 | 36 |
| Côte-Nord | 539 | 543 | 568 | 719 | 906 | 1 015 | 1 010 | 1 185 | 1 268 | 1 302 | 1 110 | 926 | 924 | 1 808 |
| Extérieur | 150 | 161 | 170 | 191 | 207 | 206 | 161 | 184 | 212 | 222 | 158 | 127 | 179 | 497 |
| **Ensemble du Québec**** | **45 996** | **45 444** | **49 382** | **59 250** | **69 795** | **74 670** | **72 465** | **80 472** | **79 400** | **79 098** | **73 741** | **63 867** | **66 132** | **105 066** |

* Ce chiffre n'est pas disponible à cause du nombre trop faible des effectifs.

** Le total inclut les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile.

Source: CCQ, mai 1988.

T-25

**Indices des variations saisonnières de l'emploi, selon la région de domicile des salariés**, 1987**

| Région \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Écarts des points (max. – min.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 44,0 | 40,7 | 44,5 | 71,6 | 113,6 | 127,8 | 121,8 | 142,9 | 137,9 | 140,8 | 120,1 | 93,9 | 102,2 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 78,7 | 73,2 | 73,9 | 86,5 | 105,6 | 113,0 | 105,9 | 121,7 | 123,6 | 119,4 | 107,9 | 90,6 | 50,4 |
| Québec | 64,9 | 62,9 | 69,8 | 88,1 | 110,4 | 119,4 | 116,4 | 124,4 | 121,7 | 120,9 | 109,5 | 91,7 | 61,5 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 60,2 | 59,8 | 65,2 | 88,0 | 110,4 | 119,4 | 112,1 | 127,3 | 125,5 | 125,0 | 112,3 | 95,0 | 67,5 |
| Estrie | 67,2 | 66,4 | 72,1 | 91,3 | 108,8 | 114,7 | 112,2 | 122,4 | 119,4 | 118,6 | 113,4 | 93,5 | 56,0 |
| Montréal métro. | 75,6 | 75,8 | 81,4 | 92,4 | 102,5 | 108,4 | 105,3 | 117,4 | 116,2 | 115,7 | 110,6 | 98,8 | 41,8 |
| Sud-de-Montréal | 65,5 | 65,1 | 73,2 | 89,3 | 104,0 | 111,1 | 110,2 | 123,3 | 120,8 | 121,9 | 115,1 | 100,5 | 58,2 |
| Nord-de-Montréal | 70,9 | 71,1 | 78,4 | 90,7 | 104,6 | 112,6 | 109,2 | 120,1 | 117,6 | 117,1 | 110,9 | 96,8 | 49,2 |
| (Grand Montréal) | (72,7) | (72,8) | (79,2) | (91,5) | (103,2) | (109,9) | (107,1) | (119,1) | (117,3) | (117,1) | (111,4) | (98,7) | (46,4) |
| Outaouais | 73,3 | 68,6 | 73,4 | 94,0 | 114,5 | 115,3 | 110,1 | 123,5 | 121,0 | 114,9 | 105,3 | 86,1 | 54,9 |
| Nord-Ouest québécois | 58,9 | 52,0 | 53,9 | 68,8 | 91,8 | 104,5 | 111,9 | 131,9 | 135,5 | 141,5 | 130,6 | 118,4 | 89,5 |
| Baie-James | * | * | 136,4 | 54,5 | 118,2 | 245,5 | 209,1 | 209,1 | 118,2 | * | * | 118,2 | 127,3 |
| Côte-Nord | 58,3 | 58,8 | 61,5 | 77,8 | 98,1 | 109,8 | 109,3 | 128,2 | 137,2 | 140,9 | 120,1 | 100,2 | 82,6 |
| Extérieur | 83,8 | 89,9 | 95,0 | 106,7 | 115,6 | 115,1 | 89,9 | 102,8 | 118,4 | 124,0 | 88,3 | 70,9 | 40,2 |
| **Ensemble du Québec** | **69,6** | **68,7** | **74,7** | **89,6** | **105,5** | **112,9** | **109,6** | **121,7** | **120,1** | **119,6** | **111,5** | **96,6** | **53,0** |

* Ce chiffre n'est pas disponible à cause du nombre trop faible des effectifs.

** Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne de chaque région, ramenée à l'indice 100.

Source: CCQ, mai 1988.

T-26

**Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon le mois et la région de domicile, 1987**
(en milliers)

| Région \ Mois | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 66 | 65 | 70 | 107 | 209 | 220 | 166 | 305 | 242 | 288 | 214 | 120 | 2 073 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 273 | 269 | 255 | 274 | 336 | 356 | 247 | 458 | 418 | 461 | 354 | 234 | 3 936 |
| Québec | 861 | 839 | 909 | 1 224 | 1 626 | 1 682 | 1 070 | 2 076 | 1 711 | 2 040 | 1 516 | 956 | 16 511 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 342 | 344 | 370 | 523 | 716 | 735 | 441 | 930 | 800 | 944 | 698 | 451 | 7 294 |
| Estrie | 259 | 251 | 275 | 377 | 478 | 467 | 288 | 597 | 497 | 580 | 453 | 285 | 4 809 |
| Montréal métro. | 2 325 | 2 365 | 2 567 | 3 139 | 3 578 | 3 464 | 2 197 | 4 511 | 3 767 | 4 523 | 3 650 | 2 507 | 38 593 |
| Sud-de-Montréal | 586 | 582 | 638 | 843 | 1 042 | 1 026 | 648 | 1 403 | 1 127 | 1 383 | 1 092 | 716 | 11 086 |
| Nord-de-Montréal | 844 | 858 | 963 | 1 206 | 1 426 | 1 398 | 876 | 1 819 | 1 479 | 1 760 | 1 416 | 942 | 14 987 |
| (Grand Montréal) | (3 756) | (3 804) | (4 167) | (5 188) | (6 045) | (5 889) | (3 721) | (7 732) | (6 373) | (7 667) | (6 158) | (4 165) | (64 666) |
| Outaouais | 142 | 133 | 136 | 182 | 245 | 230 | 158 | 299 | 240 | 269 | 212 | 131 | 2 376 |
| Nord-Ouest québécois | 66 | 58 | 62 | 77 | 111 | 125 | 105 | 201 | 190 | 228 | 184 | 131 | 1 538 |
| Baie-James | – | – | 2 | – | 2 | 5 | 5 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 | 25 |
| Côte-Nord | 68 | 74 | 75 | 94 | 128 | 134 | 94 | 195 | 174 | 212 | 153 | 97 | 1 498 |
| Extérieur | 13 | 13 | 16 | 17 | 16 | 14 | 9 | 15 | 17 | 21 | 12 | 10 | 175 |
| **Ensemble du Québec*** | **5 847** | **5 851** | **6 337** | **8 065** | **9 913** | **9 859** | **6 306** | **12 813** | **10 663** | **12 710** | **9 954** | **6 583** | **104 902** |

* Le total inclut les heures travaillées par les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile.

Source: CCQ, mai 1988.

T-27

**Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon le mois et la région de travail, 1987**

(en milliers)

| Mois / Région | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 67 | 57 | 62 | 106 | 221 | 227 | 156 | 284 | 213 | 258 | 195 | 112 | 1 958 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 293 | 295 | 244 | 232 | 272 | 292 | 206 | 374 | 331 | 367 | 285 | 193 | 3 386 |
| Québec | 715 | 705 | 785 | 1 070 | 1 399 | 1 428 | 892 | 1 762 | 1 422 | 1 681 | 1 255 | 805 | 13 920 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 265 | 260 | 280 | 391 | 554 | 576 | 340 | 718 | 622 | 749 | 562 | 355 | 5 671 |
| Estrie | 328 | 325 | 354 | 471 | 580 | 566 | 334 | 671 | 575 | 640 | 495 | 313 | 5 655 |
| Montréal métro. | 2 862 | 2 905 | 3 147 | 3 804 | 4 243 | 4 045 | 2 567 | 5 235 | 4 332 | 5 182 | 4 199 | 2 917 | 45 439 |
| Sud-de-Montréal | 407 | 413 | 455 | 637 | 841 | 855 | 531 | 1 255 | 988 | 1 229 | 945 | 602 | 9 160 |
| Nord-de-Montréal | 364 | 376 | 460 | 606 | 782 | 795 | 500 | 1 052 | 863 | 997 | 795 | 491 | 8 081 |
| (Grand Montréal) | (3 633) | (3 694) | (4 062) | (5 048) | (5 866) | (5 696) | (3 599) | (7 542) | (6 184) | (7 408) | (5 939) | (4 010) | (62 680) |
| Outaouais | 140 | 139 | 141 | 190 | 272 | 259 | 179 | 335 | 258 | 294 | 230 | 142 | 2 580 |
| Nord-Ouest québécois | 71 | 57 | 58 | 74 | 105 | 117 | 103 | 198 | 215 | 254 | 199 | 147 | 1 599 |
| Baie-James | 8 | 15 | 19 | 18 | 33 | 61 | 73 | 103 | 112 | 148 | 104 | 59 | 754 |
| Côte-Nord | 70 | 70 | 72 | 84 | 118 | 130 | 93 | 198 | 183 | 218 | 159 | 100 | 1 495 |
| **Ensemble du Québec*** | **5 847** | **5 851** | **6 337** | **8 065** | **9 913** | **9 859** | **6 306** | **12 813** | **10 663** | **12 710** | **9 954** | **6 583** | **104 902** |

* Le total inclut les heures travaillées dans les régions inconnues et extérieures.

Source: CCQ, mai 1988.

T-28

**Répartition des salariés actifs ayant travaillé moins de 500 heures, selon le statut professionnel, 1987**

| Statut | Moins de 100 heures | 100-199 heures | 200-299 heures | 300-399 heures | 400-499 heures | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Compagnons** | | | | | | |
| nombre | 2 525 | 1 797 | 1 599 | 1 677 | 1 657 | 9 255 |
| % | 27,3 | 19,4 | 17,3 | 18,1 | 17,9 | – |
| % cumulatif | – | 46,7 | 64,0 | 82,1 | 100,0 | – |
| **Apprentis** | | | | | | |
| nombre | 1 565 | 2 102 | 1 926 | 1 931 | 1 841 | 9 365 |
| % | 16,7 | 22,4 | 20,6 | 20,6 | 19,7 | – |
| % cumulatif | – | 39,1 | 59,7 | 80,3 | 100,0 | – |
| **Autres salariés** | | | | | | |
| nombre | 3 351 | 2 094 | 1 703 | 1 535 | 1 348 | 10 031 |
| % | 33,4 | 20,9 | 17,0 | 15,3 | 13,4 | – |
| % cumulatif | – | 54,3 | 71,3 | 86,6 | 100,0 | – |
| **Total des salariés** | | | | | | |
| nombre | 7 441 | 5 993 | 5 228 | 5 143 | 4 846 | 28 651 |
| % | 26,0 | 20,9 | 18,2 | 18,0 | 16,9 | – |
| % cumulatif | – | 46,9 | 65,1 | 83,1 | 100,0 | – |

Source: CCQ, mai 1988.

T-29

**Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le nombre de mois de travail dans la construction, 1987**

| Nombre de mois | Salariés qualifiés | | | Salariés exerçant une occupation | Total | Salariés qualifiés (en %) | | | Salariés exerçant une occupation (en %) | Total (en %) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | compagnons | apprentis | total | | | compagnons | apprentis | total | | |
| 1 | 2 123 | 1 475 | 3 598 | 2 962 | 6 560 | 4,4 | 4,8 | 4,6 | 11,0 | 6,2 |
| 2 | 1 992 | 2 131 | 4 123 | 2 663 | 6 786 | 4,2 | 7,0 | 5,3 | 9,9 | 6,4 |
| 3 | 2 053 | 2 510 | 4 563 | 2 211 | 6 774 | 4,3 | 8,3 | 5,8 | 8,2 | 6,4 |
| 4 | 2 020 | 2 546 | 4 566 | 2 024 | 6 590 | 4,2 | 8,4 | 5,8 | 7,5 | 6,3 |
| 5 | 2 442 | 2 952 | 5 394 | 2 170 | 7 564 | 5,1 | 9,7 | 6,9 | 8,1 | 7,2 |
| 6 | 2 668 | 2 335 | 5 003 | 1 908 | 6 911 | 5,6 | 7,7 | 6,4 | 7,1 | 6,6 |
| 7 | 3 193 | 3 017 | 6 210 | 2 229 | 8 439 | 6,7 | 9,9 | 7,9 | 8,3 | 8,0 |
| 8 | 3 677 | 2 630 | 6 307 | 1 966 | 8 273 | 7,7 | 8,7 | 8,1 | 7,3 | 7,9 |
| 9 | 3 998 | 1 960 | 5 958 | 1 894 | 7 852 | 8,4 | 6,4 | 7,6 | 7,1 | 7,5 |
| 10 | 4 042 | 1 734 | 5 776 | 1 519 | 7 295 | 8,4 | 5,7 | 7,4 | 5,7 | 6,9 |
| 11 | 4 591 | 1 850 | 6 441 | 1 412 | 7 853 | 9,6 | 6,1 | 8,2 | 5,2 | 7,5 |
| 12 | 15 070 | 5 211 | 20 281 | 3 888 | 24 169 | 31,5 | 17,2 | 25,9 | 14,5 | 23,0 |
| **Total** | **47 869** | **30 351** | **78 220** | **26 846** | **105 066** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-30

**Répartition des compagnons actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987**

| Nombre de mois | Nombre de compagnons | Nombre d'apparitions* en 1987 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 (en % du nombre total des salariés ayant travaillé le même nombre de mois) | 3 | 4 ou + |
| 1 | 2 123 | 2 123 | – | – | – |
| 2 | 1 992 | 1 554 | 438 | – | – |
| 3 | 2 053 | 1 456 | 518 | 79 | – |
| 4 | 2 020 | 1 270 | 641 | 101 | 8 |
| 5 | 2 442 | 1 478 | 745 | 197 | 22 |
| 6 | 2 668 | 1 449 | 930 | 243 | 46 |
| 7 | 3 193 | 1 847 | 1 023 | 279 | 44 |
| 8 | 3 677 | 2 261 | 1 016 | 342 | 58 |
| 9 | 3 998 | 2 429 | 1 184 | 347 | 38 |
| 10 | 4 042 | 2 012 | 1 691 | 339 | – |
| 11 | 4 591 | 2 030 | 2 561 | – | – |
| 12 | 15 070 | 15 070 | – | – | – |
| **Total** | **47 869** | **34 979** | **10 747** | **1 927** | **216** |

* Tout salarié ayant travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: CCQ, mai 1988.

T-31

**Répartition des apprentis actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987**

| Nombre de mois | Nombre d'apprentis | Nombre d'apparitions* en 1987 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| | | (en % du nombre total des salariés ayant travaillé le même nombre de mois) | | | |
| 1 | 1 475 | 1 475 | – | – | – |
| 2 | 2 131 | 1 812 | 319 | – | – |
| 3 | 2 510 | 1 965 | 480 | 65 | – |
| 4 | 2 546 | 1 789 | 635 | 114 | 8 |
| 5 | 2 952 | 2 148 | 640 | 146 | 18 |
| 6 | 2 335 | 1 452 | 719 | 141 | 23 |
| 7 | 3 017 | 2 159 | 672 | 160 | 26 |
| 8 | 2 630 | 1 883 | 541 | 172 | 34 |
| 9 | 1 960 | 1 144 | 617 | 185 | 14 |
| 10 | 1 734 | 927 | 668 | 139 | – |
| 11 | 1 850 | 819 | 1 031 | – | – |
| 12 | 5 211 | 5 211 | – | – | – |
| **Total** | **30 351** | **22 784** | **6 322** | **1 122** | **123** |

* Tout salarié ayant travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: CCQ, mai 1988.

T-32

**Répartition des salariés non qualifiés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1987**

| Nombre de mois | Nombre de salariés exerçant une occupation | Nombre d'apparitions* en 1987 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 ou + |
| | | (en % du nombre total des salariés ayant travaillé le même nombre de mois) | | | |
| 1 | 2 962 | 2 962 | – | – | – |
| 2 | 2 663 | 2 294 | 369 | – | – |
| 3 | 2 211 | 1 718 | 450 | 43 | – |
| 4 | 2 024 | 1 446 | 503 | 71 | 4 |
| 5 | 2 170 | 1 547 | 502 | 110 | 11 |
| 6 | 1 908 | 1 214 | 570 | 106 | 18 |
| 7 | 2 229 | 1 557 | 510 | 142 | 20 |
| 8 | 1 966 | 1 369 | 456 | 125 | 16 |
| 9 | 1 894 | 1 221 | 506 | 150 | 17 |
| 10 | 1 519 | 824 | 599 | 96 | – |
| 11 | 1 412 | 680 | 732 | – | – |
| 12 | 3 888 | 3 888 | – | – | – |
| **Total** | **26 846** | **20 720** | **5 197** | **843** | **86** |

* Tout salarié ayant travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: CCQ, mai 1988.

T-33

**Nombre de salariés actifs en 1987, selon le nombre d'années consécutives dans la construction et la région de domicile**

| | Nombre d'années consécutives* | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Région** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **11** | **12** | **13** | **14** | **15** |
| Est-du-Québec | 3 069 | 2 989 | 2 567 | 2 208 | 1 917 | 1 715 | 1 642 | 1 568 | 1 503 | 1 435 | 1 367 | 1 233 | 1 107 | 998 | 907 |
| Saguenay-Lac Saint-Jean | 4 854 | 3 940 | 3 403 | 3 033 | 2 489 | 2 241 | 2 184 | 2 108 | 1 931 | 1 828 | 1 707 | 1 490 | 1 358 | 1 243 | 1 115 |
| Québec | 16 655 | 11 934 | 10 081 | 8 762 | 8 044 | 7 339 | 7 103 | 6 785 | 6 515 | 6 272 | 5 839 | 5 300 | 4 901 | 4 529 | 4 123 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 7 997 | 6 167 | 5 332 | 4 476 | 3 776 | 3 429 | 3 348 | 3 164 | 3 036 | 2 927 | 2 741 | 2 496 | 2 292 | 2 065 | 1 800 |
| Estrie | 4 708 | 3 491 | 2 647 | 2 122 | 1 614 | 1 337 | 1 301 | 1 229 | 1 182 | 1 120 | 1 048 | 965 | 890 | 822 | 741 |
| Montréal métropolitain | 35 341 | 15 743 | 12 675 | 10 357 | 9 232 | 8 682 | 8 415 | 7 806 | 7 387 | 7 096 | 6 867 | 6 520 | 6 110 | 5 669 | 5 202 |
| Sud-de-Montréal | 10 966 | 13 906 | 11 227 | 9 077 | 8 050 | 7 434 | 7 174 | 6 710 | 6 346 | 6 088 | 5 787 | 5 387 | 4 930 | 4 454 | 3 933 |
| Nord-de-Montréal | 14 043 | 14 388 | 11 805 | 9 864 | 8 777 | 8 205 | 7 919 | 7 281 | 6 879 | 6 586 | 6 294 | 5 866 | 5 423 | 4 898 | 4 322 |
| Outaouais | 3 131 | 2 221 | 1 853 | 1 509 | 1 132 | 949 | 853 | 744 | 689 | 617 | 578 | 521 | 456 | 414 | 356 |
| Nord-Ouest québécois | 1 955 | 1 327 | 1 131 | 980 | 863 | 771 | 756 | 667 | 605 | 575 | 541 | 475 | 409 | 369 | 331 |
| Côte-Nord | 1 808 | 1 327 | 1 099 | 1 002 | 803 | 646 | 605 | 576 | 536 | 478 | 410 | 348 | 302 | 274 | 255 |
| **Ensemble du Québec**** | **105 066** | **77 433** | **63 820** | **53 390** | **46 697** | **42 748** | **41 300** | **38 638** | **36 609** | **35 022** | **33 179** | **30 601** | **28 178** | **25 735** | **23 085** |
| En % | 100,0 | 73,7 | 60,7 | 50,8 | 44,4 | 40,7 | 39,3 | 36,8 | 34,8 | 33,3 | 31,6 | 29,1 | 26,8 | 24,5 | 22,0 |

* Les salariés sont répartis selon la région de domicile en 1987. Le salarié ayant travaillé en 1987 et 1986 se voit accorder 2 ans d'expérience; ce salarié est réputé avoir également 1 an d'expérience et ainsi de suite.

** Le total inclut les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile.

Source: CCQ, mai 1988.

T-34

**Répartition des salariés actifs dans la construction pour certains métiers, selon la région de travail et les salaires, 1987**

| Métier | Région de domicile exclusivement | Lieu de travail | | | | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Région de domicile et | | | Autres régions seulement | | | |
| | | 1 autre | 2 autres | 3 autres ou + | 1 région | 2 régions | 3 régions ou + | |
| Charpentier-menuisier | 14 765 | 4 801 | 839 | 147 | 4 007 | 707 | 97 | 25 363 |
| Électricien | 6 885 | 2 022 | 341 | 63 | 1 693 | 285 | 21 | 11 310 |
| Tuyauteur | 4 443 | 1 608 | 397 | 168 | 1 574 | 428 | 86 | 8 704 |
| Peintre | 2 618 | 720 | 90 | 14 | 525 | 64 | 4 | 4 035 |
| Opérateur équipement lourd | 2 577 | 723 | 114 | 30 | 734 | 138 | 23 | 4 339 |
| Briqueteur-maçon | 2 374 | 754 | 131 | 54 | 630 | 110 | 18 | 4 071 |
| Total salariés qualifiés | 44 215 | 14 529 | 3 056 | 1 181 | 12 267 | 2 451 | 521 | 78 220 |
| Salariés exerçant une occupation | 14 853 | 4 343 | 913 | 281 | 5 342 | 961 | 153 | 26 846 |
| **Total** | **59 068** | **18 872** | **3 969** | **1 462** | **17 609** | **3 412** | **674** | **105 066** |
| **Salaire annuel moyen ($)** | | | | | | | | |
| Charpentier-menuisier | 16 490 | 18 334 | 20 371 | 22 521 | 15 223 | 17 734 | 20 503 | 16 852 |
| Électricien | 22 334 | 23 184 | 26 153 | 30 730 | 22 861 | 26 221 | 28 816 | 22 837 |
| Tuyauteur | 23 647 | 28 373 | 32 658 | 38 040 | 25 743 | 32 039 | 35 172 | 26 115 |
| Peintre | 14 129 | 14 098 | 14 227 | 17 699 | 12 494 | 13 974 | 5 894 | 13 915 |
| Opérateur équipement lourd | 16 029 | 20 075 | 22 489 | 26 893 | 16 430 | 23 096 | 25 126 | 17 289 |
| Briqueteur-maçon | 16 644 | 17 506 | 18 343 | 23 119 | 13 876 | 17 671 | 25 140 | 16 581 |
| Total salariés qualifiés | 18 654 | 21 067 | 24 657 | 31 968 | 18 482 | 23 653 | 29 076 | 19 737 |
| Salariés exerçant une occupation | 14 694 | 17 841 | 22 168 | 26 502 | 12 013 | 18 089 | 21 976 | 15 210 |
| **Total** | **17 658** | **20 325** | **24 085** | **30 918** | **16 520** | **22 086** | **27 465** | **18 580** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-35

**Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile et de travail, 1987**
(en milliers)

| Région de domicile \ Région de travail | Est-du-Québec | Saguenay-Lac-Saint-Jean | Québec | Mauricie-Centre-du-Québec | Estrie | Montréal métro. | Sud-de-Montréal | Nord-de-Montréal | Outaouais | Baie-James | Nord-Ouest québécois | Côte-Nord | Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Est-du-Québec | 1 304 | 13 | 62 | 8 | 78 | 130 | 35 | 47 | 7 | 175 | 12 | 46 | 2 073 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 15 | 3 122 | 89 | 7 | 61 | 134 | 27 | 14 | 6 | 76 | 26 | 33 | 3 936 |
| Québec | 562 | 90 | 13 219 | 178 | 260 | 360 | 103 | 69 | 33 | 242 | 69 | 135 | 16 511 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 9 | 56 | 160 | 5 279 | 375 | 435 | 173 | 73 | 22 | 27 | 25 | 23 | 7 294 |
| Estrie | 4 | 2 | 63 | 29 | 4 130 | 167 | 81 | 7 | 23 | 8 | 7 | 1 | 4 809 |
| Montréal métropolitain | 20 | 36 | 158 | 70 | 293 | 31 564 | 2 747 | 2 115 | 36 | 58 | 34 | 33 | 38 593 |
| Sud-de-Montréal | 7 | 12 | 53 | 49 | 275 | 4 432 | 5 726 | 111 | 28 | 27 | 7 | 10 | 11 086 |
| Nord-de-Montréal | 8 | 17 | 44 | 36 | 126 | 8 004 | 241 | 5 605 | 233 | 34 | 17 | 12 | 14 987 |
| Outaouais | 1 | 7 | 11 | 1 | 25 | 127 | 5 | 21 | 2 063 | 6 | 4 | 1 | 2 376 |
| Nord-Ouest québécois | 7 | 6 | 18 | 2 | 5 | 27 | 4 | 6 | 16 | 23 | 1 378 | 1 | 1 538 |
| Côte-Nord | 20 | 23 | 36 | 11 | 14 | 23 | 16 | 10 | 2 | 55 | 14 | 1 198 | 1 498 |
| Extérieur | 1 | – | 5 | 1 | 12 | 36 | 1 | 2 | 110 | – | 3 | – | 175 |
| **Ensemble du Québec*** | **1 958** | **3 386** | **13 920** | **5 671** | **5 655** | **45 439** | **9 160** | **8 081** | **2 580** | **754** | **1 599** | **1 495** | **104 902** |

* Les totaux comprennent les heures dont on ne connaît pas la provenance.

Source: CCQ, mai 1988.

T-36

**Répartition des salariés actifs dans la construction selon le nombre d'employeurs, le niveau d'heures travaillées et les salaires, 1987**

| Ont travaillé pour | Nombre de salariés | | | Salaire annuel moyen | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 500 heures | 500 heures ou plus | Total | Moins de 500 heures | 500 heures ou plus | Total |
| **Compagnons et apprentis** | | | | | | |
| 1 employeur | 14 444 | 37 243 | 51 687 | 3 594 | 24 868 | 18 923 |
| 2 employeurs | 3 105 | 12 621 | 15 726 | 5 024 | 23 352 | 19 733 |
| 3 employeurs | 755 | 5 274 | 6 029 | 6 061 | 24 063 | 21 808 |
| 4 employeurs | 218 | 2 331 | 2 549 | 6 843 | 25 774 | 24 155 |
| 5 employeurs | 59 | 1 075 | 1 134 | 7 781 | 27 347 | 26 329 |
| 6 employeurs ou + | 39 | 1 056 | 1 095 | 7 745 | 30 450 | 29 641 |
| **Total** | **18 620** | **59 600** | **78 220** | **3 993** | **24 655** | **19 736** |
| **Autres salariés** | | | | | | |
| 1 employeur | 8 535 | 10 681 | 19 216 | 2 924 | 21 978 | 13 515 |
| 2 employeurs | 1 081 | 3 762 | 4 843 | 4 656 | 23 383 | 19 203 |
| 3 employeurs | 290 | 1 326 | 1 616 | 5 497 | 21 747 | 18 831 |
| 4 employeurs | 84 | 631 | 715 | 6 519 | 23 650 | 21 637 |
| 5 employeurs | 26 | 247 | 273 | 5 785 | 22 635 | 21 030 |
| 6 employeurs ou + | 15 | 168 | 183 | 6 914 | 23 061 | 21 737 |
| **Total** | **10 031** | **16 815** | **26 846** | **3 228** | **22 357** | **15 210** |
| 1 employeur | 22 979 | 47 924 | 70 903 | 3 345 | 24 224 | 17 457 |
| 2 employeurs | 4 186 | 16 383 | 20 569 | 4 929 | 23 359 | 19 608 |
| 3 employeurs | 1 045 | 6 600 | 7 645 | 5 905 | 23 597 | 21 179 |
| 4 employeurs | 302 | 2 962 | 3 264 | 6 753 | 25 322 | 23 604 |
| 5 employeurs | 85 | 1 322 | 1 407 | 7 170 | 26 467 | 25 301 |
| 6 employeurs ou + | 54 | 1 224 | 1 278 | 7 514 | 29 435 | 28 509 |
| **Total** | **28 651** | **76 415** | **105 066** | **3 725** | **24 149** | **18 580** |

Source: CCQ, mai 1988.

T-37

**Répartition des salariés actifs dans la construction selon le niveau des salaires, le métier et le statut professionnel, 1987**

| Tranche de salaire / Métier ou emploi | – de 5 000 $ | 5 000$ à 9 999 $ | 10 000 $ à 14 999 $ | 15 000 $ à 19 999 $ | 20 000 $ à 24 999 $ | 25 000 $ à 29 999 $ | 30 000 $ à 34 999 $ | 35 000 $ et plus | Total | Salaire annuel moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charpentier-menuisier | | | | | | | | | | |
| compagnons | 1 603 | 1 413 | 1 497 | 1 575 | 1 707 | 1 754 | 1 900 | 2 133 | 13 629 | 21 459 |
| apprentis | 2 897 | 2 985 | 2 460 | 1 439 | 1 055 | 595 | 245 | 58 | 11 734 | 11 502 |
| Électricien | | | | | | | | | | |
| compagnons | 492 | 437 | 486 | 520 | 581 | 695 | 886 | 2 887 | 6 984 | 28 374 |
| apprentis | 886 | 957 | 645 | 610 | 612 | 358 | 209 | 49 | 4 326 | 13 898 |
| Tuyauteur | | | | | | | | | | |
| compagnons | 328 | 267 | 277 | 307 | 346 | 404 | 644 | 2 719 | 5 292 | 31 514 |
| apprentis | 576 | 631 | 453 | 367 | 411 | 324 | 253 | 397 | 3 412 | 17 740 |
| Opérateur d'équipement lourd | | | | | | | | | | |
| compagnons | 691 | 393 | 402 | 493 | 529 | 521 | 316 | 294 | 3 639 | 18 189 |
| apprentis | 213 | 111 | 110 | 84 | 86 | 46 | 33 | 17 | 700 | 12 921 |
| Peintre | | | | | | | | | | |
| compagnons | 400 | 308 | 377 | 315 | 304 | 296 | 314 | 68 | 2 382 | 17 329 |
| apprentis | 574 | 486 | 276 | 165 | 105 | 32 | 12 | * | 1 653 | 8 995 |
| Briqueteur-maçon | | | | | | | | | | |
| compagnons | 305 | 243 | 273 | 380 | 395 | 315 | 286 | 228 | 2 425 | 19 958 |
| apprentis | 361 | 414 | 392 | 247 | 141 | 56 | 27 | 8 | 1 646 | 11 606 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| compagnons | 1 374 | 986 | 1 218 | 1 227 | 1 415 | 1 618 | 1 753 | 3 974 | 13 518 | 25 679 |
| apprentis | 1 840 | 1 495 | 1 238 | 794 | 754 | 433 | 218 | 43 | 6 880 | 12 324 |
| **Total – salariés qualifiés** | | | | | | | | | | |
| **compagnons** | **5 193** | **4 047** | **4 530** | **4 817** | **5 277** | **5 603** | **6 099** | **12 303** | **47 869** | **24 241** |
| **apprentis** | **7 347** | **7 079** | **5 574** | **3 706** | **3 164** | **1 844** | **997** | **640** | **30 351** | **12 633** |
| Manoeuvre | 1 949 | 1 278 | 1 291 | 1 023 | 849 | 808 | 398 | 188 | 7 784 | 13 975 |
| Manoeuvre spécialisé | 1 199 | 1 178 | 1 231 | 1 207 | 1 071 | 961 | 493 | 251 | 7 591 | 16 385 |
| Conducteur de camion | 98 | 56 | 65 | 58 | 62 | 44 | 39 | 31 | 453 | 16 716 |
| Soudeur | 136 | 71 | 63 | 61 | 68 | 87 | 106 | 343 | 935 | 26 897 |
| Monteur de ligne d'énergie et de distribution | 68 | 56 | 60 | 89 | 111 | 125 | 129 | 814 | 1 452 | 33 615 |
| Autres salariés non qualifiés | 4 003 | 1 452 | 896 | 601 | 458 | 362 | 278 | 581 | 8 631 | 10 849 |
| **Total – salariés non qualifiés** | **7 453** | **4 091** | **3 606** | **3 039** | **2 619** | **2 387** | **1 443** | **2 208** | **26 846** | **15 210** |
| **Total** | **19 993** | **15 217** | **13 710** | **11 562** | **11 060** | **9 834** | **8 539** | **15 151** | **105 066** | **18 580** |

* Ce chiffre n'est pas disponible à cause du nombre trop faible des effectifs.

Source: CCQ, mai 1988.

T-38

**Répartition des salariés actifs et moyenne des heures travaillées selon l'âge et le statut professionnel, 1987**

| Âge | Nombre de salariés | | | Moyenne des heures travaillées | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compagnons | Apprentis | Autres | Compagnons | Apprentis | Autres |
| Moins de 20 ans | 6 | 2 481 | 873 | 890 | 685 | 453 |
| 20–24 ans | 490 | 9 931 | 3 411 | 1 197 | 928 | 582 |
| 25–29 ans | 3 235 | 8 634 | 3 959 | 1 208 | 918 | 665 |
| 30–34 ans | 6 403 | 4 853 | 4 332 | 1 175 | 866 | 789 |
| 35–39 ans | 7 994 | 2 363 | 3 686 | 1 170 | 837 | 906 |
| 40–44 ans | 8 160 | 1 159 | 3 188 | 1 176 | 806 | 1 009 |
| 45–49 ans | 7 620 | 581 | 2 682 | 1 190 | 800 | 1 073 |
| 50–54 ans | 6 237 | 226 | 2 299 | 1 169 | 826 | 1 116 |
| 55–59 ans | 5 161 | 96 | 1 618 | 1 094 | 718 | 1 110 |
| 60–64 ans | 2 272 | 24 | 715 | 904 | 517 | 951 |
| 65 ans ou plus | 291 | * | 83 | 588 | * | 702 |
| **Total** | **47 869** | **30 351** | **26 846** | **1 153** | **879** | **855** |

* Ce chiffre n'est pas disponible à cause du nombre trop faible des effectifs.

Source: CCQ, mai 1988.

T-39

**Taux de salaire horaire des salariés de la construction au Québec*, quelques métiers**

| Métier | 12 mai 1980 $ | 1er mai 1981 $ | 1er juin 1982 $ | 1er mai 1983 $ | 1er mai 1985 $ | 1er sept. 1986 $ | 1er mai 1987 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Briqueteur-maçon | 12,56 | 13,67 | 15,04 | 16,54 | 17,28 | 17,80 | 18,33 |
| Calorifugeur | 13,04 | 13,95 | 15,35 | 16,88 | 17,64 | 18,17 | 18,72 |
| Carreleur | 12,78 | 13,67 | 15,04 | 16,54 | 17,28 | 17,80 | 18,33 |
| Charpentier-menuisier** | 12,10 | 13,18 | 14,74 | 16,21 | 16,94 | 17,45 | 17,97 |
| Chaudronnier | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Cimentier-applicateur | 11,47 | 12,49 | 13,74 | 15,11 | 15,79 | 16,26 | 16,75 |
| Couvreur | 11,71 | 12,97 | 14,27 | 15,69 | 16,40 | 16,89 | 17,40 |
| Électricien | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Ferblantier | 13,03 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Ferrailleur | 11,47 | 12,49 | 13,74 | 15,11 | 15,79 | 16,26 | 16,75 |
| Frigoriste | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Grutier | 12,44 | 13,45 | 14,80 | 16,27 | 17,00 | 17,51 | 18,04 |
| Mécanicien d'ascenseur | 14,25 | 15,75 | 17,33 | 19,06 | 19,92 | 20,52 | 21,14 |
| Mécanicien de chantier | 12,95 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Mécanicien de machines lourdes | 12,19 | 13,58 | 14,94 | 16,43 | 17,17 | 17,69 | 18,22 |
| Monteur d'acier de structure | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Opérateur d'équipement lourd | 11,60 | 12,52 | 13,77 | 15,15 | 15,83 | 16,30 | 16,79 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 12,57 | 13,45 | 14,80 | 16,27 | 17,00 | 17,51 | 18,04 |
| Peintre | 11,57 | 12,40 | 13,67 | 15,02 | 15,70 | 16,17 | 16,66 |
| Plâtrier | 12,29 | 13,15 | 14,47 | 15,91 | 16,63 | 17,13 | 17,64 |
| Poseur de revêtements souples | 11,10 | 12,00 | 13,25 | 14,58 | 15,24 | 15,70 | 16,17 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 12,49 | 13,40 | 14,74 | 16,21 | 16,94 | 17,45 | 17,97 |
| Serrurier de bâtiment | 12,34 | 13,20 | 14,52 | 15,97 | 16,69 | 17,19 | 17,71 |
| Tuyauteur | 13,15 | 14,07 | 15,48 | 17,03 | 17,80 | 18,33 | 18,88 |
| Manoeuvre (journalier) | 9,63 | 10,30 | 11,55 | 12,71 | 13,28 | 13,68 | 14,09 |
| Manoeuvre spécialisé | 9,97 | 10,67 | 11,92 | 13,11 | 13,70 | 14,11 | 14,53 |

* Les taux de salaire pour les salariés de la Baie-James sont de 5% supérieurs depuis le 12 mai 1980.

** Le taux de salaire horaire des charpentiers-menuisiers est de 13,40 $ depuis le 1er janvier 1982.

Source: Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, D.3938-80 du 17 décembre 1980 et D.1289-82 du 31 mai 1982 et D.1948-84 du 30 août 1984 et D.998-84 du 25 avril 1984 et D.172-87 du 4 février 1987.

## Annexe IV

## Liste des 100 plus gros employeurs en 1987 selon les heures enregistrées à la CCQ

| Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires |
|---|---|---|---|
| 1. B.G. Checo International Ltée | 1 037 | EL PL | Montréal |
| 2. Les Coffrages CCC Ltée | 854 | EG | Montréal |
| 3. Corporation de Construction National Ltée | 792 | EG | Sud-de-Montréal |
| 4. Hervé Pomerleau Inc. | 617 | EG | Québec |
| 5. Thiro Ltée | 355 | LT LD | Mauricie |
| 6. Kamyr Entreprises Inc. | 449 | MC | Montréal |
| 7. Arno Électrique Ltée | 436 | EG LD | Mauricie |
| 8. Coffrages Industriels Ltée | 307 | EG | Montréal |
| 9. F.A. Tucker Canada Ltd | 324 | LD LT | Nord-de-Montréal |
| 10. Janin Construction (1983) Ltée | 295 | EG | Montréal |
| 11. Black & McDonald Ltée | 415 | EL RF | Montréal |
| 12. Construction Del-Nor Inc. | 413 | EG | Montréal |
| 13. Lambert Somec Inc. | 303 | FB MT | Québec |
| 14. Les Entreprises de travaux Common Ltée | 228 | EG | Nord-de-Montréal |
| 15. Hydro-Québec | 251 | EG | Montréal |
| 16. Coffrages Nord Atlantique Ltée & Formco Inc. | 262 | CM | Montréal |
| 17. Transelec International Div. Sintra | 246 | LT | Montréal |
| 18. Les Entrepreneurs GM Gest Inc. | 315 | EG | Montréal |
| 19. La Compagnie Électrique Britton Ltée | 211 | EL | Montréal |
| 20. Combustion engineering Superheater Ltd | 287 | EG | Extérieur |
| 21. Désourdy Inc. | 228 | EG | Sud-de-Montréal |
| 22. Les Entreprises PEB Ltée | 173 | EG | Québec |
| 23. Les Coffrages Dominic Ltée | 260 | CM | Montréal |
| 24. Armand Guay Inc. | 157 | EG | Québec |
| 25. Otis Canada Inc. | 151 | MA | Extérieur |
| 26. Adélard Laberge Ltée | 161 | MT EL | Québec |
| 27. Comstock International Ltée | 169 | EG | Montréal |
| 28. Entreprises de pipeline Universel Ltée | 206 | SD | Montréal |
| 29. Dominion Bridge Sulzer Inc. | 207 | AS | Montréal |
| 30. Kamyr CCT. Entreprise Conjointe | 449 | MT | Montréal |
| 31. Mojan (1981) Ltée | 209 | AS | Montréal |
| 32. Entreprises Bon Conseil Ltée | 200 | EG | Québec |
| 33. Construction Arno Inc. | 125 | LT | Mauricie |
| 34. ICS Ltée | 150 | EL MT | Montréal |
| 35. Les Constructions du St-Laurent Ltée | 263 | EG | Québec |
| 36. La Société GBTSL Enr. | 386 | EG | Saguenay-Lac-Saint-Jean |
| 37. Construction Laperrière et Verreault Inc. | 288 | MC EL | Mauricie |
| 38. Dowcolectric Inc. | 145 | EL | Montréal |
| 39. Gastier Mécanique Inc. | 178 | EG | Montréal |
| 40. Protection Incendie Viking Ltée | 95 | MT | Nord-de-Montréal |

## Annexe IV

## Liste des 100 plus gros employeurs en 1987 selon les heures enregistrées à la CCQ (suite)

| Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires |
|---|---|---|---|
| 41. Walsh & Brais Inc. | 116 | EG | Sud-de-Montréal |
| 42. Automation Air Tel Inc. | 188 | MT | Québec |
| 43. Mécanique RH Ltée | 94 | RF | Nord-de-Montréal |
| 44. Construction MRC Ltée | 171 | CA | Nord-de-Montréal |
| 45. Mécanique Kingston Inc. | 196 | AS CH | Montréal |
| 46. Ascenseur Drolet Inc. | 87 | MA | Québec |
| 47. Thomas O'Connel (1981) Inc. | 109 | MT | Montréal |
| 48. Paul Martin Inc. | 175 | EG | Est-du-Québec |
| 49. Honeywell Ltée | 88 | MT EL | Extérieur |
| 50. Les Entreprises d'électricité E.G. Ltée | 111 | EL | Montréal |
| 51. Universal-Commonwealth Entreprise Conjointe | 150 | EG | Montréal |
| 52. Patela Construction Inc. | 95 | CM | Montréal |
| 53. LD Pilon Inc. | 159 | MT EL | Nord-Ouest québécois |
| 54. Gastier Inc. | 110 | EL | Montréal |
| 55. La Cie de pavage d'Asphalte Beaver Ltée | 127 | EG | Montréal |
| 56. Fertek Inc. | 116 | FE | Nord-de-Montréal |
| 57. Impregilo-Atlas entreprises Conjointes | 75 | EG | Montréal |
| 58. Beaver Lilley Boreaux Entreprise Conjointe | 101 | EG | Montréal |
| 59. Coffrages Universel Ltée | 136 | CM | Montréal |
| 60. Lemay-Vican Inc. | 133 | EG RT | Mauricie |
| 61. Services de consultation Claude Savoie | 178 | EG | Nord-Ouest québécois |
| 62. Aatco Entrepreneurs Électriciens Ltée | 83 | EL | Montréal |
| 63. Turcotte & Létourneau Inc. | 91 | MT EL | Québec |
| 64. J.P.M. Lessard Inc. | 95 | FB | Montréal |
| 65. Télécon Inc. | 91 | EG LT | Mauricie |
| 66. Mécanique CNC Inc. | 145 | EG | Sud-de-Montréal |
| 67. Couverture Montréal Nord Ltée | 92 | CV | Montréal |
| 68. Canadian Stebbins Engineering & Mfg Co. Ltée | 149 | BM | Extérieur |
| 69. Les ascenseurs Labadie Inc. | 74 | MA | Montréal |
| 70. Construction Canadienne T.J. Québec Inc. | 101 | EG | Québec |
| 71. Écorseur D.B. Inc. | 193 | SD | Estrie |
| 72. Magil Construction Ltée | 72 | EG | Montréal |
| 73. Construction S.L.M. Ltée | 137 | MT | Sud-de-Montréal |
| 74. Les Entrepreneurs Becker Inc. | 80 | MT FB | Montréal |
| 75. Kolostat Inc. | 86 | CV | Nord-de-Montréal |
| 76. Construction N.R.C. Inc. | 80 | XC EL | Montréal |
| 77. P. & R. Desjardins Construction Inc. | 80 | EG | Montréal |
| 78. Désourdy-Traylor Entreprises Conjointes | 89 | EG | Sud-de-Montréal |
| 79. La Compagnie Électrique Swift (1982) Ltée | 93 | EL | Montréal |
| 80. Corival Inc. | 69 | XC | Nord-de-Montréal |

## Annexe IV

## Liste des 100 plus gros employeurs en 1987 selon les heures enregistrées à la CCQ (suite)

| | Nom | Nombre maximum de salariés | Type | Principale place d'affaires |
|---|---|---|---|---|
| 81. | Dalcon Inc. | 123 | EG | Québec |
| 82. | Sako Électrique 1976 Ltée | 88 | EL | Montréal |
| 83. | Les lignes Témis Ltée | 106 | LD | Québec |
| 84. | Opron Inc. | 112 | EG | Sud-de-Montréal |
| 85. | La Société de Construction DCL Ltée | 118 | EG | Sud-de-Montréal |
| 86. | Acoustique Gaétan Gaudet Ltée | 108 | PL | Nord-de-Montréal |
| 87. | Électricité Standard Inc. | 76 | EL | Montréal |
| 88. | APV Hall Crepaco Inc. | 74 | MA EL | Montréal |
| 89. | Sintra Inc. - Métropole | 64 | RT | Sud-de-Montréal |
| 90. | Groupe Duxel Inc. | 189 | EG | Mauricie |
| 91. | Plibrico Canada Ltée | 126 | EG | Sud-de-Montréal |
| 92. | Les Installations Électriques Danor Ltée | 75 | EL | Montréal |
| 93. | Michel Gagnon Ltée | 110 | PT | Québec |
| 94. | Les Entreprises Sadar Inc. | 83 | CM | Montréal |
| 95. | Neilson Excavation Inc. | 96 | XC RT | Québec |
| 96. | Beaver Lilley Entreprise Conjointe | 82 | EG | Montréal |
| 97. | Chagnon 1975 Ltée | 66 | EL | Montréal |
| 98. | Laurent Gagnon Inc. | 69 | MT | Québec |
| 99. | U. Tomassini & Frères Ltée | 75 | BM | Montréal |
| 100. | Construction Dunn & Benoît Canada Inc. | 113 | CM | Montréal |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AS | Acier de structure | CM | Charpentier-menuisier | FE | Ferrailleur | PL | Poseur de systèmes intérieurs |
| BM | Briqueteur-maçon | CV | Couvreur-tôlier | LD | Ligne de distribution | RF | Mécanicien en tuyauterie (réfrigération) |
| CA | Cimentier-applicateur | EG | Entrepreneur général | LT | Ligne de transmission | RT | Construction de route |
| CF | Calorifugeur | EL | Électricien | MA | Mécanicien d'ascenseur | SD | Soudeur |
| CH | Chaudronnier | FB | Ferblantier | MT | Mécanicien en tuyauterie | XC | Excavation |

Source: CCQ, mai 1988.